

Après des études de Sciences politiques, Thierry Meyssan a animé une association internationale de défense des libertés individuelles, puis il s'est orienté vers le journalisme d'investigation. Son parcours l'a conduit aussi bien à devenir expert pour les Droits de l'Homme auprès de la Conférence sur la Sécurité et la ■ Coopération en Europe (C.S.C.E.) que ' rédacteur en chef du mensuel *Maintenant*. Il préside le Réseau Voltaire et édite une lettre d'intelligence politique (www.reseauvoltaire.net).

Observateur attentif de l'actualité internationale. T. Meyssan a été intrigué par les anomalies des premières photographies de l'attentat contre le Pentagone, puis par la confusion et les contradictions des déclarations officielles, y compris pour le World Trade Center. Il a alors mené une enquête qui l'a conduit de surprise en surprise, plus étonnantes et terrifiantes les unes que les autres.

Thierry Meyssan
11 septembre 2001
**L'EFFROYABLE
IMPOSTURE**



Ce livre se fonde exclusivement sur des documents de la Maison-Blanche et du département de la Défense, ainsi que sur les déclarations des dirigeants civils et militaires américains à la presse internationale. Toutes les informations qu'il relate sont référencées et donc vérifiables par le lecteur.

sur le Pentagone !

11 SEPTEMBRE 2001

L'EFFROYABLE IMPOSTURE

Thierry Meyssan

CARNOT

www.carnot.fr

Du même auteur :

Charles Millon, le porte-glaive, Éditions Golias, 1999

L'Enigme Pasqua, Éditions Golias, Paris, 2000

Sites internet :

www.reseauvoltaire.net

www.effroyable-imposture.net

EDITIONS CARNOT
10, quai Jean-Mennoz - 78400 Chatou
Tél. 01 30 53 75 05
www.carnot.fr

ISBN N° 2-912362-44-X

Dépôt légal : mars 2002

Crédit photographie de couverture : SiPA - Associated Press

Photographe Tom Horan

Toute reproduction de cet ouvrage, même partielle et quel qu'en soit le mode, est formellement interdite et constitue une contrefaçon passible des peines prévues par les textes en vigueur et notamment par la Loi du 11 mars 1957 sur la protection des droits d'auteur.

INTRODUCTION

AVERTISSEMENT

Les documents officiels cités dans ce livre sont disponibles aux adresses internet indiquées en notes. Au cas où ils seraient retirés des sites américains, ils sont également regroupés et archivés sur le serveur <http://www.effroyable-imposture.net> où le lecteur pourra aisément les consulter.

Les événements du 11 septembre 2001 ont été suivis en direct par des centaines de millions de personnes rivées devant leur écran de télévision. La stupéfaction face à l'ampleur de l'attaque, le choc devant la gratuité de la violence, ont hébété tous les téléspectateurs, y compris les commentateurs. L'absence d'information sur l'attitude des autorités américaines aussi bien que la spectaculaire violence des images ont conduit les chaînes à passer en boucle l'encastrement des avions suicides dans les tours du World Trade Center et leur effondrement. Les exigences du direct confrontées à l'effet de surprise ont circonscrit l'information à une description des faits immédiatement connus et empêché toute compréhension globale.

Dans les trois jours qui ont suivi les attentats, de très nombreuses informations supplémentaires ont été livrées à la presse par des officiels sur les aspects méconnus de ces événements. Mais elles ont été noyées dans le flot ininterrompu des dépêches relatives aux victimes et aux secours. D'autres sont apparues sporadiquement au fil des mois, comme autant d'anecdotes, sans être replacées dans leur contexte.

Plusieurs milliers de personnes ont perdu la vie ce 11 septembre et une guerre a été conduite en Afghanis-

tan pour les venger. Pourtant, ces événements restent mystérieux. Leur relation est emplie de bizarreries, d'incertitudes et de contradictions. Malgré le malaise qu'ils inspirent, l'opinion publique se contente de leur version officielle, étant entendu que les impératifs de sécurité nationale ne permettent pas aux autorités états-uniennes de tout dire.

Cette version officielle ne résiste pas à l'analyse critique. Nous allons vous démontrer qu'elle n'est qu'un montage. Dans certains cas, les éléments que nous avons recueillis permettent de rétablir la vérité. Dans d'autres cas, nos questions sont restées pour le moment sans réponses, ce qui n'est pas une raison pour persister à croire les mensonges des autorités. Quoi qu'il en soit, le dossier que nous avons réalisé permet d'ores et déjà de remettre en cause la légitimité de la riposte américaine en Afghanistan et de la « *guerre contre l'Axe du Mal* ».

Nous vous invitons à ne pas considérer notre travail comme une vérité définitive. Au contraire, nous vous invitons au scepticisme. Ne faites confiance qu'à votre propre esprit critique. Pour vous permettre de vérifier nos imputations et de vous faire votre propre opinion, nous avons enrichi le texte de nombreuses notes indiquant nos sources principales.

Dans cette période où les Etats-Unis séparent le Bien du Mal, nous nous efforcerons de rappeler que la liberté, ce n'est pas croire en une vision simpliste du monde, mais c'est comprendre, élargir les options et multiplier les nuances.

PREMIÈRE PARTIE

Sanglante mise en scène

Chapitre 1

L'AVION FANTÔME DU PENTAGONE

Vous souvenez-vous de l'attentat contre le Pentagone ? Les événements étaient trop graves et si soudains qu'il n'était pas possible de relever dans l'instant les contradictions de la version officielle.

Le 11 septembre 2001, peu avant 10 h, heure de Washington, le département de la Défense publie un bref communiqué :

« Le Département de la Défense continue de répondre à l'attaque menée ce matin à 9 h 38. Aucun chiffre n'est actuellement disponible concernant le nombre de victimes. Les membres du personnel blessés ont été conduits dans plusieurs hôpitaux proches. Le secrétaire à la Défense M. Donald S. Rumsfeld a exprimé sa sympathie aux familles des victimes tuées et blessées pendant cette attaque éhontée ; il assure la direction des opérations depuis son centre de commandement au Pentagone. L'ensemble du personnel a été évacué du bâtiment alors que les services d'intervention d'urgence du département de la Défense et des localités voisines faisaient face au feu et aux urgences médicales. Les premières estimations des dégâts sont considérables ; toutefois, le Pentagone devrait réouvrir demain matin. Des lieux de travail de substitution

pour les parties sinistrées du bâtiment sont en train d'être répertoriées »'.

Première sur les lieux, l'agence Reuters annonce que le Pentagone a été touché par l'explosion d'un hélicoptère. Cette nouvelle est confirmée par téléphone à l'Associated Press² par un consultant démocrate, Paul Begala. Quelques minutes plus tard, le département de la Défense corrige l'information : c'était un avion. De nouveaux témoignages viennent contredire les premiers et créditer la version des autorités : Fred Hey³, l'assistant parlementaire du sénateur Bob Ney a vu tomber un Boeing, alors qu'il conduisait sur l'autoroute jouxtant le Pentagone. Le sénateur Mark Kirk⁴ était en train de sortir du parking du Pentagone, après avoir petit-déjeuné avec le secrétaire à la Défense, lorsqu'un gros avion s'est écrasé. Le secrétaire en personne, Donald Rumsfeld, sort de son bureau et se précipite sur les lieux pour venir en aide aux victimes.

Les pompiers du comté d'Arlington interviennent. Ils sont rejoints par quatre équipes de la FEMA, l'agence fédérale d'intervention dans les situations de catastrophe, et par des pompiers spécialisés de l'aéroport Reagan. Vers 10 h 10, l'aile du Pentagone qui a été touchée s'effondre.

(10) Ce communiqué a été retiré du serveur Internet du département de la Défense. Il est consultable sur le site d'archives de l'université de Yale

http://www7ale.edu/lawweb/avai0n/sepM1/dod_brief03.htm

(11) *Part of Pentagon Collapse after Terrorist Crash Plane into Building*, dépêche de l'Associated Press du 11 septembre 2001.

(12) *The Day the World Changed*, in *The Christian Science Monitor*, 17

septembre 2001. <http://www.csmonitor.com>

(13) *Inside the Pentagon Minutes before Raid*, by Rick Pearson, in *Chicago Tribune*, 12 septembre 2001. <http://www.chicagotribune.com>

La presse est maintenue à l'écart du lieu du drame pour ne pas gêner les secours et doit se contenter de filmer les premiers « *body bags* » (linceuls) que l'on aligne en silence dans un hôpital de campagne improvisé. Mais l'Associated Press parvient à récupérer des photographies de l'arrivée des pompiers, prises par un particulier depuis un immeuble riverain.



Crédit photo : SIPA - Associated Press - Tom Horan

Dans la confusion, il faudra plusieurs heures avant que le chef d'état-major interarmes, le général Richard Myers, n'indique que « *Vavion-suicide* » était le Boeing 757-200, du vol 77 American Airlines, reliant Dulles à Los Angeles et dont les contrôleurs aériens avaient perdu la trace dès 8 h 55. Toujours dans la précipitation, les agences de presse font monter la pression en parlant de près de huit cents morts. Un chiffre fantaisiste que le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, se gardera bien de démentir lors de son point de presse du lendemain, bien que le bilan exact, heureusement quatre fois moins lourd, soit alors précisément connu¹.

¹ *DodNem Briefing*, 12 septembre 2001, 15 h 25.

Pour le monde entier, après les attentats contre le World Trade Center, c'est un choc de plus : la plus puissante armée du monde n'a pas été capable de protéger son propre siège et a subi de lourdes pertes. Les Etats-Unis, que l'on croyait invincibles, sont vulnérables jusque sur leur propre sol.

* * *

A première vue, les faits sont indiscutables. Et pourtant, dès que l'on entre dans les détails, les explications officielles deviennent embarrassées et contradictoires.

Les contrôleurs aériens de l'aviation civile (Fédéral Aviation Administration - FAA) ont expliqué aux reporters du *Christian Science Monitor*¹ que, vers 8 h 55, le Boeing était descendu à vingt-neuf mille pieds et n'avait pas répondu aux injonctions. Son transpondeur était alors devenu silencieux, de sorte qu'ils avaient d'abord cru à une panne électrique. Puis le pilote, qui ne répondait toujours pas, avait allumé sa radio par intermittence laissant entendre une voix à fort accent arabe qui le menaçait. L'avion avait alors fait demi-tour en direction de Washington, puis ils avaient perdu sa trace.

Conformément aux procédures en vigueur, les contrôleurs aériens locaux avaient notifié le détournement au siège de la FAA. La plupart des responsables nationaux étaient absents, partis au Canada pour un congrès professionnel. Dans l'affolement de cette journée, les

responsables d'astreinte au siège de la FAA crurent recevoir une énième notification concernant le second avion détourné sur New York. Ce n'est qu'au bout d'une demi-heure qu'ils comprirent enfin qu'il s'agissait d'un troisième détournement d'avion et qu'ils informèrent l'autorité militaire. Cette méprise avait fait perdre vingt-neuf précieuses minutes.

Interrogé le 13 septembre par la Commission sénatoriale des Forces armées, le chef d'état-major interarmes, le général Richard Myers', fut incapable de rapporter les mesures qui furent prises pour intercepter le Boeing. De cet échange animé avec la plus haute autorité militaire, les parlementaires conclurent qu'aucune action d'interception ne fut engagée (lire absolument l'audition en annexe). Mais peut-on croire que l'armée des Etats-Unis soit restée passive pendant les attentats ?

Pour contrecarrer l'effet désastreux de cette audition, le NORAD (North American Aerospace Defense Command) publia un communiqué², le 14 septembre. Remplissant les trous de mémoire du général Richard Myers, il indiqua n'avoir été informé du détournement qu'à 9 h 24. Il assura avoir immédiatement donné ordre à deux chasseurs F-16 de la base de Langley (Virginie) d'intercepter le Boeing. Mais l'Air Force ne sachant où il se trouvait, aurait pensé

(14) Disponible sur http://www.senate.gov/~armed_services.

(15) Disponible sur <http://wTaw.peterson.af.mil/norad/presrelNORADTimelines.htm>. Voir aussi *Military Akrtd Before Attacks* par Bradley Graham in *The Washington Post* du 15 septembre 2001 <http://www.washingtonpost.com>, et *US Jets Were Just Eight Minutes Away from Shooting Down Hijacked Plane* par Andrew Gumbel in *The Independent* du 20 septembre 2001 <http://news.independent.co.uk>

1 *Spécial Edition, Christian Science Monitor* du 17 septembre 2001, téléchargeable sur <http://wTwxsmonitor.com/pdf/csri20010917.pdf>

qu'il allait commettre un nouvel attentat à New York et aurait envoyé les chasseurs vers le Nord. Un avion de transport militaire, décollant de la base présidentielle de Saint-Andrew, aurait croisé le Boeing par hasard et l'aurait identifié. Trop tard.

Il n'est pas certain que la version du NORAD soit plus honorable que celle du chef d'état-major interarmes. Peut-on croire que le système radar militaire US soit incapable de localiser un Boeing dans une zone de quelques dizaines de kilomètres de rayon ? Et qu'un gros avion de ligne puisse semer les puissants F-16 lancés à sa poursuite ?

A supposer donc que le Boeing ait franchi ce premier obstacle, il devait être abattu à l'approche du Pentagone. Le dispositif de sécurité qui protège le département de la Défense est bien évidemment un secret militaire. Comme celui de la Maison-Blanche voisine. Tout au plus sait-on qu'il a été entièrement repensé¹ après une série d'incidents survenus en 1994, notamment l'atterrissage d'un petit avion, un Cessna 150L, sur la pelouse de la Maison-Blanche. On sait aussi, que ce dispositif antiaérien est contrôlé depuis la base présidentielle de Saint-Andrew². Deux escadrons de combat y stationnent en permanence : le 113^e Fighter Wing de l'Air Force et le 321^e Fighter Attack de la Marine. Respectivement équipés de F-16 et de F/A-18, ils n'auraient jamais dû laisser le Boeing s'approcher.

(16) Cf. *Public Report of the White House Security Review* (10 mai 1995)

<http://www.fas.org/irp/agency/ustreas/11ssst/1pubrpt.html>.

(17) Site officiel de la base de Saint-Andrews :

<http://www.dcmilitary.com/baseguides/airforce/andrews>.

Mais, comme l'a dit le lieutenant-colonel Vie Warzinski, porte-parole du Pentagone : « *Nous n'étions pas conscients que cet avion venait sur nous, et je doute qu'avant mardi [11 septembre] quelqu'un ait pu prévoir une chose pareille* »'.

Ayant donc égaré ses poursuivants et franchi sans dommage la défense anti-aérienne la plus sophistiquée, le Boeing termina son vol sur le Pentagone.

Un Boeing 757-200² est un cargo capable de transporter deux cent trente-neuf passagers. Il mesure 47,32 mètres de long et 38,05 mètres d'envergure. Rempli, ce mastodonte pèse cent quinze tonnes et atteint néanmoins une vitesse de croisière de 900 Km/h.

Le Pentagone³, quant à lui, est le plus grand bâtiment administratif du monde. Vingt-trois mille personnes y travaillent chaque jour. Il tient son nom de sa structure originale : cinq anneaux concentriques, de cinq côtés chacun. Il a été construit non loin de la Maison-Blanche, mais sur l'autre rive du Potomac. Il ne se trouve donc pas dans Washington même, mais à Arlington, dans l'Etat voisin de Virginie.

Pour causer les dégâts les plus importants, le Boeing aurait dû piquer sur le toit du Pentagone. C'était au demeurant la solution de simplicité : la surface du bâtiment est de vingt-neuf acres. Au contraire, les terroristes ont choisi de frapper une façade, bien que sa hauteur ne soit que de vingt-quatre mètres.

¹ *Newsday*, 23 septembre 2001.

² Selon les informations communiquées par le constructeur <http://www.boeing.com/commercial/757-200/product.html>

³ Visite virtuelle du Pentagone sur :

<http://www.dcfenselink.mil/pubs/pentagon>.

L'avion s'est soudainement approché du sol, comme pour atterrir. Tout en restant horizontal, il est descendu presque à la verticale, sans endommager les lampadaires de l'autoroute qui borde le parking du Pentagone, ni en les heurtant, ni même par le souffle de son déplacement.

En baissant d'altitude, le train d'atterrissage sort automatiquement. Bien qu'il mesure alors treize mètres de haut, soit l'équivalent de trois étages, le Boeing a percuté la façade de l'immeuble seulement à hauteur du rez-de-chaussée et du premier étage. Le train d'atterrissage a donc dû être arraché avant que l'avion n'atterrisse sur la base du Pentagone. Le tout (cf. photo de couverture), sans endommager la magnifique pelouse au premier plan, ni le mur, ni le parking, ni l'héliport. A cet endroit se trouve en effet une aire d'atterrissage pour les petits hélicoptères.

Malgré son poids (une centaine de tonnes) et sa vitesse (entre 400 et 700 kilomètres/heures), l'avion n'a détruit que le premier anneau de la construction. C'est ce que l'on observe distinctement sur cette photographie.



Crédit photo : DoD, Tech. Sgt. Cedric H. Rudisiii
www.dcrenselink.mil/photos/Sep2001/010914-F-8006R-002.html

Le choc a été ressenti dans tout le Pentagone. Le carburant de l'avion, qui est stocké dans les ailes de l'appareil, s'est enflammé et l'incendie s'est propagé dans le bâtiment. Cent vingt-cinq personnes y ont trouvé la mort, auxquelles il faut ajouter les soixante-quatre personnes à bord du Boeing.

Le hasard (?) veut que l'avion ait percuté une portion du Pentagone qui était en réfection. On terminait d'y aménager le tout nouveau Centre de commandement de la Navy¹. Plusieurs bureaux étaient inoccupés, certains ne l'étaient que par des personnels civils chargés de l'installation. Ce qui explique que les victimes aient été majoritairement des personnels civils et que l'on ne trouve qu'un seul général parmi les victimes militaires.

Une demi-heure plus tard, les étages supérieurs se sont effondrés.



Crédit photo : U.S. Marine Corps, CpL Jason Ingersoll
[jccc.afis.osd.mil/1/images/sres.pl?Lbox_cap=3 56243 &dir=Photo&vn=&ttl=010911-M-4!22t-021&ref=defenseink](http://jccc.afis.osd.mil/1/images/sres.pl?Lbox_cap=3%2056243&dir=Photo&vn=&ttl=010911-M-4!22t-021&ref=defenseink)

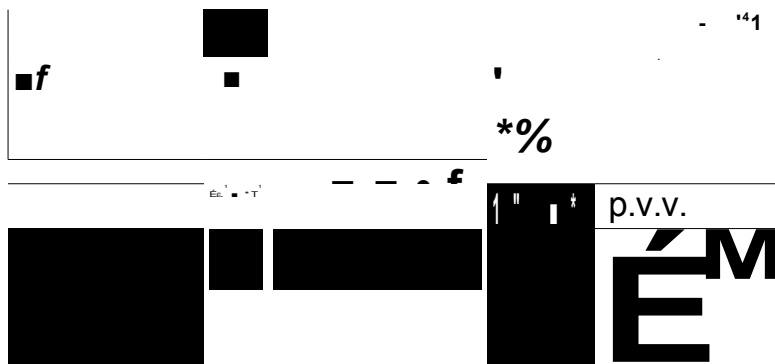
¹ *Inside the Rhig*, chronique de Bill Gertz, dans le *Washington Times* du 21 septembre 2001 <http://www.washtimes.com>



Crédit photo : Jim Garamone. American Forces Press Service
www.defenselink.mil/news/Sep2001/n09112001_200109U4.html

Ces premiers éléments sont peu vraisemblables. Le reste de la version officielle est carrément impossible.

Si l'on incruste la forme de l'avion dans la photographie satellite, on constate que seul le nez du Boeing est entré dans le bâtiment. Le fuselage et les ailes sont restés à l'extérieur.



Crédit : DoD, Tech. Sgl. Cedric H. Rudisill
www.defenselink.mil/photos/Sep2001/010914-F-gO06R-006.htm

L'avion s'est arrêté net, sans que ses ailes ne frappent la façade. Aucune trace d'impact n'est visible en dehors de celle du nez du Boeing.

Nous devrions donc voir les ailes et le fuselage à l'extérieur, en fait sur la pelouse. Si le nez de l'avion est fabriqué dans un alliage composite susceptible de fondre rapidement et si les ailes —qui contiennent le carburant— peuvent brûler, le fuselage du Boeing est dans une matière comparable à la carrosserie d'une voiture ou d'un camion. A l'issue de l'incendie, il laissera nécessairement une épave calcinée. Si vous vous reportez à la photographie de l'Associated Press (en couverture), vous constaterez manifestement qu'il n'y a pas d'avion. Le cliché a pourtant été pris dans les premières minutes : des camions de pompiers sont arrivés, mais les pompiers ne sont pas encore déployés, et les étages supérieurs ne se sont pas encore effondrés.

Lors de la conférence de presse du 12 septembre¹, le capitaine des pompiers du comté d'Arlington, Ed Plaughter, a précisé que ses hommes s'étaient employés à lutter contre la propagation de l'incendie dans le Pentagone, mais qu'ils avaient été tenus à l'écart du lieu précis du crash. Seules les équipes spéciales (Urban Search and Rescue) de la FEMA sont intervenues au contact de l'avion.

Un dialogue surréaliste s'est alors instauré :

Un journaliste : « *Que subsiste-t-il de l'appareil ?* »

Chef Plaughter : « *En premier Heu, la question de l'appareil, il y a quelques fragments de l'appareil* »

¹ Conférence de presse présidée par le secrétaire adjoint à la Défense, Victoria Ciarkc, Pentagone, 12 septembre 2001 http://www.defenselink.mil/news/Sep2001/t09122001_t0912asd.htm

que l'on pouvait voir de l'intérieur pendant les opérations de lutte contre l'incendie dont je parlais, mais il ne s'agissait pas de débris volumineux. En d'autres termes, il n'y a pas de morceaux de fuselage ni rien de cette sorte. »

(...) Le journaliste : « *Commandant, il y a des petits morceaux de l'appareil répandus partout, jusque sur l'autoroute —des fragments minuscules. Diriez-vous que l'appareil a explosé, littéralement explosé, au moment de l'impact en raison du carburant ou... »*

Plaugher : « *Vous savez, je préférerais ne pas m'exprimer à ce sujet. Nous avons de nombreux témoins oculaires qui sont en mesure de mieux vous informer quant à ce qu'il est arrivé à l'appareil pendant son approche. Donc, nous ne savons pas. Moi, je ne sais pas. »*

(...)

Un journaliste : « *Où est le carburant de l'avion ?... »*

Plaugher : « *Nous avons ce que nous croyons être une flaque juste à l'endroit où est ce que nous pensons être le nez de l'avion ».* (sic).

Ainsi, bien que des officiels, parlementaires et militaires, prétendent avoir vu tomber l'appareil, personne n'a vu le moindre morceau d'avion, pas même le train d'atterrissage : il n'y a que des fragments non identifiables de métal. Quant aux caméras de vidéo-surveillance du parking du Pentagone, elles n'ont pas vu le Boeing non plus, à aucun moment et sous quelque angle que ce soit.

Récapitulons la version officielle : un Boeing détourné aurait semé des F-16 lancés à sa poursuite et aurait déjoué le système de défense antiaérien de Washington. Il aurait atterri à la verticale sur le parking du Pentagone, tout en restant horizontal. Il aurait percuté la façade au rez-de-chaussée. Il n'aurait pénétré que son nez dans le bâtiment et se serait arrêté juste avant d'y entrer les ailes. Son fuselage se serait immédiatement désintégré. Le carburant, contenu dans les ailes, n'aurait brûlé que le temps de provoquer un incendie du bâtiment, puis se serait transformé en une flaque qui se serait déplacée au lieu supposé du nez de l'avion.

Nonobstant le respect que Ton doit à la haute qualité des « *témoins oculaires* », officiers et parlementaires, il est impossible d'avaler de telles balivernes. Loin de créditer leurs dépositions, la qualité de ces témoins ne fait que souligner l'importance des moyens déployés par l'armée des Etats-Unis pour travestir la vérité.

Au demeurant, cette fable loufoque a été construite progressivement, un mensonge en appelant un autre. Si vous vous référez au communiqué initial du Pentagone, cité en début de chapitre, vous relèverez qu'il n'y était pas question du Boeing. La théorie de « *Vavion-kamikaze* » n'est apparue qu'une demi-heure plus tard. De même, il n'était pas question de chasseurs tentant d'intercepter l'avion fantôme lors de l'audition du chef d'état-major interarmes. Ce n'est que deux jours plus tard que le NORAD a inventé l'errance des F-16.

* * *

La version officielle n'est que propagande. Il reste que cent vingt-cinq personnes sont mortes au Pentagone et qu'un avion transportant soixante-quatre passagers a disparu. Quelle est la cause de l'explosion qui a touché le Pentagone ? Qu'est devenu le vol 77 d'American Airlines ? Ses passagers sont-ils morts ? Si oui, qui les a tués et pourquoi ? Sinon, où sont-ils ? Autant de questions auxquelles l'Administration américaine doit répondre.

Surtout, demandons-nous ce que la version officielle tente d'occulter. Interrogé sur CNN au lendemain de l'attentat, le général Wesley Clark, ancien suprême commandeur des forces de l'OTAN durant la guerre du Kosovo, déclarait : « *Nous étions au courant depuis quelque temps que certains groupes planifiaient [une attaque contre le Pentagone], évidemment nous n'en savions pas assez [pour agir] »* ». Cette affirmation énigmatique ne fait aucune référence à un agresseur étranger, mais aux menaces proférées par des milices d'extrême droite contre le Pentagone. Elle laisse entrevoir des affrontements secrets qui déchirent la classe dirigeante états-unienne.

CNN a interrogé Hosni Moubarak, le 15 septembre². A ce moment-là, le président égyptien ne disposait pas des mêmes informations que nous. Il ignorait ce qu'une analyse détaillée de l'attentat nous apprend. Par contre, il détenait des renseignements

confidentiels sur la préparation de l'attentat qu'il avait transmis plusieurs semaines auparavant au gouvernement américain.

Président Hosni Moubarak : (...) *Aucun service de renseignements dans le monde n'avait la possibilité de dire qu'ils allaient utiliser des vols commerciaux, avec des passagers, pour s'écraser sur des tours et le Pentagone. Ceux qui ont fait ça ont dû survoler longtemps cette région, par exemple. Le Pentagone n'est pas très haut. Pour foncer droit sur le Pentagone comme ça, un pilote doit avoir beaucoup survolé cette zone pour connaître les obstacles qu'il rencontrera en volant à très basse altitude avec un gros avion commercial avant de toucher le Pentagone à un endroit précis.*

Quelqu'un a étudié cela très bien, quelqu'un a survolé longuement cette zone.

CNN : *Suggérez-vous qu'il puisse s'agir d'une opération intérieure, puis-je vous demander, qui se trouve derrière cela selon vous ?*

Président Hosni Moubarak : *Franchement, je ne veux pas tirer de conclusions hâtives. Vous aux Etats-Unis, quand vous attrapez quelqu'un, la rumeur court, vous dites « oh, oh, ce n'est pas un Egyptien, c'est un Saoudien, un Emirati... tout cela, ce sont des Arabes, les gens pensent que ce sont les Arabes... Il vaut mieux attendre ».*

Rappelez-vous Oklahoma City. Des rumeurs vinrent immédiatement pour accuser les Arabes, et ce n'était pas des Arabes, vous savez... laissez-nous attendre et voir ce que seront les résultats de l'enquête. Parce

(18) *Nation's Capital Under State of Emergency*, CNN du 12 septembre 2001, <http://www.cnn.com> (localisation originelle de l'article <http://www.cnn.com/2001/US/09/11/dc.terrorism/index.html>)

(19) Texte intégral disponible sur le serveur de la présidence égyptienne http://www.presidency.gov.eg/html/14-Sept2001_press_2.html.

que de telles choses perpétrées aux USA, ce n 'est pas facile pour des pilotes formés en Floride, tant de gens s'entraînent pour passer la licence de vol, cela ne signifie pas qu 'ils sont capables de telles actions terroristes. Je vous parle en tant qu 'ancien pilote, je connais cela très bien, j'ai piloté de très gros avions, j'ai piloté des chasseurs, je connais ça très bien, ce ne sont pas des choses faciles, c 'est pourquoi je pense que nous ne devons pas conclure trop vite.

Si l'administration Bush a falsifié l'attentat du Pentagone pour masquer des problèmes intérieurs, n'a-t-elle pas aussi caché certains éléments des attentats survenus au World Trade Center ?

Chapitre 2

DES COMPLICES AU SOL

Souvenons-nous de la présentation qui nous a été faite des attentats de New York. Le mardi 11 septembre 2001, à 8 h 50, la chaîne de télévision tout-infos CNN interrompt ses programmes pour annoncer qu'un avion de ligne a percuté la Tour nord du World Trade Center. Comme elle n'a pas d'images de la catastrophe, elle passe à l'écran un plan fixe des toits de Manhattan qui permet de voir les volutes de fumée s'échappant de la Tour.

Au premier abord, il s'agit d'un spectaculaire accident d'aviation. Les compagnies américaines de transport, qui sont au bord de la faillite, entretiennent de plus en plus ma! leur flotte. Les contrôleurs aériens offrent un service peu fiable. La déréglementation généralisée autorise le survol anarchique des agglomérations. Ce qui devait arriver aurait donc fini par survenir.

Cependant, on ne peut pas exclure, comme CNN l'évoque sans attendre, que ce *crash* ne soit pas accidentel. Il s'agirait alors d'une action terroriste. On se souvient que le 26 février 1993, une camion-

nette piégée avait explosé au second sous-sol du parking du World Trade Center, tuant six personnes et en blessant un millier d'autres. L'attentat avait été attribué à une organisation islamiste dirigée, depuis New York même, par le Sheikh Omar Abdul Rahman. Pour les commentateurs de CNN, si le *crash* est un attentat, il est probablement l'œuvre d'un autre islamiste, l'ex-milliardaire saoudien Ousama Ben Laden. Par une *fatwa*, datée du 23 août 1996, ce financier, réfugié en Afghanistan, a appelé à la guerre sainte contre les Etats-Unis et Israël. On lui attribue les attentats perpétrés le 7 août 1998 contre les ambassades américaines de Nairobi (Kenya) et Daar-es-Salam (Tanzanie). En quelques années, il est devenu « *l'ennemi public n° 1 des Etats-Unis* ». Sa tête est mise à prix cinq millions de dollars par le FBI. Le Conseil de sécurité de l'ONU a demandé au gouvernement taliban de l'extrader. Depuis le 5 février 2001, les Etats-Unis sont précisément en train de le juger par contumace à New York.

Les unes après les autres, les chaînes de télévision américaines établissent des directs avec New York. A 9 h 03, un second avion de ligne percute la Tour sud du World Trade Center. Le *crash* intervient alors que de nombreuses chaînes diffusaient des images de la Tour nord en feu. Il est donc filmé sous plusieurs angles et vécu en direct par des millions de téléspectateurs. A l'évidence, les Etats-Unis doivent faire face à des actions terroristes sur leur propre sol. Craignant des attentats à la voiture piégée, l'Autorité du Port de New York ferme à la circulation tous les ponts et tunnels du quartier de Manhattan (tiens, on craint l'action de commandos au sol !). A 9 h 40, la

police de New York informe la population que de nouveaux avions sont susceptibles de frapper d'autres tours. A 10 h 00, alors que l'on annonce une autre attaque sur le Pentagone, c'est la Tour sud du World Trade Center qui s'effondre en direct sur les écrans de télévision, puis à 10 h 29, c'est la Tour nord qui s'effondre. Un nuage de poussière recouvre Manhattan. On évoque un bilan possible de plusieurs dizaines de milliers de morts. La combustion de l'avion aurait dégagé une chaleur si intense que les structures métalliques des buildings n'auraient pas résisté.

Le gouverneur de New York, George Pataki, ferme tous les bureaux officiels de son Etat et requiert la Garde nationale. « *J'ai des amis dans ces tours, je pense à eux, à leur famille, et nous nous efforcerons d'apporter un soutien à tous ceux qui sont touchés par cette tragédie* », confie-t-il. A 11 h 02, le maire de New York, Rudolph Giuliani, s'exprimant par téléphone à l'antenne de *New York One* s'adresse aux New-yorkais : « *A ceux qui ne sont pas à Manhattan en ce moment, restez à la maison ou au bureau. Si vous êtes dans le centre des affaires, marchez dans le calme vers le nord, hors de la zone de l'attaque, pour ne pas gêner les opérations de secours. Nous devons sauver autant de gens que possible* ». Une foule dense, de plusieurs dizaines de milliers de personnes, franchit alors les ponts (déjà fermés à la circulation automobile) pour fuir de Manhattan.

A 17 h 20, l'immeuble 7 du World Trade Center, qui n'a pas été touché par les avions, s'effondre à son tour, sans faire aucune victime. Les services d'urgence de New York pensent que le building a été endommagé

par l'effondrement des deux précédents- Par une sorte d'effet domino, d'autres immeubles voisins seraient susceptibles de tomber à leur tour. La mairie de New York commande trente mille « *body bags* » (linceuls).

Dans l'après-midi et les jours suivants, le scénario de l'attaque est reconstitué : des islamistes, des réseaux Ben Laden, organisés par équipes de cinq et armés de cutters, ont détourné des avions de ligne. Fanatisés, ils se sont sacrifiés en précipitant leurs avions kamikazes contre les tours.

* *

A première vue, les faits sont indiscutables. Et pourtant, plus on entre dans les détails et plus apparaissent des contradictions.

Les deux avions ont été identifiés par le FBI comme des Boeing 767 appartenant pour le premier à American Airlines (vol 11, Boston-Los Angeles) et pour le second à United Airlines (vol 175, Boston-Los Angeles). Les compagnies ont reconnu avoir perdu ces avions.

Grâce à des passagers qui, munis de téléphones cellulaires ont appelé leurs proches au cours de l'opération, on sait que les pirates de l'air ont regroupé les voyageurs à l'arrière de l'avion, comme cela se fait classiquement pour isoler le cockpit. Leur action a été facilitée par le faible nombre de passagers : quatre-vingt-un dans le vol 11 et cinquante-six dans le vol 175 pour deux cent trente-neuf places par avion.

Selon les informations révélées par téléphone par les passagers, les pirates ne détenaient que des armes blanches¹. Après que l'espace aérien états-unien eut été fermé, tous les avions en vol se sont posés et ont été fouillés par le FBI. Dans deux d'entre eux, le vol 43 (Newark-Los Angeles) et le vol 1729 (Newark-San Francisco), des cutters identiques ont été découverts cachés sous des sièges. Les enquêteurs ont extrapolé que tous les pirates de l'air utilisaient ce modèle de cutter. Par la suite, la CIA a découvert, dans une maison où Oussama Ben Laden avait séjourné en Afghanistan, des sacs de cutters attestant que les islamistes avaient reçu une formation à leur maniement.

Il est pourtant difficilement concevable que le commanditaire des attentats ait négligé de fournir des armes à feu à ses hommes, prenant le risque de voir son opération échouer tout ou en partie. C'est d'autant plus surprenant, qu'il est plus facile de passer au contrôle des aéroports avec des pistolets² adaptés qu'avec des cutters.

Pourquoi poser de telles questions ? Dans l'imaginaire collectif, c'est bien connu, les Arabes, donc les islamistes, aiment à égorger leurs victimes. Les cutters permettent d'induire que les pirates de Pair étaient tous Arabes, ce qui reste à démontrer.

Avant d'arriver à New York, les avions ont dû baisser considérablement d'altitude, de sorte que les pilotes

(20) Sauf dans le vol 93 qui explosa au-dessus de la Pennsylvanie.
Les passagers y ont indiqué que les pirates disposaient d'une boîte qu'ils disaient être une bombe.

(21) Les pistolets synthétiques ne sont pas détectables par les portiques des aéroports. Voir par exemple <http://www.glock.com>

puissent voir les tours de face et non du dessus. Vu du ciel, une ville ressemble à un plan et tous nos repères visuels disparaissent. Pour frapper les tours, il fallait être pré-positionné à très basse altitude.

Non seulement les pilotes ont dû régler l'altitude du *crash*, mais aussi positionner les appareils latéralement. La largeur des Tours jumelles est de soixante-trois mètres soixante-dix. L'envergure des Boeing 767 est de quarante-sept mètres soixante. On observe sur les vidéos que les appareils ont percuté avec précision le centre des cibles. Un simple déplacement de cinquante-cinq mètres soixante-cinq et les avions auraient manqué leur frappe. A vitesse moyenne (700 Km/h), cette distance est parcourue en trois dixièmes de seconde. Vu le peu de maniabilité de ces engins, voilà un tour de force pour des pilotes chevronnés, à plus forte raison pour d'apprentis pilotes.

Le premier avion est arrivé parfaitement de face, dans le sens du vent, ce qui a facilité la stabilisation. Mais le second a été obligé de réaliser une manœuvre complexe de rotation, particulièrement difficile face au vent. Il a pourtant percuté —lui aussi— une tour, à bonne hauteur et au centre.

Les pilotes professionnels rencontrés confirment que peu d'entre eux sont capables d'envisager une telle opération et l'excluent formellement pour des pilotes amateurs. Il existe par contre un moyen infallible d'atteindre ce but : utiliser des balises. Un signal, émis depuis la cible, attire l'avion qui est guidé automatiquement. Or, l'existence d'une balise dans le World Trade Center est attestée par des radio-ama-

teurs qui ont enregistré son signal. Elle a été détectée parce qu'elle interférait avec les émissions des antennes de télévision placées sur les tours. Il est probable que le signal a été activé au dernier moment pour éviter qu'on ne le découvre et ne le détruise. Il est possible que les pirates aient utilisé deux balises, car une seule aurait difficilement fait l'affaire malgré l'alignement des cibles. De toute manière, il leur fallait des complices au sol. Et s'ils en avaient, il n'était pas nécessaire de disposer de nombreux pirates à bord. Une petite équipe suffisait pour placer l'appareil sur pilote automatique. Il n'était d'ailleurs pas nécessaire du tout d'avoir des pirates embarqués, puisqu'il n'y avait pas d'otages à prendre : en piratant les ordinateurs de bord avant le décollage, il est possible de prendre le contrôle de l'appareil en vol grâce à la technologie Global Hawk mise au point par le département de la Défense¹. Le Boeing devient alors téléguidé, comme un drone - un avion sans pilote.

Par la suite, les Tours jumelles se sont effondrées sur elles-mêmes. Une commission d'enquête a été confiée par la FEMA (Fédéral Emergency Management Agency) à la Société américaine des ingénieurs civils (ASCE). Selon le rapport préliminaire, la combustion du carburant des avions aurait dégagé une chaleur formidable qui aurait fragilisé la structure métallique centrale.

¹ *Global Hawk, the DoD's Newest Unmanned Air Vehicle*, département de la Défense, février 1997:
<http://www.defenselink.mil/photos/Feb1997/970220-D-0000G-001.html>

Cette théorie est rejetée avec vigueur par les associations de pompiers de New York et par la revue professionnelle *Fire Engineering*¹ qui, calculs à l'appui, assurent que ces structures pouvaient résister longtemps au feu. Les pompiers affirment avoir entendu des explosions à la base des buildings et réclament l'ouverture d'une enquête indépendante². Ils s'interrogent sur les substances qui étaient stockées dans les bâtiments et, à défaut de réponse, sur des explosions criminelles impliquant une équipe au sol. Un célèbre expert du New Mexico Institute of Mining and Technology, Van Romero, assure que l'effondrement ne peut avoir été causé que par des explosifs³. Devant la pression publique, il se rétracte.

Quoi qu'il en soit, le *crash* des avions ne permet pas d'expliquer la chute d'un troisième building, la Tour 7. L'hypothèse d'une déstabilisation des fondations a été écartée par la Société américaine des ingénieurs civils : en effet, la Tour 7 ne s'est pas penchée, mais s'est effondrée sur elle-même. La question n'est plus « *a-t-elle été dynamitée ?* », mais « *quelle autre hypothèse peut-on formuler ?* ».

- (22) *Selling Out the Investigation*, by Bill Manning. *Fire Engineering*, janvier 2002. Voir aussi *WTC Investigation ? A Call to Action* (pétition publiée dans le même numéro du journal),
- (23) Par exemple, témoignage du pompier Louie Cacchioli (Brigade 47) http://people.aol.com/people/special/OJ_1859,174592-3,00.html
- (24) *Explosives Planted in Towers, N.M. Tech Expert Says* par Olivier Uytendaele, in *Albuquerque Journal* du 11 septembre 2001. Rétractation dans *Fire, Not Extra Explosives, Doomed Buildings. Expert Says* par John Fleck. in *Albuquerque Journal* du 21 septembre 2001 <http://www.abqjournal.com>

C'est là qu'intervient un scoop du *New York Times*¹. Le World Trade Center, que l'on croyait être une cible civile, cachait une cible militaire secrète. Peut-être que des milliers de personnes ont péri parce qu'elles servaient à leur insu de bouclier humain. La Tour 7 — mais peut-être aussi d'autres bâtiments et les sous-sols — masquait une base de la CIA². Dans les années cinquante, simple bureau d'espionnage des délégations étrangères à l'ONU, cette base avait, sous Bill Clinton, étendu illégalement ses activités à l'espionnage économique de Manhattan. Les principales ressources de l'appareil de renseignement américain avaient été déplacées de l'espionnage anti-soviétique à la guerre économique. La base CIA de New York était devenue le plus important centre mondial d'intelligence économique. Cette réorientation du renseignement était vivement contestée par la branche la plus traditionnelle de la CIA et par l'état-major interarmes.

Rétrospectivement, on peut se demander si la cible de l'attentat commis au World Trade Center le 26 février 1993 (six morts, un milliers de blessés) n'était pas cette station secrète de la CIA, bien qu'à l'époque beaucoup moins développée.

- (25) *Secret CIA. Site in New York was Destroyed on Sept. 11*, by James Risen, *The New York Times*, 4 nov. 2001, <http://www.nytimes.com>
- (26) Nous avons eu connaissance de plusieurs témoignages selon lesquels la base de la CIA se trouvait aux niveaux 9 et 10 de la Tour 7. Ils auraient utilisé comme couverture la New York Electronic Crime Task Force rattachée au Secret Service. Les mêmes sources nous ont fait parvenir des photographies de la Tour 7, prises après l'effondrement de la Tour sud, sur lesquelles on distingue nettement un incendie au niveau 9 http://members.aol.com/erichuf/eh_wtcl6.jpg. Nous n'avons

pas été en mesure de vérifier l'authenticité des photographies
et ta

véracité de l'information.

Sachant qu'à l'heure du premier *crash*, trente à quarante mille personnes se trouvaient dans les Tours jumelles, et que chaque Tour avait cent dix étages, il y avait en moyenne cent trente-six personnes minimum par étage. Le premier Boeing a percuté la Tour nord entre le 80^e et le 85^e étage. Les occupants de ces niveaux ont immédiatement péri, soit sous l'effet du choc, soit lors de l'incendie qui a suivi. Les personnes se situant dans les étages supérieurs se sont trouvées prises au piège, l'incendie se propageant vers le haut. Certaines ont préféré se jeter dans le vide plutôt que de succomber aux flammes. En définitive, la structure s'est effondrée. Toutes les personnes situées dans les trente étages supérieurs sont donc décédées. D'après le calcul moyen, elles auraient dû être au minimum quatre mille quatre-vingts.

Or, selon le bilan officiel au 9 février 2002, les deux attentats de New York auraient fait au total deux mille huit cent quarante-trois morts (nombre total incluant les passagers et personnels d'équipage des Boeing, les policiers et pompiers victimes de l'effondrement des tours, et les usagers des tours)¹. Ce bilan est très inférieur aux estimations initiales et laisse à penser que, malgré les apparences, les attentats ne visaient pas à provoquer des pertes humaines à échelle maximale. Au contraire, il a fallu une intervention préalable pour que de nombreuses personnes, au moins celles travaillant dans les étages supérieurs, soient absentes de leurs bureaux à l'heure dite.

¹ Le dernier bilan des victimes du World Trade Center est de 2 843 morts, dépêche *AssociatedPress* du 9 février 2002. Ce chiffre est celui avancé par la Ville de New York. L'agence de presse obtient, quant à elle, un décompte intérieur, à 2 799 morts.

Ainsi, le quotidien israélien *Ha'aretz* a révélé qu'Odigo, une firme leader en matière de messagerie électronique, a reçu anonymement des messages d'alerte l'informant des attentats de New York, deux heures avant qu'ils ne surviennent. Les faits ont été confirmés au quotidien par Micha Macover, directeur de la firme¹. Des mises en garde de toutes sortes ont pu être adressées à des occupants de la Tour nord, même si tous ne les ont probablement pas pris au sérieux de la même manière.

On retrouve là un schéma comparable à celui de l'attentat perpétré à Oklahoma City, le 19 avril 1995. Ce jour-là, une grande partie des fonctionnaires travaillant dans l'immeuble fédéral Alfred P. Murrah avaient reçu leur congé pour la demi-journée de sorte que l'explosion d'une voiture piégée ne tua que cent soixante-huit personnes. Un attentat dont on sait aujourd'hui qu'il avait été réalisé par des militaires appartenant à une organisation d'extrême droite elle-même infiltrée par le FBR

(27) *Ha'aretz* du 26 septembre 2001 <http://www.haaretzdaily.com/>.
Infor
mation reprise par Daniel Sieberg sur CNN : *FBI Prob'ing M
Threatening* »
Message, Firm Says (28 septembre) <http://www.cnn.com> Voir
aussi
Instant Messages To Israël Warned of WTC Attack par
Brian
McWilliams, in *Newsbytes* du 27 septembre, et *Odigo
Clarifies
Attack Messages* du même auteur dans l'édition du
lendemain
<http://www.newsbytes.com> Cette information a été diffusée
de
manière déformée par un commentateur d'*Al-Jazeera* qui a
essayé de
l'utiliser pour accréditer que les attentats auraient été perpétrés
par le
Mossad et que celui-ci aurait préalablement averti les employés
juifs
du WTC. La chaîne qatarie a immédiatement licencié le
journaliste
affabulatur.

(28) *A Force upon the Plain : the American Militia Movement and*

the
Polittks oftiate par Kenneth Stern, Simon & Schuster éd., 1996.
Voir

aus
si
la

première partie de *The Secret Life of Bill Clinton : the Vnre-*
portedStories d'Ambrose Evans-Pritchard, Regnery Publishind,
1997.

A Oklahoma City, le FBI avait donc laissé commettre un attentat dont il avait été informé, mais en avait limité la portée.

Écoutons maintenant cette étrange confession du président George W. Bush. C'était lors d'un meeting à Orlando, le 4 décembre¹.

Question : *La première chose que je voulais dire, M. le Président, c'est que vous n'aurez jamais idée de tout ce que vous avez fait pour notre pays. L'autre chose est ceci : qu'avez-vous ressenti lorsque vous avez été informé de l'attaque terroriste ?*

Le président George W. Bush : *Merci, Jordan. Vous savez, Jordan, vous ne me croirez pas si je vous dis dans quel état m'a mis la nouvelle de cette attaque terroriste. J'étais en Floride. Et mon secrétaire général, Andy Card —en réalité, je me trouvais dans une salle de classe à parler d'un programme d'apprentissage de la lecture particulièrement efficace. J'étais assis à l'extérieur de la classe, attendant le moment d'entrer, et j'ai vu un avion qui heurtait la tour— la télé était bien sûr allumée. Et comme j'ai moi-même été pilote, j'ai dit, eh bien, c'est là un pilote épouvantable. J'ai dit, il doit s'agir d'un horrible accident. Mais je fus [alors] emmené [dans la classe] et je n'ai guère eu le temps d'y penser. J'étais donc assis dans la classe et Andy Card, mon secrétaire général que vous voyez assis là-bas, est entré et m'a dit "Un deuxième appareil a percuté la tour, l'Amérique est attaquée".*

¹ Remarks by the President in Town Hall Meeting, Orange County Convention Center, Orlando, Florida : <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2001/12/print/20011204-17.html>

En fait, Jordan, initialement je ne savais que penser. Vous savez, j'ai grandi à une époque où l'idée ne m'est jamais venue que l'Amérique puisse être attaquée —probablement que votre père ou votre mère pensaient alors comme moi. Et dans ce court intervalle, je me suis mis à penser intensément à ce que cela signifiait que de se trouver attaqué. Et je savais que lorsque je disposerais de tous les faits [confirmant] que nous étions attaqués, le prix serait celui de l'enfer pour s'en être pris à l'Amérique (Applaudissements) ».

Ainsi donc, selon ses propres déclarations, le président des États-Unis a vu des images du premier crash avant que le second n'ait lieu. Ces images ne peuvent être celles qui ont été tournées par hasard par Jules et Gédéon Naudet. En effet, les frères Naudet sont restés tourner au World Trade Center toute la journée et leur vidéo n'a été diffusée que treize heures plus tard par l'agence Gamma. Il s'agit donc d'images secrètes qui lui ont été transmises sans délai dans la salle de communication sécurisée qui avait été installée dans l'école primaire en prévision de sa visite. Mais si les services de renseignements US ont pu filmer le premier attentat, c'est qu'ils en avaient été informés auparavant. Et dans ce cas, pourquoi n'ont-ils rien fait pour sauver leurs compatriotes ?

Récapitulons nos informations : les terroristes disposaient de l'appui logistique d'équipes au sol. Ils ont activé une ou deux balises, ont prévenu des occupants des tours pour limiter la catastrophe humaine et ont dynamité trois immeubles. Le tout sous l'œil de services de renseignements aussi attentifs que passifs.



Une telle opération peut-elle être conçue et dirigée depuis une grotte d'Afghanistan et réalisée par une poignée d'islamistes ?

Chap itre 3

DES TAUPES À LA MAISON- BLANCHE

Repren
ons la
versio
n
officiel
le de
cette
terrible
journée
. Pour
répond
re aux
deux
attentat
s
surven
us à
New
York,
le
directe
ur du
FBI,
Robert
Mueller
III,
active

le
CONP
LAN¹ :
toutes
les
agence
s
gouver
ne-
mental
es sont
inform
ées de
la
catastr
ophe et
priées
de se
tenir à
la
disposi
tion du
Centre
d'opéra
tions et
d'infor
mation
stratégi
que
(SIOC)
du FBI
et du
Groupe
de
répons
e aux
situatio
ns de
catastr
ophe

(CDR
G) de
l'Agen
ce
fédéral
e de
gestion
des
crises
(FEM
A). Les
princip
aux
lieux
regrou
pant du
public
et
suscep-
tibles
d'être
le
théâtre
d'opéra
tions
terroris
tes
sont
évacué
s et
fermés.

Soudai
nement,
aux
environ
s de 10
h, le
Secret
Service

(c'est-à-dire le Service de protection des hautes personnalités) donne une alerte d'un type nouveau : la Maison - Blanch e et Air Force One sont menacés. Le vice-président Cheney est emmené dans le PEOC (Presidential Emergency

Opérations
Center)
, la
salle de
commandement
t
souterraine
située
sous
l'aile
Ouest
de la
Maison
-
Blanche.
Le
plan de
Continuité du

1 Le
United
States
Government
Interagency
Domestic
Terrorism
Concept
of
Operation
Plan
(CONPLAN),
téléchargeable
depuis
<http://www.fbi.gov/publicatio>

ns/conpla
n/conplan.
pdf

Gouvernement (CoG) est activé. Les principaux dirigeants politiques du pays, membres du gouvernement et du Congrès, sont exfiltrés en lieux sûrs. Des hélicoptères des Marines les emportent dans deux gigantesques abris antiatomiques : le High Point Spécial Facility (Mount Weather, Virginie) et l'Alternate Joint Communication Center, dit « Site R » (Raven Rock Mountain, près de Camp David) ; de véritables villes souterraines, vestiges de la Guerre froide, conçues pour abriter des milliers de personnes.

De son côté, George W. Bush, qui fait route vers Washington, change de cap. L'avion présidentiel, Air Force One, se rend d'abord à la base de Barksdale (Louisiane), puis à celle d'Offutt (Nebraska). Cette dernière est le siège de TUS Stratégie Command, c'est-à-dire le lieu nodal où s'active la force nucléaire de dissuasion. Entre les deux bases, l'avion présidentiel se déplace à basse altitude, en zigzag, escorté de chasseurs. Sur les bases, le président traverse les tarmacs à bord de véhicules blindés pour échapper aux tirs de *snipers*.

Ce dispositif de protection des hautes personnalités ne prend fin qu'après 18 h, lorsque George W. Bush reprend Air Force One pour rentrer à Washington.

Invité de Tim Russert dans l'émission « *Meet the Press* » (NBC)¹, le 16 septembre, le vice-président Dick Cheney décrit l'alerte donnée par le Secret Service et la nature de la menace (cf. annexe).

¹ Texte intégral de l'entretien disponible sur : <http://stacks.msnbc.com/news/629714.asp>

Selon son propre témoignage, le vice-président aurait été soudainement informé par ses officiers de sécurité qu'il était en danger, et aurait été évacué de force dans le bunker de la Maison-Blanche. Un Boeing détourné, qui devait s'avérer être le vol 77, tournoyait au-dessus de Washington. Ne trouvant pas les repères de la Maison-Blanche, il va s'écraser sur le Pentagone. Pendant que l'on évacue toutes les personnalités du gouvernement et du Congrès, le Secret Service est informé d'une autre menace contre Air Force One. Un nouvel avion détourné menace d'aller se fracasser en vol contre l'avion présidentiel.

* * *

Encore une fois, la version officielle ne résiste pas à l'analyse.

Le témoignage du vice-président vise à identifier la menace : des avions-suicide se dirigeaient sur la Maison-Blanche et Air Force One. Il reprend le mensonge éventé dans notre premier chapitre : celui du vol 77 s'écrasant sur le Pentagone. Il en rajoute même en imaginant l'avion-suicide tournoyant au-dessus de Washington à la recherche d'une cible. On peine cependant à admettre que le Secret Service, au lieu d'activer la défense anti-aérienne, ne pense qu'à évacuer le vice-président dans un bunker. Plus distrayant, Cheney invente un nouvel avion de ligne poursuivant Air Force One comme un cavalier de western et cherchant à le percuter en plein vol sous le regard impuissant de TUS Air Force.

Malgré ces invraisemblances, cette fable ne suffit pas à expliquer les comportements. En effet, si la menace se résume à des avions-suicide, pourquoi protège-t-on le président d'éventuels tirs de *snipers* jusque sur le tarmac de bases militaires stratégiques ? Comment croire que des islamistes ont pu prendre position dans des lieux autant protégés ?

Le témoignage de Dick Cheney vise surtout à faire oublier les déclarations du porte-parole de la Maison-Blanche, Ari Fleischer, et les confidences du secrétaire général de la Maison-Blanche, Karl Rove¹. Leurs informations conduisaient à s'interroger sur d'éventuelles pistes intérieures, là où la propagande de guerre ne veut voir que des ennemis extérieurs.

La presse² des 12 et 13 septembre affirme que, selon le porte-parole de la présidence (Ari Fleischer), le Secret Service aurait reçu un message des assaillants indiquant qu'ils comptaient détruire la Maison-Blanche et Air Force One. Plus surprenant, selon le *New York Times*, les assaillants auraient crédité leur appel en utilisant les codes d'identification et de transmission de la présidence. Toujours plus étonnant, selon *World Net Daily*³ citant des officiels du renseignement, les assaillants auraient également disposé des codes de la Drug Enforcement Administration

(29) Lire notamment *The Options* par Nicholas Lemann, in *The New Yorker* du 25 septembre 2001 <http://www.newyorker.com>

(30) Par exemple : *White House said Targeted* by Sandra Sobieraj, in *Washington Post* du 12 septembre 2001, <http://www.washingtonpost.com> ; et *It is inside the Bunker* in *The New York Times* du 13 septembre 2001 <http://www.nytimes.com>
3 *Digital Moles in White House ? Terrorists had top-secret presidential codes*, in *WorldNetDaily* du 20 septembre 2001 <http://www.worldnetdaily.com>

(DEA), du National Reconnaissance Office (NRO), de l'Air Force Intelligence (AFI), de l'Army Intelligence (AI), de la Naval Intelligence (NI), du Marine Corps Intelligence (MCI), et des services de renseignements du département d'Etat et du département de l'Energie. Chacun de ces codes n'est détenu que par un très petit nombre de responsables. Personne n'est habilité à en détenir plusieurs. Aussi, admettre que les assaillants les détiennent suppose soit qu'il existe un moyen de les percer, soit que des taupes sont infiltrées dans chacun de ces organismes de renseignement. Techniquement, il semble possible de reconstituer les codes des agences américaines au moyen du logiciel qui a servi à les concevoir, Promis. Or, les algorithmes de ce logiciel auraient été volés par l'agent spécial du FBI Robert Hansen, arrêté pour espionnage en février 2001¹. Pour l'ancien directeur de la CIA, James Woolsey, les codes auraient plutôt été obtenus par des taupes. Et Woolsey, qui est aujourd'hui le lobbyiste de l'opposition à Saddam Hussein, d'affirmer que cette opération est l'œuvre des dangereux services secrets irakiens. Une troisième hypothèse serait que le Secret Service soit infiltré et se soit laissé intoxiquer : les assaillants n'auraient jamais disposé de ces codes, mais —grâce à des complicités— ils auraient réussi à le faire croire.

Quoi qu'il en soit, l'affaire des codes révèle qu'il existe un ou plusieurs traîtres au plus haut niveau de l'appareil d'Etat américain. Ce sont eux qui sont susceptibles de poster des *snipers* pour abattre le

1 *Bin Laden 's Magic Carpet - Secret US Promis Software* par Michael C. Ruppert, in *From the Wilderness* du 20 novembre 2001 <http://www.copvicia.com>

président jusqu'à l'intérieur des bases stratégiques de PUS Air Force. Et c'est pour se protéger de leurs pièges que le président Bush utilise des véhicules blindés sur les tarmacs de Barksdale et d'Offutt.

Un autre aspect de cette affaire est de révéler l'existence d'une négociation parallèle. Si les assaillants ont pris contact avec le Secret Service et ont utilisé des codes secrets pour authentifier leur appel, c'est avec un but précis. Leur message contenait soit une revendication, soit un ultimatum. Dès lors, si l'on admet que la menace s'est dissipée en fin de journée, on ne peut qu'en conclure que le président Bush a négocié et a cédé à un chantage.

En disposant des codes d'authentification et de transmission de la Maison-Blanche et d'Air Force One, les assaillants pouvaient usurper la qualité du président des Etats-Unis. Ils pouvaient à leur gré donner des instructions aux armées, y compris actionner le feu nucléaire. Le seul moyen qui pouvait permettre à George W. Bush de continuer à maîtriser ses armées était de se tenir physiquement au siège de l'US Stratégie Command, à Offutt, et d'y donner personnellement tout ordre ou contrordre. C'est pourquoi, il s'est rendu sur place en personne. Son trajet direct s'est avéré impossible, faute de carburant. Air Force One, qui n'est pas fait pour voler à basse altitude, avait consommé ses réserves et il ne pouvait être ravitaillé en vol sans s'exposer. Une escale technique fut donc programmée à Barksdale, un des cinq sites de substitution d'Offutt.

L'affaire des codes n'est pas le seul élément à avoir disparu de la version officielle. Un autre fait, dûment constaté, a été oublié. Le 11 septembre, à 9 h 42, ABC a diffusé des images en direct d'un incendie de l'annexe de la Maison-Blanche, l'Old Executive Building. La chaîne de télévision s'est contentée de montrer un plan fixe avec des volutes de fumée noire s'échappant de l'immeuble. Aucune information n'a filtré sur l'origine du sinistre, ni sur son ampleur exacte. Personne n'a eu l'outrecuidance d'attribuer l'incendie à un avion-kamikaze. Un quart d'heure plus tard, le Secret Service enlevait Dick Cheney dans son bureau et ordonnait l'évacuation de la Maison-Blanche et de son annexe. Des tireurs d'élite étaient déployés aux alentours de la demeure présidentielle, munis de lance-roquettes et capables de repousser un assaut par des troupes aéroportées. Bref, il fallait faire face à une menace d'une nature bien différente de celle décrite ultérieurement par le vice-président Cheney.

Relisons maintenant le texte de l'intervention du président Bush, enregistrée à Barksdale et diffusée en différé par le Pentagone à 13 h 04 : « *Je tiens à rassurer le peuple américain sur le fait que toutes les ressources du gouvernement fédéral travaillent à assister les autorités locales en vue de sauver des vies et d'aider les victimes de ces attaques. Que personne ne s'y trompe : les Etats-Unis traqueront et puniront les auteurs de ces actes lâches. Je suis en contact régulier avec le vice-président, avec le secrétaire à la Défense, avec l'équipe de sécurité nationale et avec mon cabinet. Nous avons pris toutes les précautions de sécurité appropriées pour protéger*

le peuple américain. Nos militaires, aux Etats-Unis et autour du monde, sont en état d'alerte maximum, et nous avons pris les précautions nécessaires de sécurité pour continuer les fonctions de l'Etat. Nous avons pris contact avec les chefs de file du Congrès et avec les dirigeants mondiaux pour les assurer que nous ferons tout ce qui sera nécessaire pour protéger l'Amérique et les Américains. Je demande au peuple américain de se joindre à moi pour remercier toutes les personnes qui déploient toute leur énergie à secourir nos concitoyens et pour dire une prière pour les victimes et leur famille. La résolution de notre grande nation est mise à l'épreuve. Mais ne vous y trompez pas : nous montrerons au monde que nous surmonterons cette épreuve. Que Dieu vous bénisse. »

Ce qui frappe dans cette allocution, c'est que le président évite soigneusement de désigner les assaillants. Il n'emploie plus les mots de « *terrorisme* » ou de « *terroriste* ». Il laisse entendre qu'il peut s'agir du début d'un conflit militaire classique, ou de tout autre chose. Il évoque une « *mise à l'épreuve* » qui sera surmontée, semblant annoncer de nouvelles catastrophes. Plus surprenant : il ne livre aucune explication sur son absence de Washington, donnant l'impression qu'il a fui devant un danger auquel ses concitoyens restent exposés.

Ari Fleischer, le porte-parole de la Maison-Blanche, a donné deux points de presse improvisés à bord d'Air Force One au cours de sa longue errance. Avec le même soin méticuleux que le président Bush, il a, lui aussi, évité les mots « *terrorisme* » et « *terroriste* ».

Dans un tel contexte, on peut interpréter de deux manières différentes l'activation de la procédure de Continuité du Gouvernement (CoG). L'explication la plus simple est de considérer qu'il fallait protéger le président et les responsables politiques de l'action de traîtres capables de provoquer un incendie dans l'Old Executive Building et de voler les codes secrets de la présidence et des agences de renseignement.

On peut aussi considérer que, à l'inverse, le plan CoG n'a pas été mis en œuvre pour protéger les dirigeants politiques des traîtres, mais par les traîtres pour les isoler. En effet, le témoignage du vice-président Cheney est étrange. Il affirme que les hommes du Secret Service l'ont enlevé dans son bureau et l'ont conduit au bunker de la Maison-Blanche sans recueillir son assentiment. Il laisse entendre qu'il en a été de même pour les principaux membres du gouvernement et du Congrès. Et qu'est-ce qu'une opération où les services secrets enlèvent les élus du peuple et les assignent dans des bunkers « *pour leur sécurité* », sinon un coup d'Etat ou tout au moins un coup de Palais ?

* * *

Récapitulons les éléments disponibles : un incendie s'est déclaré dans l'annexe de la Maison-Blanche. Les attentats ont été revendiqués lors d'un appel téléphonique au Secret Service. Les assaillants ont posé des exigences, voire un ultimatum, et ont crédité leur communication en utilisant les codes de transmission et d'authentification de la présidence. Le Secret Service a enclenché la procédure de Continuité du Gouvernement et a mis à l'abri les

principaux dirigeants politiques. Le président Bush a négocié dans l'après-midi et le calme est revenu dans la soirée.

Les attentats n'ont donc pas été commandités par un fanatique croyant accomplir un châtiment divin, mais par un groupe présent au sein de l'appareil d'Etat américain qui a réussi à dicter une politique au président Bush. Plutôt que d'un coup d'Etat visant à renverser les institutions, ne s'agissait-il pas d'une prise de pouvoir par un groupe particulier caché au sein des institutions ?



Chapitre 4 LE FBI

GESTICULE

Avec ce sens époustouflant de l'organisation qui fait la gloire des Etats-Unis, le FBI a lancé dans la journée du 11 septembre la plus vaste enquête criminelle de l'histoire humaine : « *Penttbomb* » (contraction de Pentagon-Twin Towers-Bomb). Il a requis le quart de ses personnels, mobilisant sept mille fonctionnaires dont quatre mille agents. A ses moyens propres, il a ajouté ceux qui ont été détachés par d'autres agences du département de la Justice : la Division criminelle, les Bureaux des attorneys, le Service de l'immigration et des naturalisations. En outre, le FBI s'est appuyé sur l'ensemble de la « *communauté US du renseignement* », particulièrement la CIA (Central Intelligence Agency), la NSA (National Security Agency) et la DIA (Défense Intelligence Agency). Enfin, le FBI a bénéficié à l'étranger de la coopération policière internationale, soit par Interpol, soit directement par coopération bilatérale avec les polices des Etats alliés.

Pour collecter des indices, le FBI a lancé des appels à témoin dès le soir des attentats. Au cours des trois premiers jours, il a reçu trois mille huit cents mes-

principaux dirigeants politiques. Le président Bush a négocié dans l'après-midi et le calme est revenu dans la soirée.

Les attentats n'ont donc pas été commandités par un fanatique croyant accomplir un châtement divin, mais par un groupe présent au sein de l'appareil d'Etat américain qui a réussi à dicter une politique au président Bush. Plutôt que d'un coup d'Etat visant à renverser les institutions, ne s'agissait-il pas d'une prise de pouvoir par un groupe particulier caché au sein des institutions ?

Chapitre 4

LE FBI GESTICULE

Avec ce sens époustouflant de l'organisation qui fait la gloire des Etats-Unis, le FBI a lancé dans la journée du 11 septembre la plus vaste enquête criminelle de l'histoire humaine : « *Penttbomb* » (contraction de Pentagon-Twin Towers-Bomb). Il a requis le quart de ses personnels, mobilisant sept mille fonctionnaires dont quatre mille agents. A ses moyens propres, il a ajouté ceux qui ont été détachés par d'autres agences du département de la Justice : la Division criminelle, les Bureaux des attorneys, le Service de l'immigration et des naturalisations. En outre, le FBI s'est appuyé sur l'ensemble de la « *communauté US du renseignement* », particulièrement la CĬA (Central Intelligence Agency), la NSA (National Security Agency) et la DIA (Défense Intelligence Agency). Enfin, le FBI a bénéficié à l'étranger de la coopération policière internationale, soit par Interpol, soit directement par coopération bilatérale avec les polices des Etats alliés.

Pour collecter des indices, le FBI a lancé des appels à témoin dès le soir des attentats. Au cours des trois premiers jours, il a reçu trois mille huit cents mes-

sages téléphoniques, trente mille e-mail, et deux mille quatre cents notifications de ses agents de renseignement.

Le lendemain des attentats, le FBI était déjà parvenu à établir le *modus operandi* des terroristes¹. Des agents des réseaux Ben Laden se seraient introduits légalement sur le territoire américain. Ils y auraient suivi des formations accélérées de pilotage. Regroupés en quatre équipes de cinq kamikazes, ils auraient détourné des avions de ligne avec pour mission de s'écraser sur des objectifs majeurs. Le 14 septembre, le FBI publiait la liste nominative des dix-neuf pirates de l'air présumés².

Au cours des semaines suivantes, la presse internationale a reconstitué la vie des kamikazes. Elle a mis en évidence que rien ne permettait à leurs amis et voisins de soupçonner leurs intentions, ni aux polices occidentales de les repérer. Fondus dans la masse, évitant soigneusement de dévoiler leurs convictions, ces agents « *dormants* » ne se seraient « *réveillés* » que le jour de leur mission. D'autres « *agents dormants* », tapis dans l'ombre, attendraient probablement leur heure. Une menace indétectable planerait sur la civilisation occidentale...

* * *

- (31) Briefing de l'Attorney général John Ashcroft, le 12 sept. 2001,
<http://www.usdoj.gov/ag/speeches/2001/0913pressconference.htm>.
- (32) Conférence de presse de l'Attorney général John Ashcroft et du directeur du FBI Robert Mueller III, le 14 septembre 2001,
<http://www.usdoj.gov/ag/agcrisisremarks914.htm>.

Sur le plan méthodologique, voici une enquête visiblement bâclée. Dans une procédure criminelle, sur des faits aussi complexes, les policiers auraient dû échafauder une multiplicité d'hypothèses et conduire chaque piste jusqu'à son terme, sans en négliger aucune. L'hypothèse du terrorisme intérieur a été écartée par principe, sans jamais être étudiée. Au lieu de quoi, Oussama Ben Laden était déjà montré du doigt par des « *sources proches de l'enquête* » quelques heures après les attentats. L'opinion publique voulait des coupables, on les lui a désignés séance tenante.

Dans chacun des quatre avions détournés, les terroristes auraient été organisés en équipes de cinq hommes, regroupés au dernier moment. Toutefois, il n'y aurait eu que quatre terroristes dans le vol 93 qui a explosé au-dessus de la Pennsylvanie : le cinquième membre du commando, Zacarias Moussaoui, a été appréhendé peu de temps auparavant pour défaut de permis de séjour. Dans un premier temps, le FBI a affirmé que tous les pirates de l'air avaient été formés pour se sacrifier. Dans un second temps, après la découverte d'une cassette d'Oussama Ben Laden, il a prétendu que seuls les pirates-pilotes étaient kamikazes, tandis que leurs équipiers n'auraient été informés qu'au dernier moment du caractère suicidaire de leur mission. Quoi qu'il en soit, l'idée d'équipes de kamikazes surprend. En effet, la psychologie du suicide est éminemment individuelle. Pendant la Seconde Guerre mondiale, les kamikazes japonais agissaient individuellement, même si leurs actions pouvaient être concertées en vagues. Plus récemment, les membres de l'Armée rouge japonai-

se (Rengo Segikun), qui exportèrent cette technique au Proche-Orient à l'occasion de l'attentat de Lodd (Israël, mai 1972), agirent à trois, mais après avoir suivi un training particulier pour se souder. Et encore, l'un des terroristes de Lodd, Kozo Okamoto, fut capturé vivant. On ne connaît pas d'exemple d'équipes kamikazes formées au dernier moment.

En outre, comme l'a fait remarquer Salman Rushdie¹, on peut affirmer que si les pirates étaient des kamikazes, alors ce n'étaient pas des islamistes. En effet, le Coran prohibe le suicide. Des islamistes se seraient exposés à la mort, en martyrs, sans chance d'y échapper, mais ils ne se seraient pas eux-mêmes donné la mort.

Cependant, la théorie des kamikazes est confirmée par des documents manuscrits en arabe dont le FBI² a publié une traduction anglaise et qui ont été repris dans la presse internationale. Ils auraient été trouvés en trois exemplaires : l'un dans une valise, égarée lors d'une correspondance, appartenant à Mohamed Atta ; le second dans un véhicule abandonné à l'aéroport de Dulles par Nawaf Alhazmi, et le troisième dans les débris du vol 93 qui explosa au-dessus de Stony Creek Township (Pennsylvanie)³.

(33) *Fighting the Forces of Invisibility* par Salman Rushdie, in *The*

Washington Post du 2 octobre 2001
<http://www.washingtonpost.com>

(34) Briefing de l'Attorney général John Ashcroft et du directeur du FBI

Robert Mueller III, le 28 septembre 2001,
<http://www.usdoj.gov/ag/agcrisisremarks928.htm>.

(35) Plusieurs journaux européens ont indiqué par erreur que le FBI avait découvert ce document dans les ruines du Pentagone.

Il s'agit de quatre pages de pieux conseils : « 1) *Fais le serment de mourir et renouvelle ton intention. Rase ton corps et passe-le à l'eau de Cologne. Douche-toi.*

(36) *Assure-toi de bien connaître tous les détails du plan, et attends-toi à la riposte, à une réaction de l'ennemi.*

(37) *Lis al-Tawba et Anfal* [des sourates martiales du Coran], *réfléchis à leur signification et pense à tout*

ce que Dieu a promis aux martyrs. »

Etc.

Rédigés dans un style théologique classique, souvent empreint de références médiévales, ces documents oui grandement contribue à alimenter l'image de fanatiques que les autorités américaines ont exposés à la vindicte populaire. Pourtant, il s'agit de faux grossiers, dont toute personne au fait de l'islam saisit l'incongruité. En effet, ils commencent par l'exhortation « *Au nom de Dieu, de moi-même et de ma famille* » (sic), alors que les Musulmans —à la différence des nombreuses sectes puritaines américaines— ne prient jamais en leur nom propre, ni en celui de leur famille¹. De même, le texte comprend au détour d'une phrase un tic de langage yankee qui n'a pas sa place dans le vocabulaire coranique : « *Tu dois l'affronter et le comprendre à 100 %* » (sic).

Le FBI présente Mohamed Atta comme le leader de l'opération. En dix ans, cet Egyptien de trente-trois

1 Curieusement, le journaliste vedette Bob Wotkiward relève cette anomalie **le jour même**, mais n'en tire aucune conclusion. Cf. *In Hijueker s Bags, a Cal! ta Planning. Prayer and Deuth*, in *The Washington Post* du 28 septembre 2001 <http://www.washingtonpost.com>

ans aurait séjourné à Salou (Espagne), puis à Zurich (Suisse) —où, selon les enquêteurs, il aurait bien entendu payé par carte bleue des couteaux suisses destinés à détourner des avions—, enfin à Hambourg (Allemagne). Avec deux autres terroristes, il y avait suivi des études d'électro-technique, sans jamais faire parler de lui, ni laissé entendre des convictions extrémistes. Arrivé aux Etats-Unis, il aurait rejoint ses complices en Floride, suivi des cours de pilotage à Venice, et se serait même payé quelques heures sur un simulateur de vol à Miami. Soucieux de masquer son intégrisme, Mohamed Atta aurait même pris soin de fréquenter *YOlympic Garden* de Las Vegas, le plus grand cabaret topless du monde. Cet agent hors pair aurait rejoint Boston, le 11 septembre, par un vol intérieur. Compte tenu du faible temps de transit entre les deux vols, il aurait égaré ses bagages lors de la correspondance. En les perquisitionnant, le FBI y aurait découvert des vidéos d'entraînement au pilotage de Boeings, un livre de prières islamiques et une vieille lettre où il disait son intention de mourir en martyr. Atta a été identifié comme le chef du commando par un steward qui a téléphoné avec son portable pendant le détournement de l'avion et a indiqué son numéro de place : 8D.

Doit-on prendre de telles informations au sérieux ? Il faudrait admettre que Mohammed Atta aurait pris pendant dix ans le soin de masquer ses intentions et qu'il aurait communiqué avec ses complices selon des procédures strictes pour échapper aux services de renseignements. Pourtant, il aurait au dernier moment laissé une foule d'indices derrière lui. Bien que leader de l'opération, il aurait pris le risque de rater sa cor-

respondance aérienne, le 11 septembre, et aurait finalement réussi à prendre le vol American Airlines 11, mais sans récupérer ses bagages. Au fait, vous encombreriez-vous de bagages pour vous suicider ?

Plus ridicule encore, le FBI affirme avoir découvert le passeport intact de Mohammed Atta dans les ruines fumantes du World Trade Center ! C'est un vrai miracle ; on se demande même comment ce document a pu « survivre » à de telles épreuves...

A l'évidence, le FBI produit des preuves de sa fabrication. Peut-être ne doit-on voir là que la réaction affolée d'un service de police qui a montré son inefficacité à empêcher la catastrophe et qui tente par tous les moyens de redorer son blason.

Plus inquiétant, une polémique a surgi quant à l'identité des kamikazes. La presse internationale a longuement commenté le profil des dix-neuf terroristes désignés par le FBI. Ce sont tous des hommes entre vingt-cinq et trente-cinq ans. Ils sont Arabes et musulmans, pour la plupart saoudiens. Ils sont éduqués. Ils agissent par idéal et non par désespoir. Seule ombre au tableau, ce portrait robot se fonde sur une liste qui est sujette à discussion. L'ambassade d'Arabie Saoudite à Washington a confirmé que Abdu-laziz Alomari, Mohand Alshehri, Salem Alhazmi et Saeed Alghamdi se portent comme des charmes et vivent dans leur pays. Waleed M. Alshehri, qui vit actuellement à Casablanca et travaille comme pilote de Royal Air Maroc, a donné une interview au quotidien arabophone de Londres, *Al-Qods al-Arabi*. Le prince Saud al-Fayçal, ministre saoudien des Affaires

étrangères, a déclaré à la presse « // est prouvé que cinq des personnes nommées dans la liste du FBI n'ont aucun lien avec ce qui s'est passé ». Tandis que le prince Nayef, ministre saoudien de l'Intérieur a déclaré à une délégation officielle américaine « Jusqu'à présent, il n'existe aucune preuve que [les quinze ressortissants saoudiens accusés par le FBI] soient liés au 11 septembre. Nous n'avons rien reçu à ce sujet des Etats-Unis »^x.

Comment ces terroristes ont-ils été identifiés ? Si l'on se réfère aux listes des victimes publiées par les compagnies aériennes le 13 septembre, on est surpris de ne pas y voir figurer les noms des pirates de l'air. Tout se passe comme si les criminels avaient été retirés pour ne garder que les « victimes innocentes » et les personnels d'équipage. Si l'on compte les passagers, on dénombre soixante dix-huit victimes innocentes dans le vol 11 d'American Airlines (qui s'est écrasé sur la Tour Nord du WTC), quarante-six dans le vol 175 d'United Airlines (qui s'est écrasé sur la Tour Sud), cinquante et une dans le vol 77 d'American Airlines (prétendument écrasé sur le Pentagone), et trente-six dans le vol 93 d'United Airlines (qui a explosé au-dessus de la Pennsylvanie). Ces listes sont incomplètes, plusieurs passagers n'étant pas identifiés. Si l'on se réfère aux communiqués² des compagnies aériennes du 11 septembre, on note que le vol 11 transportait quatre-vingt-un passagers, le vol 175 cinquante-six passagers, le vol 77 transportait cinquante-huit passagers, et le vol 93 trente-huit passagers.

(38) *Saudi Minister Asserts That Bin Laden Is a « Tool » of Al Qaeda, Noi a Mastermind* par Douglas Jehl, in *Washington Post* du 10 décembre 2001 <http://www.washingtonpost.com>

(39) Ces communiqués ont été diffusés par l'agence Associated Press.

Il était donc matériellement impossible que le vol 11 ait transporté plus de trois terroristes et le vol 93 plus de deux. L'absence des noms des pirates de l'air sur les listes des passagers ne signifie donc pas qu'on les en a retirés pour faire « politiquement correct », mais tout simplement qu'ils ne se trouvaient pas parmi eux. Adieu, l'identification d'Atta par un steward grâce à son numéro de siège, 8D.

* * *

En résumé, le FBI a inventé une liste de pirates de l'air à partir de laquelle un portrait robot des ennemis de l'Occident a été dressé. Nous sommes priés de croire que ces pirates étaient des islamistes arabes et qu'ils agissaient en kamikazes. Exit la piste intérieure états-unienne. En réalité, nous ne savons rien, ni de l'identité des « terroristes », ni de leur mode opératoire. Toutes les hypothèses restent ouvertes. Comme dans toutes les affaires criminelles, la première question à se poser est « A qui profite le crime ? ».

Précisément, au lendemain des attentats, il a été constaté que des manœuvres caractéristiques de « délits d'initié » ont été réalisées dans les six jours précédant l'attaque¹. L'action United Airlines (compagnie propriétaire des avions qui se sont écrasés sur la tour sud du World Trade Center et à Pittsburgh) a artificiellement chuté de 42 %. Celle d'American Airlines (compagnie propriétaire de

¹ *Black Tuesday : The World's largest Insider Trading Scam ?* par Don Radlauer, International Policy Institute for Counterterrorism, Israël, 9 septembre 2001. <http://www.ict.org.il/artides/articledet.cfm?articleid=386>

l'appareil qui s'est écrasé sur la tour nord du World Trade Center, et de celui qui se serait écrasé sur le Pentagone) a chuté de 39 %. Aucune autre compagnie aérienne dans le monde n'a fait l'objet de manœuvres comparables, à l'exception de KLM Royal Dutch Airlines. De sorte que Ton peut déduire qu'un avion de la compagnie hollandaise avait peut-être été choisi pour faire l'objet d'un cinquième détournement.

Des agissements identiques ont été constatés sur les options de vente des titres de Morgan Stanley Dean Witter & Co qui ont été multipliées par douze dans la semaine précédant les attentats. Or, cette société occupait vingt-deux étages du World Trade Center. De même pour les options de vente sur les actions du premier courtier en Bourse du monde, Merrill Lynch & Co, dont le siège social se trouve dans un immeuble voisin menacé d'écroulement, qui ont été multipliées par vingt-cinq. Et surtout pour les options de vente sur les actions des assureurs impliqués : Munich Re, Swiss Re et Axa.

La Commission de contrôle des opérations boursières de Chicago a été la première à donner l'alerte. Elle a constaté qu'à la Bourse de Chicago, les initiés avaient réalisé 5 millions de dollars de plus-values sur United Airlines, 4 millions de dollars sur American Airlines, 1,2 million de dollars sur Morgan Stanley Dean Witter & Co et 5,5 millions de dollars sur Merrill Lynch & Co.

Face aux enquêteurs, les initiés ont prudemment renoncé à percevoir 2,5 millions de dollars de plus-values sur American Airlines qu'ils n'avaient pas eu

le temps d'encaisser avant que l'alerte ne soit donnée.

Les autorités de contrôle de chaque grande place boursière recensent les plus-values réalisées par les initiés. Les investigations sont coordonnées par l'Organisation internationale des commissions de valeurs (IOSCO)¹. Le 15 octobre, elle a tenu une vidéo-conférence où les autorités nationales ont présenté leurs rapports d'étape. Il apparaît que les plus-values illicites porteraient sur des centaines de millions de dollars, constituant le « *plus important délit d'initié jamais commis* ».

Oussama Ben Laden, dont les comptes bancaires sont bloqués depuis 1998, ne dispose pas de l'argent nécessaire pour cette spéculation. Le gouvernement taliban de l'Emirat islamique d'Afghanistan n'en a pas plus les moyens financiers. En effet, le président Bill Clinton ordonna le gel de tous les avoirs financiers d'O. Ben Laden, de ses associés, de leurs associations et sociétés, par l'Executive Order 13099, symboliquement signé le 7 août 1998 (Gour de la riposte aux attentats de Nairobi et Daar-es-Salam). Cette décision a été internationalisée sur la base de la Résolution 1193 du Conseil de sécurité des Nations Unies (13 août 1998). Bill Clinton étendit la mesure aux comptes bancaires des *Taliban*, et de leurs associés et satellites, par l'Executive Order 13129 du 4 juillet 1999. En définitive, le gel mondial des avoirs des personnes et organisations liées au financement du « *terrorisme international* » a été prononcé par la

¹ Site officiel de l'IOSCO <http://www.iosco.org/iosco.html>

Résolution 1269 du Conseil de sécurité des Nations Unies (19 octobre 1999). A partir de cette date, il devient éminemment ridicule de continuer à parler du « milliardaire O. Ben Laden » puisqu'il n'a plus aucun accès possible à sa fortune personnelle. Les moyens dont il dispose ne peuvent plus provenir que d'une aide secrète —étatique ou non—, qui ne peut plus être celle de l'Emirat islamique d'Afghanistan.

Il a été possible d'établir que la majeure partie des transactions avait été « portée » par la Deutsche Bank et sa filiale américaine d'investissements, Alex. Brown¹. Cette société était dirigée, jusqu'en 1998, par un personnage haut en couleurs, A. B. Krongard. Capitaine des Marines, féru de tir et d'arts martiaux, ce banquier est devenu conseiller du directeur de la CIA et, depuis le 26 mars, numéro trois de l'Agence de renseignement américaine. Compte tenu de l'importance de l'investigation et de l'influence d'A. B. Krongard, on aurait pu penser qu'Alex. Brown aurait coopéré sans difficulté avec les autorités pour faciliter l'identification des initiés. Il n'en a rien été.

Fort étrangement, le FBI a renoncé à explorer cette piste et l'IOSCO a clos son enquête sans résoudre l'affaire. Il est pourtant facile de « tracer » les mouvements de capitaux car toutes les transactions interbancaires sont archivées par deux organismes de clearing². On pourrait admettre, qu'au regard de

(40) *Suspicious Profits Sit Uncollected Airlines Investors Seem to Be Lying Low* par Christian Berthelsen, et Scott Winokur, *San Francisco Chronicle*, 29 septembre 2001 <http://www.sfgate.com>
(41) *Révélations*, par Denis Robert et Ernest Backes, Les Arènes éd., 2001, http://www.arenas.fr/livres/page-livrel.php?numero_livre=4&num_page=1.

l'importance des enjeux, il eut été possible de forcer le secret bancaire et de déterminer les heureux bénéficiaires des attentats du 11 septembre. Il n'en a rien été.¹

* * *

Disposant de moyens d'investigations sans précédents, le FBI se devait d'élucider chacune des contradictions que nous avons relevées. Il aurait dû prioritairement étudier le message des assaillants au Secret Service pour les identifier. Il aurait dû établir ce qui s'est vraiment passé au Pentagone. Il aurait dû traquer les financiers initiés. Il aurait dû remonter à la source des messages d'alerte envoyés à Odigo pour prévenir les occupants du World Trade Center deux heures avant l'attentat. Etc.

Or, comme nous venons de le montrer, loin de conduire une enquête criminelle, le FBI s'est appliqué à faire disparaître les indices et à museler les témoignages. Il a soutenu la version de l'attaque

¹ Le FBI ne s'est pas plus intéressé au propriétaire de noms de domaine Internet prémonitoires : selon la société d'enregistrement VeriSign, un opérateur non identifié a acheté pour un an, en 2000, dix-sept noms de domaines internet qui arrivaient à expiration le 14 septembre 2001 et qui n'ont jamais été utilisés. Il s'agissait de : attackamerica.com, attackonamerica.com, attackontwintowers.com, august1ihorror.com, august11terror.com, horrorinamerica.com, horrorinnewyork.com, nycterroriststrike.com, pearlharborinmanhattan.com, terrorattack2001.com, towerofhorror.com, tradetowerstrike.com, worldtradeccntcr929.com, worldtradecenterbombs.com, worldtradctowerattack.com, worldtradetowerstrike.com, wterroristanack2001.com. Voir *Internet Domain Nantes May Have Wurned of Attacks*, et *Investigators Can Access Internet Domain Data* par Jeff Johnson, in CNS-News.Com des 19 et 20 septembre 2001.

extérieure et a tenté de la créditer en divulguant une liste improvisée des pirates de l'air et en fabriquant de fausses pièces à conviction (passeport de Mohamed Atta, instructions des kamikazes, etc.).

Cette opération de manipulation a été orchestrée par son directeur, Robert Mueller III. Cet homme indispensable a été nommé par George W. Bush et avait précisément pris ses fonctions la semaine précédant le 11 septembre.

Cette pseudo-enquête a-t-elle été conduite pour instruire un procès équitable ou pour occulter les responsabilités américano-américaines et justifier les opérations militaires à venir ?



DEUXIÈME PARTIE

Mort de la démocratie en Amérique



Chapitre 5

RIPOSTE OU AUBAINE ?

Au soir du 11 septembre, le président George W. Bush s'adresse à la nation dans un message télévisé solennel aux accents mystiques¹ : « (...) *L'Amérique a été prise pour cible parce qu'elle est le phare le plus brillant de la Liberté et du Progrès dans le monde. Et personne n'empêchera cette lumière de briller. Aujourd'hui, notre pays a vu le Mal, ce qu'il y a de pire dans la nature humaine. Et nous avons réagi avec ce qu'il y a de mieux en Amérique, par l'audace de nos secouristes, les soins à autrui, les voisins qui sont venus donner leur sang et aider de toutes les manières (...) Les recherches sont en cours pour retrouver ceux qui sont derrière ces actes abominables. J'ai donné l'ordre pour que toutes nos ressources en matière de renseignement et de police s'attellent à retrouver les responsables et à les traduire en justice. Nous ne ferons aucune distinction entre les terroristes qui ont perpétré ces actions et ceux qui les protègent (...) Ce soir, je vous demande*

¹ *Statement by the President in His Address to the Nation*, 11 sept. 2001, <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2001/09/20U10911-16.html>

*de prier pour tous ceux qui sont dans la douleur, pour les enfants dont l'univers a été brisé, pour tous **ceux** dont la sécurité a été menacée. Et je prie pour qu'ils puissent être réconfortés par une Puissance qui nous est supérieure, dont les Paroles ont été rapportées à travers les âges dans le Psaume 23 : « Quand je marche dans la vallée de l'ombre de la mort, je ne crains aucun mal, car Tu es avec moi. ». C'est un jour où tous les Américains d'où qu'ils viennent s'unissent dans notre détermination à rechercher la Justice et la Paix. L'Amérique a fait front aux ennemis dans le passé et nous le referons encore. Aucun d'entre nous n'oubliera jamais cette journée. Pourtant, nous continuons à défendre la Liberté et tout ce qui est Bon et Juste dans ce monde. Merci. Bonne nuit, et que Dieu bénisse l'Amérique. »*

Malgré ce message d'unité, et à un moment où la responsabilité d'Oussama Ben Laden n'est officiellement considérée que comme une hypothèse, deux options politiques contradictoires sont préconisées au sein de son administration. Les modérés, regroupés autour du secrétaire d'Etat, le général Colin Powell, et du chef d'état-major interarmes, le général Hugh Shelton, recommandent une riposte proportionnée, sur le modèle de celle ordonnée par Bill Clinton, en 1998. Cette année-là, des missiles Tomahawks furent tirés, depuis des sous-marins croisant en mer d'Oman, sur les camps d'entraînement d'Al-Qaeda (Afghanistan) et sur le laboratoire d'Al-Shifa (Soudan) en riposte aux attentats perpétrés contre les ambassades états-uniennes à Daar-es-Salam et Nairobi. Au contraire, les « *faucons* » notent que ces frappes furent sans effet puisque Al-

Qaeda a recommencé ses attaques. Selon eux, seule une intervention militaire au sol en Afghanistan permettra d'éradiquer définitivement les bases d'Oussama Ben Laden, Mais la campagne ne devra pas s'arrêter là, elle devra continuer en détruisant pareillement toutes les autres menaces potentielles, c'est-à-dire toutes les organisations et Etats susceptibles de devenir des menaces comparables à Al-Qaeda.

Le vieil Henry Kissinger¹, ancien secrétaire d'Etat et superviseur de toutes les actions clandestines des services secrets américains de 1969 à 1976, est la figure tutélaire, l'inspirateur des « *faucons* ». A peine l'intervention télévisée du président achevée², il publie un point de vue sur le site Internet du *Washington Post*. Il y met les points sur les i : « *Le gouvernement devrait se voir confier la mission d'apporter une réponse systématique qui aboutira, on l'espère, au même résultat que celle qui suivit l'attaque de Pearl Harbor - la destruction du système responsable de cette attaque. Ce système est un réseau d'organisations terroristes qui s'abritent dans les capitales de certains pays. Dans bon nombre de cas, nous ne pénalisons pas ces pays pour le fait d'abriter ces organisations ; dans d'autres cas nous entretenons même des relations presque normales avec ces pays. (...) Nous ne savons pas encore si Oussama Ben Laden est l'auteur de ces actions,*

(42) *Les Crimes de Monsieur Kissinger* par Christopher Hitchens (Saint-Simon éd., 2001).

(43) L'allocution du président Bush a débuté à 20 h 30 et le point de vue du Dr Kissinger a été mis en ligne à 21 h 04, *Destroy ihe*

Network par

Henry Kissinger, *The Washington Post*, 11 septembre,

<http://www.washingtonpost.com>

bien qu'elles portent les attributs d'une opération de type Ben Laden. Il n'en reste pas moins que tout gouvernement qui abrite des groupes capables de commettre ce genre d'attaques, même si ces groupes n'ont pas participé aux attaques d'aujourd'hui, devra payer un prix exorbitant pour cela. Nous devons apporter notre réponse calmement, de manière réfléchie et inexorablement. »

* * *

Tandis que l'opinion publique américaine reste sous le choc et pleure ses morts, les journées des 12 et 13 septembre sont dominées, dans l'administration états-unienne et dans les chancelleries du monde entier, par trois questions : George W. Bush va-t-il désigner Al-Qaeda comme responsable des attentats ? Quel type d'opération ordonnera-t-il en Afghanistan ? Et engagera-t-il son pays dans une guerre de longue haleine contre tous ses ennemis réels et supposés ?

Des officiels américains multiplient les confidences aux médias pour désigner Oussama Ben Laden et son organisation, Al-Qaeda, comme le commanditaire et l'exécutant des attentats. Le directeur de la CIA, George Tenet, présente au président Bush une série de rapports d'interception des communications d'Al-Qaeda du 11 septembre¹. Les attentats auraient été planifiés depuis deux ans, ils ne seraient que le début d'une longue série, le Capitole et la Maison-Blanche figuraient parmi les cibles. Les dirigeants d'Al-Qaeda auraient cru, par erreur, avoir atteint plusieurs

¹ *Weânesâay*, September 12 par Bob Woodward and Dan Balz, in *Washington Post* du 28 janvier 2002 <http://www.washingtonpost.com>

objectifs. Ainsi, ils auraient « remercié Dieu pour les explosions dans l'immeuble du Capitole », ils auraient loué la « destruction de la Maison-Blanche », et auraient célébré « le plan du docteur » (c'est-à-dire du docteur Ayman Zawahri, le bras droit d'Oussama Ben Laden). L'opération aurait été déclenchée par Abu Zubayda, déjà suspecté d'être l'organisateur de l'attentat contre le destroyer USS Cole en octobre 2000, qui aurait donné le signal de « / l'heure zéro ».

Le président Bush s'adresse alors à la presse¹ : « Je viens d'avoir une réunion avec mes conseillers en matière de sécurité nationale, au cours de laquelle nos services de renseignements nous ont fourni les dernières mises au point.

Les attaques délibérées et meurtrières perpétrées hier contre notre pays n'étaient pas que des actes de terreur. C'étaient des actes de guerre. En conséquence, notre pays devra s'unir dans une détermination et une résolution sans faille. La liberté et la démocratie sont attaquées.

Le peuple américain doit savoir que l'ennemi auquel nous sommes confrontés ne ressemble à aucun ennemi passé. Celui-ci se tapit dans l'ombre, et n'a aucun respect pour la vie humaine. C'est un ennemi qui fait sa proie de gens innocents et confiants, et qui, après, court se cacher. Mais il ne pourra pas courir indéfiniment. C'est un ennemi qui essaie de se dissimuler, mais il ne pourra pas se cacher pour toujours. C'est un ennemi qui pense que ses abris sont sûrs, mais ils ne le seront pas éternellement.

¹ *Remarks by the President in Photo Opportunity with the National Security Team*. 12 septembre 2001 : <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2001/09/20010912-4.html>

Ce n'est pas seulement à notre peuple que cet ennemi s'est attaqué, mais à tous les peuples épris de Liberté du monde entier. Les Etats-Unis utiliseront toutes les ressources en leur pouvoir pour vaincre cet ennemi. Nous rallierons le monde. Nous serons patients. Nous resterons concentrés sur notre objectif et inébranlables dans notre détermination. Cette lutte exigera du temps et de la résolution. Mais ne vous y trompez pas : nous la gagnerons (...) Mais nous ne permettrons pas à cet ennemi de gagner la guerre en changeant notre mode de vie et en limitant nos libertés. Ce matin, j'ai soumis au Congrès une demande de fonds d'urgence destinés à nous donner tous les moyens nécessaires pour secourir les victimes, aider les citoyens de New York et de Washington à se relever de cette tragédie, et protéger notre sécurité nationale.

Je voudrais remercier les membres du Congrès pour leur unité et leur appui. L'Amérique est unie. Les nations du monde avides de liberté se tiennent à nos côtés. Cette lutte du Bien contre le Mal sera monumentale, mais le Bien prévaudra. »

A l'exception du Foreign Office britannique qui multiplie les déclarations martiales, les chancelleries du monde entier observent avec inquiétude les réactions du président Bush. Elles ont vite appris que les services de renseignements allemand, égyptien, français, israélien et russe avaient alerté en vain leurs homologues américains de ce qui se préparait, mais la CIA avait minimisé la menace. Aussi s'interrogent-elles sur la fiabilité des rapports —soudains si bavards— de la CIA et des progrès —trop rapides— de l'enquête du FBI. Elles craignent que, pour rassu-

rer son opinion publique intérieure, le président Bush ne désigne hâtivement un coupable de circonstance et n'engage son pays dans une riposte militaire immédiate et disproportionnée.

Le jour même, le Conseil de sécurité des Nations Unies adopte sa résolution 1368¹. Elle reconnaît « le droit inhérent [des Etats-Unis] à la légitime défense individuelle ou collective conformément à la Charte [de San Francisco] ». Elle stipule que « Le Conseil de sécurité appelle tous les Etats à frayer ensemble pour traduire en justice les auteurs, organisateurs et commanditaires de ces attaques terroristes et souligne que ceux qui portent la responsabilité d'aider, soutenir et héberger les auteurs, organisateurs et commanditaires de ces actes devront rendre des comptes ». En d'autres termes, le Conseil de sécurité reconnaît le droit des USA à violer si nécessaire la souveraineté des Etats qui protègent les auteurs des attentats pour arrêter ces terroristes et les traduire devant la justice internationale. Il n'autorise cependant pas les USA à se faire justice eux-mêmes ou à attaquer des Etats et à en renverser les gouvernements.

Dans la soirée, le Conseil de l'Alliance atlantique se réunit à huis clos. Les Etats membres décident de porter assistance aux Etats-Unis —et non pas d'engager leurs propres forces— pour faire face à l'attaque dont ils ont été l'objet. Le Conseil a été inhabituellement tendu. Certains membres pensent que les attentats peuvent avoir été commandités de l'intérieur de l'appareil

¹ Résolution 1368 du Conseil de sécurité. Nations Unies 12 septembre 2001, téléchargeable depuis : <http://www.un.org/french/docs/sc/2001/res1368f.pdf>

d'Etat américain et refusent de s'engager dans une « guerre au terrorisme » aux objectifs et aux limites mal définis. A la sortie de la réunion, le secrétaire général de l'OTAN, Lord George Robertson, déclare : « *S'il est établi que cette attaque était dirigée depuis l'étranger contre les Etats-Unis [sic], elle sera assimilée à une action relevant de l'article 5 du Traité de Washington* »¹. Inquiet de la tournure des événements, le président français, Jacques Chirac, téléphone à George W. Bush. Tout en lui rappelant que la France s'est toujours montrée l'allié le plus fidèle des Etats-Unis, à défaut d'être le plus docile, il lui explique poliment que la décision du Conseil atlantique n'est pas un chèque en blanc, une adhésion aveugle à la politique américaine.

Quelques jours plus tard, Jacques Chirac se rend aux Etats-Unis, à l'occasion d'une visite prévue de longue date. D'un côté, il multiplie les déclarations de chaleureuse solidarité avec le peuple américain. De l'autre, il organise une conférence de presse commune avec le secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan pour refroidir l'ardeur des USA. Il déclare sans ambages : « *La [riposte américaine] doit porter sur les terroristes identifiés et éventuellement sur les pays ou les groupes dont on a la preuve qu'ils ont apporté une aide à ces groupes terroristes identifiés* »².

(44) L'OTAN réaffirme les engagements pris au titre du Traité dans la réaction aux attaques terroristes contre les Etats-Unis, Service de presse de l'OTAN, 12 septembre 2001 <http://www.nato.int/docu/update/2001/09iO/f0912a.htm>.

(45) Document ONU SG/SM/7964 <http://www.un.org/News/fr-press/docs/2001/SGSM7964.doc.htm>,

La crainte des chancelleries semble confirmée par un incident survenu lors de la conférence de presse commune¹ de l'attorney général, John Ashcroft, et du directeur du FBI, Robert Mueller III. Le chef de la police explique aux journalistes la nécessité de ne pas précipiter l'enquête pour réunir les preuves nécessaires à la condamnation des suspects lorsque le ministre de la Justice l'interrompt brutalement. John Ashcroft souligne que le temps presse et que la mission du FBI est d'arrêter au plus vite les complices des terroristes avant qu'ils ne commettent d'autres crimes. Tant pis pour les preuves.

Le 13 septembre, le ton monte. Le matin, la Maison-Blanche est partiellement évacuée à la suite d'une alerte anti-terroriste —cela devient une habitude— et le vice-président Cheney est transporté dans un lieu distant et sécurisé. Fausse alerte et vrai psychodrame. L'après-midi, c'est le secrétaire adjoint à la Défense, Paul Wolfowitz qui présente le point de presse du Pentagone². Wolfowitz est le porte-parole attitré du groupe conservateur le plus extrémiste à l'intérieur du lobby militaro-industriel. Il milite depuis des années pour « *finir le sale boulot* » en Irak et voit dans les événements du 11 septembre une justification facile au renversement souhaité de Saddam Hussein. Il ne cite aucune cible au cours du point de presse, ni l'Afghanistan, ni l'Irak. Mais il souligne que la riposte américaine sera « *une campagne, pas une action isolée* », Et il insiste : « *Nous allons pourchasser ces gens [les terroristes] et ceux qui les supportent jusqu'à ce que cela cesse. C'est de cette manière qu'il faut agir* ».

(46) Media Briefing au siège du FBI, 12 septembre 2001, 9 h 30.

(47) Dod News Briefing, 13 septembre 2001 : <http://www.defenselink.mil/news/Sep2001/t09132001t0913dsd.html>

Pensant couper l'herbe sous le pied des «*faucons* », le secrétaire d'Etat, Colin Powell, présente O. Ben Laden comme «*le principal suspect* » et prépare à toute vitesse une intervention —qu'il souhaite limitée— en Afghanistan. Il adresse une sorte d'ultimatum au Pakistan pour l'enjoindre de mettre à disposition des Etats-Unis toutes les infrastructures militaires dont il dispose et de cesser immédiatement toute relation politique et économique avec le régime taliban¹.

* * *

En réalité, comme nous allons le voir, le débat qui agite Washington n'est pas nouveau. Les deux options (frappes sur l'Afghanistan ou guerre générale au terrorisme) ont été étudiées et préparées avant les attentats. Leurs raisons d'être sont sans lien avec les événements du 11 septembre, même si ceux-ci fournissent un alibi pour passer à l'acte. Dès lors, la querelle se résume à savoir si l'opinion publique peut admettre uniquement des frappes ciblées, ou si elle est suffisamment choquée pour accepter une guerre de longue haleine. En définitive, le choc psychologique s'avérera si important que les stratèges de Washington n'auront pas à choisir et pourront activer les deux options.

1 *US Ask Pakistan for Help to Track Down Bin Laden* par Robin Wright et John Daniszewski, in *Los Angeles Times* du 14 septembre 2001 <http://www.latimes.com>

A la mi-juillet 2001, constatant l'échec des négociations multipartites de Berlin sur l'avenir de l'Afghanistan, la délégation américaine conduite par Tom Simmons (ancien ambassadeur au Pakistan), Karl Inderfurth (ancien assistant du secrétaire d'Etat) et Lee Coldren (ancien expert au département d'Etat) se fit menaçante. Selon l'ancien ambassadeur du Pakistan à Paris, Niaz Naik, qui participait aux négociations, les Américains ont déclaré qu'ils envahiraient l'Afghanistan à la mi-octobre et qu'ils renverseraient le régime taliban¹.

Début septembre, sous couvert de ses manœuvres annuelles en mer d'Oman, *Essential Harvest*, le Royaume-Uni a procédé au plus important déploiement de flotte depuis la guerre des Malouines et a massé ses forces au large du Pakistan. Tandis que l'OTAN, à l'occasion des manœuvres *Bright Star* en Egypte, a transporté quarante mille soldats dans la région. Ainsi, les forces anglo-américaines étaient pré-positionnées sur zone avant les attentats.

Quant à la «*guerre au terrorisme* », Pétat-major interarmes états-unien l'a longuement préparée à l'occasion de deux «*War Games* » (simulations de guerre) : Global Engagement IV et JEFX 99². Il a mis au point les procédures tactiques lors d'une dernière simulation en juin 2000. Mais le *War Game* initialement programmé pour juin 2001 avait été annulé, ce

(48) *US Planned Attack on Taliban*, BBC, 18 septembre 2001 et Secret

*Mémo Reveals US Plan to Overthrow Taliban Regime** in *The Guardian* du 21 septembre 2001.

(49) *A New Mindset for Warfare* par William M. Arkin, in *Washington*

Post du 22 septembre 2001 <http://www.washingtonpost.com>

qui avait été interprété par les officiers concernés comme le signe d'un passage à l'acte imminent.

Les Etats-Uniens ont toujours répugné à prendre l'initiative d'une guerre. Par le passé, ils se sont appliqués à présenter leurs engagements militaires comme des ripostes légitimes. Avec les attentats du 11 septembre, ils ont trouvé une occasion rêvée.

Chapitre 6

DE L'Oraison Funèbre à la Guerre Sainte

Comme on fait rarement la guerre sans mettre Dieu de son côté, plus encore que les stratèges militaires, ce sont les prêcheurs qui envahissent les plateaux de télévision. Tous interprètent les attentats comme un signe divin appelant l'Amérique à se convertir. « *Le Dieu Tout-puissant nous a retiré sa protection*, écrit le révérend Pat Robertson, leader de la très influente Christian Coalition, *parce que nous nous vautrons dans la recherche des plaisirs matériels et le sexe* ».

Dans son émission phare, le *700 Club* (Fox Channel), le pasteur Pat Robertson, reçoit son ami le pasteur Jerry Falwell. Les deux télévangélistes analysent les événements qui viennent d'endeuiller l'Amérique¹. « *Dieu continue de lever le rideau et permet aux ennemis de l'Amérique de nous infliger ce que probablement nous méritons* », déclare Falwell. « *Jerry, c'est ce que je pense* », lui répond Robertson.

¹ *God Cave US « What We Deserve »*. Falwell Says par John Harris, in *The Washington Post* du 14 septembre 2001, <http://www.washingtonpost.com>

« Je crois que nous venons seulement de découvrir l'antichambre de la terreur. Nous n'avons pas même commencé de voir ce qu'ils peuvent faire à la majorité de la population. »

Falwell s'en prend alors à l'ACLU [association de défense des libertés individuelles], aux tribunaux fédéraux, et à tous ceux qui « chassent le Seigneur de la sphère publique ». « Les avorteurs doivent prendre leur part du fardeau car on ne se moque pas de Dieu », poursuit-il. « Et lorsque nous détruisons quarante millions de bébés innocents, Dieu enrage. Je suis convaincu que les athées, les avorteurs, les féministes, les gays et les lesbiennes qui s'efforcent activement de faire de cela un mode de vie alternatif l'ACLU, les People for the American Way, tous ceux-là qui ont tenté de séculariser l'Amérique - je les montre du doigt et je dis : vous avez permis que ceci advienne. »

C'est dans ce contexte —où la rhétorique religieuse sert des intérêts politiques et militaires— que, se posant comme le chef spirituel de l'Amérique et du monde civilisé, le président Bush publie le décret suivant¹ : « Notre cœur est bouleversé par la prise soudaine et insensée de ces vies innocentes. Nous prions pour notre guérison et pour trouver la force de nous entraider et de nous encourager les uns les autres dans l'espoir et dans la foi. Il est dit dans l'Écriture : « Heureux les affligés, ils seront consolés. » J'invite toutes les familles de l'Amérique et la Famille d'Amérique à observer une Journée nationale de prière et de commémoration, pour

¹ Proclamation by the President of the United States of America, 13 septembre 2001, <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2001/09/20010913-7.html>

honorer la mémoire des milliers de victimes de ces attaques brutales et pour réconforter ceux qui ont perdu des êtres chers. Nous surmonterons cette tragédie nationale et ces pertes personnelles. Avec le temps, nous cicatriserons nos plaies et nous nous relèverons. Face à tout ce Mal, nous demeurons forts et unis, « une nation sous le regard de Dieu ». C'est pourquoi je, soussigné, George W. Bush, président des États-Unis d'Amérique, en vertu de l'autorité que me confèrent la Constitution et le droit des États-Unis, proclame le vendredi 14 septembre 2001 Journée nationale de prière et de commémoration pour les victimes des attaques terroristes du 11 septembre 2001. Je demande que le peuple des États-Unis et les lieux de culte marquent cette Journée de prière et de commémoration par la tenue à midi de services commémoratifs, par la sonnerie des cloches à cette heure-là, et, le soir, par des veillées de prière aux chandelles. J'encourage les employeurs à permettre à leurs employés de prendre du temps de congé pendant l'heure du déjeuner pour assister aux services de prière de midi. J'invite les peuples du monde qui partagent notre douleur à se joindre à ces observations solennelles.

En foi de quoi j'appose ma signature en ce treizième jour de septembre de l'an 2001 de Notre Seigneur 226^e année de l'indépendance des États-Unis d'Amérique¹. »

¹ Pour le président américain, les deux dates centrales autour desquelles s'ordonne l'Histoire de l'humanité sont donc la naissance de Jésus-Christ et la naissance des États-Unis, appelés l'un et l'autre à sauver le monde.

Une cérémonie sans précédent se déroule à la National Cathedral. Le président Bush et Madame, quatre anciens présidents (B. Clinton, G Bush père, J. Carter et G Ford), la presque totalité des sénateurs et représentants prient ensemble. Un cardinal, un rabbin, un imam conduisent à leur tour la cérémonie. Le télévangéliste le plus célèbre du monde, le pasteur Billy Graham, qui convertit quinze ans plus tôt George W. Bush, prononce une homélie¹ : « *Une des choses dont nous avons absolument besoin dans ce pays, c'est un renouveau spirituel. Nous avons besoin d'un renouveau spirituel en Amérique. Et Dieu nous a dit dans Sa parole, siècle après siècle, que nous devons nous repentir de nos péchés, nous tourner vers Lui, et qu'Il nous bénirait d'une manière nouvelle (...) Maintenant nous avons le choix : ou bien implorer et nous désintéresser émotionnellement et spirituellement, comme peuple et comme nation, ou bien devenir plus fort à travers ces épreuves, reconstruire sur des fondations solides. Et je crois que nous sommes en train de commencer à reconstruire sur de telles fondations. Ces fondations, c'est notre Foi en Dieu (...) Nous savons aussi que le Seigneur va donner sagesse, courage et force au Président et à ceux qui l'entourent. Et nous nous souviendrons de ce jour comme d'une victoire.* »

Le président Bush monte en chaire et prononce lui aussi une homélie². Elle a été préparée par son conseiller, le fondamentaliste bibliste Michael Gerson : « (...) Notre responsabilité à l'égard de l'His-

(50) Billy Graham's Message, 14 septembre 2001, http://www.billygraham.org/news_events/ndprgmmessage.asp.

(51) Presidents Remarks at National Day of Prayer and Remembrance <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2001/09/20010914-2.iiml>

toire est claire : nous devons répondre à ces attaques et libérer le monde du Mal. On nous a fait la guerre par la ruse, la supercherie et l'assassinat. Notre nation est pacifique, mais, lorsqu'on la met en colère, elle devient féroce (...) Les signes de Dieu ne sont pas toujours ceux que nous cherchons. Dans la tragédie, nous apprenons que Son but n'est pas toujours le nôtre. Pourtant, les prières et la souffrance, que ce soit dans nos foyers ou dans cette grande cathédrale, sont entendues et comprises. Il y a des prières qui nous aident à tenir la journée ou à supporter la nuit. Il y a aussi les prières des amis et des étrangers qui nous donnent la force de continuer. Enfin, il y a les prières qui soumettent notre volonté à une volonté plus puissante que la nôtre (...) L'Amérique est une nation bénie par la bonne fortune, et comblée de bienfaits ; mais la douleur ne nous a pas été épargnée. A chaque génération, le monde a produit des ennemis de la liberté humaine. Ceux-ci ont attaqué notre pays parce qu'il est l'âme et la défense de la liberté. L'engagement pris par nos pères est devenu l'appel du temps présent. En cette Journée nationale de prière et de commémoration, nous demandons à Dieu Tout-puissant de veiller sur notre pays et de nous insuffler patience et volonté pour tout ce qui est à venir. Nous prions pour qu'il réconforte et console les gens plongés dans la peine. Nous le remercions pour chaque vie dont nous devons pleurer la perte et pour chaque promesse d'une vie nouvelle. Nous avons reçu de lui cette assurance : ni la mort, ni la vie, ni les anges, ni les principautés, ni les pouvoirs de ce monde, ni les choses présentes ou à venir, ni les hauteurs ou les profondeurs ne peuvent nous séparer de l'amour de Dieu. Qu'il bénisse les âmes disparues,

qu 'il soit pour la nôtre un réconfort et qu 'il guide notre pays pour toujours. Que Dieu bénisse l'Amérique ! »

Le *Washington Post* analysera ultérieurement la métamorphose de George W . Bush : « *Pour la première fois depuis que le conservatisme religieux est devenu un mouvement politique, le président des Etats-Unis est devenu son leader de facto —un statut que même Ronald Reagan, qui était adulé par les conservateurs religieux, n 'a jamais pu atteindre. Les revues chrétiennes, les radios et télévisions, montrent Bush en prière pendant que les prêcheurs en chaire qualifient son leadership d'acte de la Providence. Une procession de leaders religieux qui l'ont rencontré témoigne de sa foi, des sites Web encouragent les gens à jeûner et prier pour le président »* '.

Le 14 septembre à midi, les quarante-trois Etats du Conseil de l'Europe² (Russie incluse) et de nombreux autres pays sur tous les continents, suivant la prière du président des Etats-Unis, observent trois minutes de silence en mémoire des victimes des attentats. Tous manifestent ainsi leur acceptation tacite du leadership d'un fondamentaliste illuminé qui leur annonce son intention de les conduire dans une « *bataille monumentale contre le Mal* »¹. Le délire politico-mystique des télévangélistes serait-il contagieux ?

(52) *Religions Right Finds Its Center in Oval Office* par Dana Milbank,
in *Washington Post* du 24 déc. 2001
<http://www.washingtonpost.com>

(53) *800 millions d'Européens en deuil pour les victimes des attentats aux Etats-Unis*, Communiqué du Conseil de l'Europe du 13 septembre 2001, <http://press.coe.int/cp/2001/628t{2001}.htm>.

(54) *Remarks by the President In Photo Opportunity with the National Security Team*, 12 septembre 2001,
<http://www.whitehouse.gov/news/releases/2001/09/20010912-4.html>

Ni le choc psychologique, ni le respect que l'on peut éprouver pour les défunts, ne permettent d'expliquer cette intense ferveur religieuse. Si les Etats-Unis sont originellement une théocratie fondée par des puritains fuyant l'intolérance de la Couronne britannique, ils ne sont pas pour autant cette nation bigote où les télévangélistes tiennent lieu de stratèges militaires. Il n'existe d'ailleurs aucun précédent historique d'un président américain prononçant une déclaration de guerre dans une cathédrale.

L'appel de George W. Bush aux « *peuples du monde qui partagent notre douleur à se joindre à ces observations solennelles* [des cérémonies religieuses] » a été observé jusque dans la France laïque. Ainsi, les deux chefs de l'exécutif, le président Jacques Chirac et le Premier ministre Lionel Jospin ont signé, le 12 septembre, un décret ainsi rédigé : « *Le vendredi 14 septembre 2001 est déclaré jour de deuil national en hommage aux victimes des attentats commis aux Etats-Unis d'Amérique le 11 septembre 2001* »¹. Accompagnés d'une cohorte d'élus et de ministres, ils étaient venus la veille assister à un service œcuménique à l'église américaine de Paris. Ensemble, ils avaient entonné le célèbre cantique « *God Bless America !* »² (Que Dieu bénisse l'Amérique !).

Ces prières imposées par décret ont suscité, ici et là, de vives polémiques. Des opposants ont relevé que cette gesticulation mondiale semblait accréditer que

(55) Décret NOR : HRUX0101919D, *Journal officiel de la République française* du 13 septembre 2001, page 14582.

(56) *God Bless America* est un cantique composé par Irving Berlin pendant la Seconde Guerre mondiale. Il est devenu une sorte d'hymne national officieux.

des milliers de victimes états-uniennes valent plus que toutes les victimes des récents génocides, dont aucune n'a eu droit à pareil hommage.

Comprenons cette controverse comme un refus de la manipulation politique du sentiment religieux.

Trois minutes de silence pour prendre conscience que les conflits peuvent se régler pacifiquement, sans recours au terrorisme, auraient eu l'assentiment de tous, pas une prière pour les seules victimes du terrorisme en territoire

américain. Ces cérémonies n'exprimaient pas une aspiration collective à la paix, mais visaient à justifier la vengeance à venir.

Ce moment de prière constitue un tournant historique.

Les Etats-Unis sont entrés en guerre lorsque l'hymne national a retenti dans la cathédrale, écrira plus tard le *Washington Post*. Une constatation que l'on peut élargir : le monde est entré en guerre en s'associant au deuil américain.

Dès lors,

demandons-nous comment cet hommage unanime a été organisé. A la différence de la mobilisation des alliances militaires, aucun traité international ne prévoit l'obligation de se recueillir lorsque les USA sont endeuillés. Il a pourtant été plus facile et plus rapide de décréter un deuil international que de faire jouer les traités de l'OTAN, de l'ANZUS et de TOEA². A y regarder de plus près, on remarque que le décret français a été signé par Jacques Chirac et

- (57) *War Speech in a Cathedra! : A Stedfust Résolve to Prévoit* par Dan Balz et Bob Woodward, in *The Washington Post* du 30 janvier 2002 <http://www.washingtonpost.com>
- (58) L'OTAN est l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord, l'ANZUS regroupe l'Australie, la Nouvelle-Zélande et les USA, tandis que l'OEA rassemble les Etats américains.

Lionel Jospin le 12 septembre, c'est-à-dire avant que George W. Bush ne décrète le deuil américain. Une telle opération à l'échelle planétaire nécessite l'activation d'un puissant réseau d'influence capable de faire pression sur presque tous les gouvernements de la planète. Surtout, cette opération politique poursuit un but politique : en manipulant le sentiment religieux, le gouvernement américain a sacralisé aussi bien les victimes des attentats que

sa version des faits. Désormais, dans le monde entier, toute contestation de la vérité officielle sera vécue comme un sacrilège.

Le dispositif qui a été utilisé pour imposer ce deuil international a été formalisé en secret en octobre 2001¹. Un Bureau pour l'influence stratégique (Office for the Strategic Influence)² a été créé au Pentagone et placé sous le commandement du général Simon Peter Worden, ancien patron de TUS Space Command. Cet organisme

est articulé
aux
Programmes
d'information
internationau
x
(International
Informations
Programs)³ du
département
d'Etat —qui
comprend les
émissions de
la radio
*Voice
of America*—
par
l'intermédiaire
e du Groupe
militaire
d'information
internationale
(International
Military
information
Group) du
colonel Brad
Ward. 11
travaille
désoinai à
plein régime
pour mani-
puler les
opinions
publiques et
les
gouvernemen
ts
occidentaux.

- (59) *Le Nouvel
arsenal de
Washington
pour
l'infosphère,*
in
*Intelligence
Online* du 14
février 2002
<http://www.intelligenceOnline.fr>.
- (60) La création
du Bureau
pour
l'influence
stratégique
est
l'aboutisse
ment d'une
longue
réflexion des
forces
années
américaines.
Cf. *Infor
mation
Dominuncc*
de Martin C.
Libieki. in
*Stratégie
Forum* n°
132
(National
Défense
University,
novembre
1997),
<http://www.ndiLedu/inss/strforum/forum132.html>.

- (61) Sit
e
off
ici
el
de
l'I
nte
rn
ati

on
al
Inf
or
ma
tio
ns
Pr
og
ra
ms

:
htt
p://
ww
w.s
tate
.gO
v/r/
iip/
.

Chapitre 7

LES PLEINS POUVOIRS

Dans la matinée du 14 septembre, le Congrès des Etats-Unis autorise le président George W. Bush à recourir à « *toute force nécessaire et appropriée contre tout Etat, organisation ou personne qui, ainsi qu'il en a jugé, a préparé, autorisé, exécuté ou facilité les attaques terroristes qui se sont produites le 11 septembre 2001, ou qui a abrité de telles organisations ou de telles personnes, afin de prévenir tout futur acte de terrorisme international contre les Etats-Unis par de tels Etats, organisations ou personnes* »¹.

Cette résolution conjointe des deux assemblées est adoptée à l'unanimité moins une voix, celle de la députée démocrate de Californie, Barbara Lee², presque sans débat. Sa rédaction laisse toute latitude au président Bush pour lutter contre les organisations terroristes non gouvernementales, mais les « *pouvoirs d'urgence* » ne sont pas exactement les « *pouvoirs de guerre* ». George W. Bush reste contraint d'informer

(62) Résolution conjointe 23 du Sénat.

(63) Elle a rendu compte de son vote à ses électeurs en publiant

Why I

Opposed the Resolution to Authorize Force dans le *San Francisco*

Chronicle du 23 septembre 2001 à <http://www.sfgate.com>

le Congrès avant d'enclencher des hostilités contre un autre Etat¹.

<http://www.whitehouse.gov/news/releases/2001/09/20010920-8.html>

Pour conduire les premières actions, le président Bush demande au Congrès un crédit spécial de vingt milliards de dollars. Dans un bel élan patriotique, les deux assemblées doublent la mise et votent à l'issue de cinq heures de débat un crédit de... quarante milliards de dollars².

En outre, le président Bush autorise la mobilisation de cinquante mille réservistes maximum³. Le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld en rappelle immédiatement trente-cinq mille cinq cents (dix mille pour l'Army, treize mille pour l'Air Force, trois mille pour la Navy, sept mille cinq cents pour les Marines, et deux mille pour les Gardes-côtes). La précédente mobilisation remonte à la guerre du Golfe. Elle avait concerné cinq fois plus de soldats car il s'agissait alors de réunir une puissante armada.

George W. Bush prononce un important discours⁴ devant le Congrès, réuni en séance plénière, le 20 septembre. Il est accompagné de plusieurs personnalités,

(64) *National Emergency Powers* par Harold C. Relyea, Congressional Research Service, The Library of Congress, 18 septembre 2001. Téléchargement : http://www.fpc.gov/CRS_REPS/powers.pdf

(65) *Congress Clears Use of Force, \$40 Billions in Emergency Aid* par John Lancaster et Helen Dewar, in *Washington Post* du 15 septembre 2001 <http://www.washingtonpost.com> et *Congress Passes \$40 Billion in Homeland Defense Funds* par Steven Kingsley, in *HomeiandDéfen se Journal* du 7 janvier 2002 <http://www.homelanddefensejournal.com>

(66) Executive Order, 14 septembre 2001, <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2001/09/20010914-5.html>

(67) *Address to a Joint Session of Congress and the American People*, 20 septembre 2001

dont le Premier ministre britannique, Tony Blair. A cette occasion, il désigne enfin officiellement Oussama Ben Laden et son organisation comme les responsables des attentats et il lance un ultimatum au régime taliban : *« Livrez aux autorités américaines tous les dirigeants d'Al-Qaeda qui se cachent dans votre territoire. Libérez tous les ressortissants étrangers, y compris les ressortissants américains, que vous avez incarcérés injustement et protégez les journalistes, les diplomates et les travailleurs étrangers dans votre pays. Fermez immédiatement et de façon permanente tous les camps d'entraînement terroriste en Afghanistan et livrez aux autorités compétentes les terroristes et toutes les personnes qui font partie de leur structure de soutien. Ces exigences ne sont pas sujettes à négociation ou*

à discussion. Les Taliban doivent agir, et le faire immédiatement. Ils doivent livrer les terroristes, ou ils partageront leur sort. »

Surtout, il annonce la création d'un Bureau de la sécurité du territoire (Office of Homeland Security) ayant rang ministériel et directement placé sous son autorité. Ce nouvel organisme *« dirigera, supervisera et coordonnera une stratégie nationale d'ensemble en vue de défendre notre pays contre le terrorisme et de réagir à toute attaque éventuelle »*. Le président annonce dans la foulée qu'il nomme F ex-Marine et gouverneur de Pennsylvanie, Tom Ridge, à la tête de ce Bureau.

Dans le prolongement de ces mesures, l'administration Bush prend diverses décisions pour renforcer le secret-Défense.

Dès le lendemain des attentats, le 12 septembre, le secrétaire Rumsfeld avait déclaré lors de son point de presse au Pentagone : « // me paraît important de souligner que lorsque des gens traitent de l'information relevant du renseignement et la mettent à la disposition de gens qui n'ont pas l'habilitation correspondante, la conséquence en est de réduire les chances, pour le gouvernement des Etats-Unis, de repérer et de traiter des gens qui ont perpétré les attaques contre les Etats-Unis et qui ont tué tant d'Américains. En deuxième lieu, lorsque des informations réservées, relatives aux opérations, sont fournies à des gens qui n'ont pas reçu l'habilitation pour ce type d'information, la conséquence obligée est que la vie d'hommes et de femmes en uniforme est mise en danger car ils sont ceux qui accompliront ces opérations à venir »¹.

Interrogé par des journalistes, le 25 septembre, sur le fait de savoir s'il avait l'intention de mentir pour conserver des secrets, Rumsfeld répondit qu'il était personnellement assez habile pour agir autrement, mais que ses collaborateurs se débrouilleraient comme ils pourraient² :

Le secrétaire à la Défense : « *Evidemment, ceci rappelle la fameuse expression de Winston Churchill qui déclarait —mais ne me citez pas, hein ? je ne veux pas être cité, donc ne me citez pas—// a dit que la vérité, parfois, est si précieuse qu'elle doit être*

(68) DoD News Briefing, Secretary Rumsfeld, 12 septembre 2001
<http://www.defenselink.mil/news/Sep2001/t09122001j0912sd.htm>

(69) DoD News Briefing, Secretary Rumsfeld, 25 septembre 2001
http://www.defenselink.mil/news/Sep2001/t09252001_t0925sd.htm

accompagnée d'un garde du corps de mensonges — il parlait de la date et du lieu du débarquement. Et défait, ils se sont appliqués non seulement à ne pas parler de la date du débarquement en Normandie ni du lieu, ni de savoir si ça serait en baie de Normandie ou au nord de la Belgique, ils se sont mis en fait à semer la confusion chez les Allemands quant à savoir si cela se produirait. Et ils avaient une fiction d'armée sous le commandement de Patton, et diverses choses. Cela appartient à l'histoire, et j'en parle comme d'un contexte (...) Je ne me souviens pas avoir jamais menti à la presse, je n'en ai pas l'intention, et il ne me semble pas que cela se justifiera. Il y a des dizaines de façons d'éviter de se trouver dans le cas de devoir mentir. Et je ne fais pas cela. »

Le journaliste : « *Et cela vaut pour tout le monde au Département ?* »

Le secrétaire à la Défense : « *Vous plaisantez, je suppose.* » (rires).

Le 2 octobre, le sous-secrétaire à la Défense, Pete Aldridge Jr., adresse un courrier à tous les fournisseurs des armées'. Il leur indique que le secret-Défense s'étend à leurs activités commerciales, étant entendu que des informations apparemment anodines peuvent révéler beaucoup de choses sur les activités et intentions du département de la Défense. La discrétion s'impose donc désormais aux civils.

¹ Document consultable sur
<http://www.fas.org/sgp/news/2001/10/aldridge.html>

Le 4 octobre, le directeur des acquisitions de l'Air Force, Darlene Druyun, envoie un e-mail¹ à tous les fournisseurs de l'armée de l'air pour expliciter la lettre d'Aldridge. Il interdit à tous ses fournisseurs de discuter avec des journalistes aussi bien des contrats en cours de négociation que de ceux déjà signés et publics. L'interdiction est valable aussi bien aux Etats-Unis que dans tous les pays étrangers où les fournisseurs pourraient participer à des salons et colloques sur l'armement.

Le 5 octobre, le président Bush, en violation de la Constitution, ordonne à plusieurs membres de son cabinet de ne plus transmettre d'information aux parlementaires (cf. annexes).

Le 18 octobre, le secrétaire adjoint à la Défense, Paul Wolfowitz, adresse une note à tous les chefs de bureaux de son ministère pour diffusion à tout le personnel. Il écrit : *« // est vital que les agents du département de la Défense (DOD), tout comme les personnes relevant d'autres organisations collaborant avec le DOD, exercent une grande prudence dans leurs discussions touchant aux activités du DOD, et cela quelles que soient leurs responsabilités. Ne tenez aucune conversation relative à vos activités professionnelles dans les espaces ouverts, dans les lieux publics, durant vos déplacements domicile-travail, ou encore par des moyens de communication électronique non sécurisés. Les informations à caractère confidentiel seront abordées exclusivement dans les lieux prévus à cet effet, et avec des personnes disposant à la fois d'une raison spécifique d'accéder à l'information et d'une habi-*

¹ Document consultable sur
<http://www.fas.org/sgp/news/2001/10/druyun.html>

litation de sécurité ad hoc. L'information non confidentielle peut devoir faire l'objet d'une protection identique dès lors qu'elle peut être recoupée pour conduire à des conclusions à caractère sensible. La plus grande partie de l'information utilisée dans le cadre des missions du DOD sera soustraite (sic) du domaine public en raison de son caractère sensible. Dans le doute, abstenez-vous de diffuser ou discuter les informations officielles, sauf au sein du DOD. »

Simultanément, les autorités fédérales prennent des mesures pour garantir le secret de l'enquête sur les attentats. Le 11 septembre, le FBI demande aux compagnies aériennes de ne pas communiquer avec la presse. Pourtant leur témoignage permettrait d'élucider l'absence de remplissage des avions aussi bien que l'absence des pirates de l'air sur les listes de passagers. Le soir même, le FBI attend à leur domicile les frères Jules et Gédéon Naudet qui se trouvaient à Manhattan lors des *crashes*. Il confisque les cinq heures d'enregistrement vidéo, réalisés par les deux journalistes à l'intérieur des tours et sur les parvis. Seules six minutes d'enregistrement, correspondant au *crash* du premier avion, leur sont restituées. Ce document, qui pourrait permettre de mieux comprendre l'effondrement du World Trade Center, est placé sous scellés. Le FBI demande aussi à la société Odigo de ne pas communiquer avec la presse. Il serait pourtant intéressant de connaître la teneur exacte du message d'alerte reçu et les mesures prises pour limiter le nombre de personnes dans les Tours. Identiquement, l'autorité militaire interdit tout contact entre ses personnels impliqués et la presse. Les journalistes ne peuvent donc interroger ni les

pilotes de la chasse, ni les personnels des bases de Barksdale et d'Offutt. L'association des avocats américains, quant à elle, consciente que des procès en dommages et intérêts seraient autant d'occasions de rendre publics des secrets d'Etat, annonce qu'elle rayera du barreau tout juriste qui intenterait une procédure au nom des familles de victimes. Cette interdiction n'est énoncée que pour six mois, diverses expertises n'étant plus possibles au-delà.

Le président George W. Bush contacte personnellement les leaders du Congrès pour leur demander de ne pas mettre en péril la sécurité nationale en créant une commission d'enquête sur les événements du 11 septembre. Pour garder la face aussi bien que pour tourner la page, les parlementaires décident de créer une commission d'enquête jointe des deux assemblées... sur les mesures prises depuis le 11 septembre pour prévenir de nouvelles actions terroristes¹.

Le 10 octobre, la conseillère nationale de sécurité, Condoleezza Rice, convoque à la Maison-Blanche les directeurs des grandes chaînes de télévision (ABC, CBS, CNN, Fox, Fox News, MSNBC et NBC) pour faire appel à leur sens des responsabilités. Si la liberté d'expression reste la règle, les journalistes sont invités à exercer par eux-mêmes un « *jugement éditorial* » sur l'information et à s'abstenir de diffuser tout ce qui pourrait nuire à la sécurité du peuple américain².

(70) *Congressional Panels Join to Probe US Intelligence* par Walter Pincus, in *Washington Post* du 12 février 2001 <http://www.washingtonpost.com>

(71) *La « guerre de l'ombre » : les médias américains entre info et pro* *pagande*, dépêche de l'Agence France Presse du 11 octobre 2001.

Le message est reçu cinq sur cinq par la presse écrite. Immédiatement, Ron Gutting (rédacteur en chef du *City Sun*) et Dan Guthrie (rédacteur en chef du *Daily Courier*), qui avaient osé critiquer la ligne Bush, sont licenciés.

« *La Pravda et Les Izvestia de l'ancienne Union soviétique auraient eu du mal à surpasser les médias américains dans leur asservissement à l'agenda officiel. (...) Ils ont abandonné la notion d'objectivité ou même l'idée de proposer un espace public où les problèmes soient discutés et débattus. (...) C'est un scandale qui trahit l'activité d'un système de propagande, pas celle de médias sérieux, essentiels dans une société démocratique* » commente Edward Herman, professeur de Sciences politiques à l'université de Pennsylvanie.¹

Enfin, à l'issue de trois semaines de débats, le Congrès adopte le *Uniting and Strengthening America by Providing Appropriate Tools Required to Intercept and Obstruct Terrorism Act*² (dont l'acronyme est USA PATRIOT Act). Cette loi d'exception suspend diverses libertés fondamentales pour une période de quatre ans afin de donner à l'administration les moyens de lutter efficacement contre le terrorisme. Il n'échappe à personne que la durée de quatre ans recouvre la totalité du mandat de George W. Bush, période électorale pour sa réélection comprise. Elle réprime les « *terroristes et ceux qui les soutiennent* »

(72) Cité par Olivier Pascal-Moussac-Hard, *Les Journalistes à l'épreuve du* *] septembre*, in *Télérama* au 30 janvier 2002.

(73) Loi pour l'unité et la force de l'Amérique par l'attribution de moyens appropriés pour intercepter et empêcher le terrorisme.

selon une définition très extensive. Ainsi, la collecte de fonds pour soutenir les familles des militants de TIRA emprisonnés au Royaume-Uni devient un crime fédéral. La durée de la garde à vue des étrangers suspects de terrorisme est étendue à une semaine. En cas de mise en examen (pour quelque motif que ce soit sans lien nécessaire avec la suspicion de terrorisme), les suspects peuvent être placés au secret pour une période de six mois, renouvelable sans limites si l'atorney général estime que leur mise en liberté « *menacerait la sécurité nationale ou celle de la société ou d'une personne* ». Immédiatement, mille deux cents immigrants sont placés en détention pour une période indéterminée sous des chefs d'inculpation secrets. Les agents consulaires étrangers dénoncent les atteintes aux droits fondamentaux de leurs ressortissants à l'instar du Consul général du Pakistan à New York, qui déclare : « *dans la plupart des cas, nous n'avons ni l'identité, ni le lieu de détention de nos ressortissants. On daigne tout au mieux nous donner leur nombre (...) Les autorités font aussi pression sur eux pour qu'ils n'accèdent pas à leurs droits à contacter leurs représentations consulaires ou des avocats. C'est proprement inadmissible* ».

L'US PATRIOT Act permet enfin au FBI d'intercepter les communications hors du contrôle d'un magistrat¹. Cette mesure est applicable aux communications échangées par des ressortissants étrangers, entre pays étrangers, mais transitant par le territoire américain par l'entremise d'internet.

¹ Cette disposition très controversée avait l'agrément du Parti démocrate. Cf. la tribune libre de John Podesta (ancien secrétaire général de la Maison-Blanche sous Bill Clinton) *Tools for Counterterrorism*, in *Washington Post* du 18 septembre 2001 <http://www.washingtonpost.com>

Le 31 octobre, le département de la Justice suspend le droit des personnes placées en garde-à-vue ou en détention à s'entretenir seules avec leur avocat¹. Désormais, ces rencontres peuvent être espionnées et enregistrées, et leurs propos utilisés contre les suspects, ce qui anéantit toute possibilité pour le client et l'avocat d'élaborer ensemble une stratégie de défense.

Le 13 novembre, le président Bush décrète que les étrangers « *suspectés de terrorisme* », ce qui inclut **les** « *membres et anciens membres d'Al-Qaeda* » et les personnes ayant aidé (même à leur insu) à conspirer en vue de commettre des attentats (même non réalisés), ne seront pas jugés par les tribunaux fédéraux, ni même par des tribunaux militaires, mais par des commissions militaires². Ces commissions seront composées discrétionnairement par le secrétaire à la Défense et établiront elles-mêmes leur Code de procédure. Leurs séances pourront se tenir à huis **clos**. **Les** « *procureurs militaires* » ne seront pas tenus de communiquer aux prévenus et à leurs défenseurs les « *preuves* » dont ils disposeraient. Elles prendront leurs décisions à la majorité des deux tiers (et non pas à l'unanimité comme le veut la norme internationale en matière criminelle). Le même jour, le département de la Justice rafle cinq mille suspects d'origine moyen-orientale, presque tous en situation régulière et n'ayant commis aucune infraction, pour les « *interroger* ».

(74) Attorney General Aschcroft Outlines Foreign Terrorist Tracking Task

Force, Département de la Justice, 31 octobre 2001

http://www.usdoj.gov/ag/speeches/2001/agcrisisremarksIO_31.htm.

(75) Presidents Military Order : *Détention, Treatment, and Trial of*

Certain Non-Citizens in War Against Terrorism, 13 novembre 2001

<http://www.whitehouse.gov/news/releases/2001/11/20011113-27.html>

S'appuyant sur le Comité anti-terroriste¹ créé par la résolution 1373² (28 septembre) des Nations Unies, le département d'Etat fait enjoindre ses alliés par l'ONU d'adopter des législations similaires. A ce jour, cinquante-cinq pays (dont la France à travers la « *loi sur la sécurité quotidienne* ») ont ainsi transcrit en droit interne certaines dispositions de PUS PATR10T Act. Leur but n'est pas de protéger les populations locales du terrorisme, mais de permettre aux services de police états-uniens d'étendre leurs activités au reste du monde. Il s'agit essentiellement d'allonger les délais de garde-à-vue dans les affaires de terrorisme, de limiter la liberté de la presse, et d'autoriser les interceptions de communication par les forces de sécurité sans contrôle judiciaire. Au Royaume-Uni, la loi anti-terroriste autorise la détention de suspects étrangers en dehors de toute instruction, en violation de la Convention européenne des Droits de l'homme. Au Canada, la loi anti-terroriste contraint les journalistes à livrer leurs sources sur réquisition d'un magistrat, sous peine d'incarcération immédiate. En Allemagne, les services de renseignements se voient attribuer des pouvoirs de police judiciaire pour se transformer en polices politiques. En Italie, les services secrets sont autorisés à commettre toutes sortes de délits sur le territoire national, dans l'intérêt de la Défense nationale, et n'auront aucun compte à rendre à la justice. Etc³. En définitive, le secrétaire d'Etat, Colin Powell, vient en Europe s'assurer que les polices nationales pourront désormais transmettre sans formalités au FBI les informations en leur possession et pour installer une antenne du FBI dans les locaux d'Europol.

* * *

« Depuis le 11 septembre, le gouvernement a fait voter des lois, adopter des politiques et des procédures qui ne sont pas en accord avec nos lois et valeurs établies et auraient été impensables auparavant » écrit la prestigieuse *New York Review of Books*⁴. Exaltant sa mystique patriotique, le pays de la libre expression et de la transparence politique s'est replié sur une conception extensive de la raison d'Etat et du secret-Défense applicable à tous les secteurs de la société-La version officielle des événements du 11 septembre ne permet pas de justifier un tel revirement. Si les ennemis sont des misérables cachés dans des grottes en Afghanistan, pourquoi craindre les conversations entre collègues dans l'enceinte du Pentagone ? Comment imaginer qu'une poignée de terroristes puisse recueillir et traiter des informations éparses sur des achats d'armement et en déduire les plans de l'armée des Etats-Unis ? Pourquoi suspendre le fonctionnement normal des institutions et priver les parlementaires, même à huis clos, des informations indispensables à la vie démocratique ?

(76) Site officiel du Comité antiterroriste du Conseil de sécurité des Nations Unies
[hKp://www.un.org/french/docs/sc/committees/1373/](http://www.un.org/french/docs/sc/committees/1373/).

(77) *Résolution 1373* du Conseil de sécurité, Nations Unies 28 septembre 2001, téléchargeable depuis
<http://www.un.org/french/docs/sc/2001/res1373f.pdf>

(78) *Le Top 10 des Etats les plus liberticides* par le collectif Libertés immuables (Fédération internationale des ligues des Droits de l'homme, Human Rights Watch, Reporters sans frontières).
 Téléchargeable depuis <http://www.enduring-freedoms.org/pdt7RAPPORTL.pdf>

⁴ *The Treat to Patriotism* par Ronald Dworkin, in *The New York Review of Books* du 28 février 2002 <http://www.nybooks.com>

Et si la version officielle, selon laquelle les attentats ont été perpétrés par des terroristes étrangers, est vraie, pourquoi empêcher toute enquête du Congrès et toute investigation de la presse ?

N'assiste-t-on pas plutôt à un changement de régime politique programmé bien avant le 11 septembre ? En plusieurs occasions depuis un demi-siècle, la CIA a tenté de faire adopter une loi interdisant à la presse d'évoquer les affaires d'Etat et criminalisant les fonctionnaires et journalistes qui les dévoileraient. En novembre 2000, le très réactionnaire sénateur Richard Shelby, qui présidait alors la Commission sénatoriale du renseignement, fit ainsi voter une « *Loi sur le secret* » (Official Secrecy Act) à laquelle le président Bill Clinton opposa son veto. Richard Shelby réitéra la manœuvre en août 2001, espérant un meilleur accueil du président Bush¹. La proposition de loi était en discussion lorsque survinrent les attentats, elle a été partiellement incorporée à la « *Loi sur le renseignement* » (Intelligence Act) du 13 décembre 2001. Immédiatement, l'attorney général John Ashcroft a créé une unité spéciale chargée d'évaluer les moyens de remédier aux fuites d'informations classifiées². Elle remettra un rapport sous six mois. D'ores et déjà, de nombreux sites web officiels ont été nettoyés : des informations publiques ont été retirées au

(79) *Reviving a Misconceived Secrecy Bill*, éditorial du *New York Times* du 21 août 2001, <http://www.nytimes.com>, *No More Secrecy Bills*, éditorial du *Washington Post* du 24 août 2001, <http://www.washingtonpost.com>, *Classified Silencing*, éditorial du *St Petersburg Times* du 24 août 2001 ; <http://www.sptimes.com>, *No Official Secret Act*, éditorial de *The Hill* du 5 septembre 2001, <http://www.hillnews.com> Etc.

(80) Task Force to review ways to combat leaks of classified information.

Cf. *Washington jaloux de ses sources ouvertes*, in *Intelligence Online* du 3 janvier 2002 <http://www.intelligenceOnline.fr>.

motif que leur recoupement pourrait permettre aux « *terroristes* » de déduire des informations secrètes.

La Justice, les commissions d'enquête du Congrès et la presse, c'est-à-dire tous les contre-pouvoirs, ayant été neutralisés, l'exécutif s'est doté de nouvelles structures lui permettant d'étendre à la politique intérieure les méthodes déjà éprouvées par la CIA et les Forces armées à l'extérieur.

La création de l'Office of Homeland Security (OHS), annoncée au Congrès par le président Bush le 20 septembre, n'est intervenue que le 8 octobre. Il ne s'agit pas d'une mesure de circonstance, mais d'une profonde réforme de l'appareil d'Etat américain. Désormais, **l'administration** distinguera sécurité intérieure et extérieure. Le directeur de l'POHS (Tom Ridge) sera l'égal de la Conseillère nationale de sécurité (Condoleezza Rice). Chacun présidera un Conseil : le Council of Homeland Security et le National Security Council. Leurs compétences distinctes se recoupent en de nombreux domaines. Aussi, le président Bush a-t-il nommé un conseiller national de sécurité adjoint en charge de la lutte anti-terroriste qui, bien que dépendant de Condoleezza Rice, devra se tenir à la disposition de Tom Ridge. Ce poste charnière a été confié au général Wayne A. Downing au profil particulièrement musclé¹. Downing fut, entre autres, le patron du Commandement des opérations spéciales du réseau *stay-behind*¹. Il assurera également le lien entre les

¹ *Bush Nominates Army General to NSC Post on Terrorism* par Mike Allen et Thomas Ricks, in *Washington Post* du 30 septembre 2001, et *Two Key Advisers Are Filing New Posts to Fight New War* par Mike Allen et Eric Pianin, in *Washington Post* du 10 octobre 2001 <http://www.washingtonpost.com>

Conseils et le Bureau pour l'influence stratégique, chargé de manipuler les opinions publiques et gouvernements étrangers.

Le Bureau de la Sécurité intérieure détient de vastes pouvoirs de coordination qui pourront évoluer avec le temps. Il est difficile de dire s'il jouera un rôle comparable à celui du Bureau de la Mobilisation de guerre (OWM) pendant la Seconde Guerre mondiale, ou à celui de l'actuel Bureau de la politique nationale de contrôle de la drogue (ONDCP) qui supervise les opérations militaires en Amérique latine³. Quoi qu'il en soit, on assiste à une prise en main de la vie civile par les militaires et les agences de renseignement⁴,

« Les historiens se souviendront qu 'entre novembre 2001 et février 2002, la démocratie —telle qu 'elle avait été imaginée par les rédacteurs de la Déclaration d'indépendance et de la Constitution des Etats-Unis— est morte. Comme la démocratie expirait, l'Etat fasciste et ihéocratique américain naissait » commentent deux grands journalistes, John Stanton et Wayne Madsen⁵.

TROISIÈME PARTIE

L'empire attaque

(81) Le *stay-behind* est le plus secret des services secrets. Il a été constitué tué à la Libération, en « retournant » des agents nazis pour lutter contre l'influence grandissante des communistes. Infiltré au plus haut niveau dans les gouvernements occidentaux, il a été utilisé pour truquer les processus démocratiques. La branche italienne du *stay-behind* est connue du public sous le nom de *Gladio*.

(82) *Homeland Security : the Presidential Coordination Office* par Harold Relyea, Congressional Research Service, The Library of Congress, 10 octobre 2001, téléchargeable depuis http://www.fpc.gov/CRSJCEPS/crs_hsec.pdf.

(83) *Pentagon Debates Homeland Defense Role* par Bradley Graham et

Bill Miller, in *Washington Post* du 11 février 2001,
<http://www.washingtonpost.com>
5 *The Emergence of the Fascist American Tfeocratic State* par John
Stanton et Wayne Madsen, 10 février 2002.

Chapitre 8 C'EST LA

FAUTE À BEN LADEN !

Au matin du 11 septembre, lorsque CNN diffusa les premières images d'une des tours du World Trade Center en feu et que Ton ne savait pas encore s'il s'agissait d'un accident ou d'un attentat, les commentateurs de la chaîne tout-infos évoquèrent la possible responsabilité d'Oussama Ben Laden. Progressivement, cette hypothèse s'imposa comme la seule explication humainement acceptable. Des attentats d'une telle barbarie ne pouvaient être que l'œuvre d'un monstre, radicalement étranger au monde civilisé, empli d'une haine irrationnelle contre l'Occident, et dont les mains étaient couvertes de sang. Ce dément était déjà identifié : c'était l'ennemi public numéro 1 des Etats-Unis : Oussama Ben Laden. La rumeur fut d'abord alimentée par des confidences à la presse de « *sources généralement bien informées* » ou « *proches de l'enquête* ». Elle se fit officielle lorsque Colin Powell qualifia publiquement Ben Laden de « *suspect* ». Elle devint un dogme lorsque George W. Bush le désigna comme le coupable. A ce jour, cette accusation n'a pas été publiquement étayée. Mais les autorités américaines s'en considèrent dispensées par la publication d'une vidéo d'Oussama Ben Laden ayant à leurs yeux valeur d'aveux.

Oussama Ben Laden¹ est l'un des cinquante-quatre enfants de cheick Mohammed Ben Laden, fondateur, en 1931, du Saudi Binladen Group (SBG). Cette holding, la plus importante d'Arabie Saoudite, réalise la moitié de son chiffre d'affaires dans le bâtiment et les travaux publics, et l'autre moitié dans l'ingénierie, l'immobilier, la distribution, les télécommunications et l'édition. Elle a formé une société suisse d'investissements, la SICO (Saudi Investment Company), qui a créé plusieurs sociétés avec des filiales de la National Commercial Bank saoudienne. Le SBG détient d'importantes participations dans Général Electric, Nortel Networks et Cadbury Schweppes. Il est représenté aux Etats-Unis pour ses activités industrielles par Adnan Khashoggi (ex-beau-frère de Mohammed al-Fayed), tandis que ses avoirs financiers sont gérés par le Carlyle Group. Jusqu'en 1996, les montages des filiales du SBG étaient préparés à Lausanne par son conseiller, le banquier nazi François Genoud, exécuter testamentaire du Dr Goebbels et mécène du terroriste Carlos. Le SBG est indissociable du régime wahhabite, au point d'avoir longtemps été le contractant officiel et unique pour la construction et la gestion des lieux saints du royaume, Médine et La Mecque. De même, il a remporté la majorité des marchés BTP de construction des bases militaires US en Arabie Saoudite et de reconstruction du Koweït après la guerre du Golfe. Après le décès accidentel de cheick Mohammed Ben Laden, en 1968, son fils aîné, Salem, lui a succédé. Celui-ci est décédé à son tour dans un « accident » d'avion survenu au Texas, en 1988. Désormais, le SBG est dirigé par Bakr, le deuxième fils du fondateur.

Né en 1957, Oussama est diplômé en management et en économie de la King Abdul Aziz University. Il passe pour être un homme d'affaires avisé. En décembre 1979, il fut sollicité par son tuteur, le prince Turki al-Fayçal al-Saud (directeur des services secrets saoudiens de 1977 à août 2001), pour gérer financièrement les opérations secrètes de la CIA en Afghanistan. En dix ans, la CIA investit deux milliards de dollars en Afghanistan pour faire échec à l'URSS, faisant de ces opérations les plus coûteuses jamais engagées par elle. Les services saoudiens et états-uniens recrutèrent des islamistes, les formèrent, les armèrent et les manipulèrent dans une Jihad (guerre sainte) pour combattre et vaincre les Soviétiques à leur place². Oussama Ben Laden gérât les besoins de ce monde hétéroclite sur un fichier informatique dit « al-Qaeda » (littéralement « la base » de données).

(84) De nombreux ouvrages retracent la biographie d'Oussama Ben Laden. La plupart ressortent plutôt de la propagande ou du sensationnalisme que de l'enquête rigoureuse. Les ouvrages les plus vendus comme *Bin Laden, the Man who Declared War on America* de Yossef Bodansky (Prima Publishing éd., 1996) [Bodansky est par ailleurs consultant du Congrès] ou *Au nom d'Oussama Ben Laden* de Roland Jacquard (Jean Picollec éd., 2001) sont fondés sur des rapports non publiés de services de renseignements, donc sur des informations invérifiables. Plus sérieux, les enquêtes réalisées par le magazine Frontline de PBS, notamment *Hunting Bin Laden* (2001) et *Inside the Network* (2002). Retranscriptions intégrales sur <http://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/shows>.

(85) Cf. *Les Dollars de la terreur, les Etats-Unis et les islamistes*
par
Richard Labérivière (Grasset éd., 1999), *Jihad, expansion et*

déclin de
l'islamisme par Gilles Kepel (Gallimard éd., 2000).

Après la défaite de l'URSS, les USA se désintéressèrent complètement du sort de l'Afghanistan qu'ils laissèrent aux mains de chefs de guerre, et des *moujahidin* qu'ils avaient engagés partout dans le monde arabo-musulman pour lutter contre l'Armée rouge. Oussama Ben Laden aurait alors cessé de travailler pour la CIA et aurait récupéré ces combattants pour son propre compte. En 1990, il aurait proposé à la monarchie saoudienne de mettre ses hommes à son service pour bouter l'apostat laïque Saddam Hussein hors du Koweït et n'aurait pas apprécié de se voir préférer la coalition conduite par Bush père (président), Dick Cheney (alors secrétaire à la Défense) et Colin Powell (alors chef d'état-major interarmes).

Les islamistes se scindèrent bientôt en deux camps, selon qu'ils étaient alliés ou adversaires des américano-saoudiens. O. Ben Laden se trouva dans le groupe conduit par le leader soudanais Hassan el-Tourabi où Ton trouvait aussi Yasser Arafat. Ils participèrent ensemble à des Conférences populaires arabes et islamiques à Khartoum.

En 1992, les Etats-Unis débarquèrent en Somalie, sous mandat de l'ONU pour « ramener l'espoir » (*Restore Hope*). Quelques anciens d'Afghanistan y firent le coup de feu contre les GI's. Ils participèrent à une opération au cours de laquelle dix-huit soldats américains trouvèrent la mort. Oussama Ben Laden fut désigné comme responsable des accrochages. L'armée des Etats-Unis plia bagage. Dans l'imaginaire collectif, Ben Laden venait de vaincre les Américains après avoir battu les Soviétiques.

Oussama Ben Laden fut alors déchu de sa nationalité saoudienne et s'installa au Soudan. Rompant avec sa famille, il reçut sa part d'héritage estimée à trois cent millions de dollars¹. Il investit cette somme dans la création de plusieurs banques, sociétés agroalimentaires et de distribution locales. D'abord avec l'appui du colonel Omar Hassan el-Béchir, puis d'Hassan el-Tourabi, il développa diverses compagnies au Soudan, construisant un aéroport, des routes, installant un pipeline et contrôlant la majeure partie de la production de gomme arabique. Malgré ces réalisations, il fut expulsé du Soudan en 1996, sous la pression de l'Egypte qui l'accusait d'avoir fomenté un complot pour assassiner le président Hosni Moubarak, il revint alors en Afghanistan.

En juin 1996, dix-neuf soldats américains trouvèrent la mort dans un attentat sur la base militaire de Khobar (Arabie Saoudite). Les Etats-Unis accusèrent Oussama Ben Laden d'en être le commanditaire. En réponse, il retourna la Jihad contre les USA et Israël dans sa célèbre épître « *Expulsez les polythéistes de la péninsule arabique* ». Il y reprend le même argumentaire qu'il avait utilisé avec la CIA en Afghanistan : il serait du devoir sacré de tout musulman de libérer les territoires occupés de l'islam. Sauf qu'il est difficile de comparer la sanglante occupation soviétique de l'Afghanistan avec l'installation contractuelle des bases militaires US en Arabie Saoudite. L'exhortation du milliardaire n'ayant pas eu l'écho espéré dans les milieux musulmans populaires, il

¹ Sur les investissements financiers d'Oussama Ben Laden, on se reportera à *Ben Laden, La Vérité interdite* de Jean-Charles Brisard et Guillaume Dasquié (Denoël éd., 2001).

créa, en 1998 avec le leader égyptien Ayman al-Zawahiri, le Front islamique international contre les juifs et les croisés.

Le 7 août 1998, des attentats dévastèrent les ambassades américaines à Daar-es-Salam (Tanzanie) et Nairobi (Kenya) faisant deux cent quatre-vingt dix-huit morts et plus de quatre mille cinq cents blessés. Les Etats-Unis accusèrent Oussama Ben Laden d'en être le commanditaire. Le président Bill Clinton fit tirer soixante-quinze missiles de croisière sur les camps de Djalalabad et de Khost (Afghanistan) et le laboratoire d'Al-Shifa (Soudan). Le FBI inculpa Ben Laden et mit sa tête à prix pour cinq millions de dollars. Tous ses avoirs financiers furent gelés.

Le 12 octobre 2000, un attentat au canot explosif endommagea le destroyer USS Cole en rade d'Aden (Yemen) tuant dix-sept marins et en blessant trente-neuf autres. Les Etats-Unis accusèrent Oussama Ben Laden d'en être le commanditaire.

Le 8 mai 2001, Donald Rumsfeld révéla que l'ennemi public n°1 des Etats-Unis non seulement disposait déjà d'armes bactériologiques et chimiques, mais était sur le point d'assembler une bombe atomique et de lancer un satellite.

Interviewé par le magazine *Frontline* (PBS)¹, Milton Bearden (ex-chef de poste CIA au Soudan dans les années quatre-vingts et un des principaux responsables des opérations secrètes de l'Agence en

¹ *Hunting b'm Laden*, Frontline (PBS, 2001)
<http://www.pbs.org/wgbh/pages/frontline/shows>.

Afghanistan) exprime son scepticisme : « *Simplifier à l'extrême et établir un lien entre lui [Oussama Ben Laden] et tous les actes terroristes de la décennie écoulée est une insulte à [l'intelligence] de la plupart des Américains. Et cela n'encourage certainement pas nos alliés à nous prendre au sérieux en la matière* ». Milton Bearden, qui a retrouvé sa liberté de parole depuis qu'il a pris sa retraite, en 1994, continue : « *// y a beaucoup de fiction dans tout ça. C'est toute la mythologie d'Oussama Ben Laden. Ça fait partie du spectacle. Nous n'avons pas d'ennemi national. Nous n'avons plus d'ennemi national depuis que l'Empire du Mal [l'URSS] a sombré en 1991. Et je pense que nous aimons ça. Nous aimons tout ce terrorisme international assez bizarre à un moment où [le vrai terrorisme] change dramatiquement de caractère* ».

Quoi qu'il en soit, « *the show must go on* »² : les USA accusèrent Oussama Ben Laden d'être le commanditaire des attentats du 11 septembre 2001. Devant le scepticisme des chancelleries, le général Colin Powell, secrétaire d'Etat, invité de *Meet the Press* (NBC), annonçait : « *Nous travaillons durement pour synthétiser toutes les informations judiciaires et les renseignements. Et je pense que, dans un futur proche, nous pourrions publier un document qui décrira clairement les preuves dont nous disposons de ses liens avec cette attaque* »². Plusieurs fois annoncé, ce document n'a jamais été publié.

(86) "Le spectacle doit continuer".

(87) *Meet the Press*, NBC, 23 septembre 2001
<http://www.state.gov/secretary/rm/2001/index.cfm?doctd=5012>.

Le 4 octobre, le Premier ministre britannique, Tony Blair, présenta aux Communes un rapport intitulé *Responsabilité des atrocités terroristes commises aux Etats-Unis*⁽⁸⁸⁾. Pour tout argument, on peut y lire que : « *Aucune autre organisation n'a à la fois les motivations et la capacité de conduire des attaques comme celles du 11 septembre, sinon le réseau Al-Qaeda dirigé par Oussama Ben Laden* ». Le même jour, le ministre pakistanais des Affaires étrangères, Riaz Muhammad Khan, déclarait que les « *preuves* » américaines transmises à son gouvernement « *fournissaient une base suffisante pour traduire [Ben Laden] en justice* ». Ces « *preuves* » étant classées secret-Défense n'ont jamais été rendues publiques.

Le 7 octobre, les ambassadeurs états-uniens et britanniques informaient TONU de l'action militaire que leurs pays avaient engagée en Afghanistan⁽⁸⁹⁾. John Negroponte (USA) écrivait : « *Mon gouvernement a obtenu des informations claires et indiscutables que l'organisation Al-Qaeda, qui est soutenue par le régime taliban en Afghanistan, a joué un rôle central dans les attaques* ». Ces informations « *claires et indiscutables* » n'ont jamais été transmises au Conseil de sécurité.

Le 10 novembre, le *Sunday Telegraph* révélait l'existence d'une vidéo-cassette (enregistrée le 20 octobre) dans laquelle Oussama Ben Laden aurait revendiqué

(88) *Responsability for the Terrorist Atrocities in the United States, il September 2001*, by Tony Blair (1ère version). <http://www.number-10.gov.uk/evidence.htm>.

(89) Lettre de l'ambassadeur Negroponte au président du Conseil de sécurité. Document ONU S/2001/946. Voir aussi la lettre de l'ambassadeur Eldon, document ONU S/2001/947.

les attentats : « *Les tours jumelles étaient des cibles légitimes. Elles constituaient un pilier de la puissance économique américaine. Ces événements ont été grandioses à tout point de vue. Ce qui a été détruit, ce ne sont pas seulement les tours jumelles, mais les tours du moral de ce pays* ». Ben Laden y aurait également menacé le président américain et le Premier ministre britannique : « *Bush et Blair ne comprennent rien d'autre que les rapports de force. A chaque fois qu'ils nous tuent, nous les tuons, afin qu'un équilibre des forces soit atteint* ». Ces révélations ont été confirmées le jour même par Tony Blair, qui a indiqué aux Communes avoir pris connaissance d'une retranscription. Cette mystérieuse cassette est citée dans la version actualisée du rapport Blair⁽⁹⁰⁾. Il s'agit en fait d'une interview réalisée par la chaîne tout-infos Al-Jazeera et diffusée par CNN en janvier 2002.

Coup de théâtre : le 9 décembre, le *Washington Post* révélait à la « une » l'existence d'une nouvelle cassette vidéo⁽⁹¹⁾. Enregistrée par un proche de l'ennemi public n° 1, le 11 septembre, elle montre les réactions d'Oussama Ben Laden aux événements et certifie définitivement sa responsabilité dans leur planification. Selon *Reuters*, citant un officiel anonyme, le leader d'Al-Qaeda y indique même que la plupart des pirates de l'air n'étaient pas des kamikazes et ignoraient qu'ils seraient sacrifiés.

(90) *Responsability for the Terrorist Atrocities in the United States, 11 September 2001*, by Tony Blair (2ème version). Téléchargement : <http://www.pm.gov.uk/file.asp?file=ich2590>

(91) *New Tape Points to Bin Laden*, by Walter Pincus et Karen DeYoung, in *The Washington Post*, 9 décembre 2001 <http://www.washingtonpost.com>

Invité de *This Week* (ABC), le secrétaire adjoint à la Défense, Paul Wolfowitz, a commenté : « C 'est répugnant. Je veux dire, voilà un homme qui s'enorgueillit et prend plaisir à tuer des milliers d'êtres humains innocents. Cela confirme tout ce que nous savions déjà sur lui. Il n'y a rien de nouveau ou de surprenant là-dedans. C'est simplement une confirmation. Et j'espère que cela va faire taire définitivement les insanes théories conspirationnistes selon lesquelles d'une certaine manière les Etats-Unis ou quelqu'un d'autre seraient les coupables. »'

Cette cassette a été diffusée par le Pentagone, le 13 décembre 2001. Oussama Ben Laden y prononce des « aveux » en tous points conformes à la version officielle que nous savons très éloignée de la réalité. « *Je pensais que l'incendie causé par le carburant de l'avion ferait fondre la structure métallique [du World Trade Center] et qu 'il ferait s'effondrer la partie touchée et uniquement les étages situés au-dessus. C'est tout ce que nous espérions (...) Nous avons fini notre travail pour la journée, et nous avons mis la radio (...) Nous avons changé de station pour capter les nouvelles de Washington. Le bulletin d'information suivait son cours. L'attaque n 'a été mentionnée qu'à la fin. Alors, le journaliste a annoncé qu'un avion venait de frapper le World Trade Center (...) Un moment s'est écoulé, puis ils ont annoncé qu 'un autre avion avait percuté le World Trade Center. Les frères qui ont entendu la nouvelle étaient fous de joie (...) Les frères, ceux qui ont mené l'opération, tout ce qu 'ils savaient, c 'est qu 'ils avaient une opération de martyre à réaliser, et nous avons demandé à chacun*

1 *This Week*, ABC, 9 décembre 2001.

*d'eux d'aller en Amérique, mais ils ne savaient rien de l'opération, pas un seul mot. Mais ils étaient entraînés et nous ne leur avons rien révélé de l'opération jus-qu 'au moment où ils étaient là et s'apprêtaient à s'embarquer dans les avions (...) Ils étaient pris d'une joie délirante lorsque le premier avion s'est écrasé contre le bâtiment, et je leur ai dit : « Soyez patients » (...) Le laps de temps entre le premier et le deuxième avion qui se sont écrasés contre les tours était de vingt minutes et celui entre le premier avion et celui qui s'est écrasé contre le Pentagone était une heure, A*1*

Non seulement l'agent Ben Laden crédite la fable de l'effondrement des tours par effet de combustion, celle des équipes kamikazes et même celle du *crash* sur le Pentagone, mais il prend soin de démentir l'évidence. La vidéo se termine en effet par ce commentaire de son acolyte : « *Ils [les Américains] étaient terrifiés et pensaient qu 'il s'agissait d'un coup d'Etat* ». Si c'est l'ennemi public n°1 des Etats-Unis qui le dit...

* * *

La culpabilité du récidiviste Oussama Ben Laden dans les attentats du 11 septembre ne ferait donc pas de doute puisqu'il aurait avoué même des actions qui n'ont pas existé. Mais Ben Laden a-t-il vraiment coupé avec la CIA et est-il devenu un ennemi de l'Amérique ?

1 La retranscription intégrale de la cassette par le département d'Etat est reproduite en annexe.

De 1987 à 1998, la formation des combattants d'Al-Qaeda fut supervisée par Ali Mohammed, officier égyptien incorporé dans l'armée des Etats-Unis. Mohammed enseignait simultanément à la John Kennedy Spécial Warfare Center and School, où il formait les membres du plus secret des réseaux d'influence, le *stay-behind*, et les officiers des Forces spéciales US¹. Connaissant les règles de sécurité des services secrets américains, qui prévoient une surveillance constante des agents entre eux, peut-on croire un instant qu'Ali Mohammed pouvait travailler en alternance dans une base militaire aux USA et dans celles d'Al-Qaeda au Soudan et en Afghanistan sans être immédiatement démasqué ? L'arrestation médiatisée d'Ali Mohammed, fin 1998, ne peut suffire à cacher que le *stay-behind* formait les combattants d'Al-Qaeda et donc qu'Oussama Ben Laden continuait à travailler pour la CIA au moins jusqu'en 1998 !

Comment d'ailleurs ne pas voir que la légende d'Oussama Ben Laden est une couverture fabriquée de toutes pièces par la CIA ? Ainsi, a-t-on tenté de nous faire croire que Ben Laden aurait bouté hors de Somalie la plus grande armée du monde avec seulement une vingtaine de combattants !

Ou encore, a-t-on présenté les attentats de Nairobi et Daar-es-Salam comme anti-américains, alors qu'aucun des onze morts de Daar-es-Salam n'était états-unien, et qu'à Nairobi seuls douze des deux cent treize morts étaient américains. Ceux qui ont monté ces attentats faussement anti-américains

¹ *The Masking of a Militant* par Benjamin Weiser et James Risen, in *The New York Times* du 1er décembre 1998.

avaient pris le soin d'en faire supporter les conséquences à d'autres.¹

En réalité, la CIA a continué à recourir aux services d'Oussama Ben Laden contre l'influence russe comme elle l'avait fait contre les Soviétiques. On ne change pas une équipe qui gagne. La « légion arabe » d'Al-Qaeda a été utilisée, en 1999, pour soutenir les rebelles kosovars contre la dictature de Belgrade². Elle était opérationnelle en Tchétchénie, au moins jusqu'en novembre 2001, ainsi que l'atteste le *New York Times*³. La prétendue hostilité de Ben Laden contre les Etats-Unis permet à Washington de nier sa responsabilité dans ces coups tordus.

Les liens entre la CIA et Ben Laden n'ont pas été coupés en 1998. Gravement malade, il est allé se faire soigner du 4 au 14 juillet 2001 à l'hôpital américain de Dubaï (Emirats arabes unis). « *Durant son hospitalisation [il] a reçu la visite de plusieurs membres de sa famille, de personnalités saoudiennes*

¹ *Terrorism : US Response to Bombing in Kenya and Tanzania, a New Policy Direction ?* par Raphaël Perl, Congressional Research Service (The Library of Congress, 1er septembre 1998). Téléchargement <http://www.house.gov/crstnip/98-733.pcif> ; et *Significant Incidents of Political Violence Against Americans*, Département d'Etat (1998), Téléchargement <http://www.ds-osac.org/publications/doc/umeiib'sigi998.pdf> ² *Osamagaic* par Michel Chossudovsky, Center for Research on Globalisation, 9 octobre 2001 <http://www.globalresearch.ca/articles/CHOH0A.html> et *Les Soldats de Ben Laden en Bosnie et au Kosovo* par Kosta Christich, in *Balkans-infos d'octobre 2001*.

³ *Var on Terror Costa Chechen Conflict in a New Light* par Michael Wines, in *The New York Times* du 9 décembre 2001 <http://www.nytimes.com>

et émiraties. Au cours de ce même séjour, le représentant local de la CLA, que beaucoup de gens connaissent à Dubaï] a été vu empruntant l'ascenseur principal pour se rendre dans la chambre d'Oussama Ben Laden » écrit *Le Figaro*⁹². « La nuit précédant les attaques terroristes du 11 septembre, Oussama Ben Laden se trouvait au Pakistan (...) il fut introduit discrètement dans un hôpital militaire à Rawalpindi pour y subir une dialyse », rapporte le correspondant de CBS⁹³.

L'homme qui a lancé la *Jihad* contre les USA et Israël, l'homme dont le FBI a mis la tête à prix cinq millions de dollars, l'homme dont les camps d'entraînement ont été bombardés par des missiles de croisière, se fait soigner dans un hôpital américain à Dubaï où il disserte avec le chef de poste CIA, puis il subit une dialyse sous protection de l'armée pakistanaise à Rawalpindi.

La supercherie implique des proches de Ben Laden et des combattants d'Al-Qaeda. Par exemple, selon la version officielle américaine, le laboratoire d'Al-Shifa (Soudan) aurait été utilisé par Ben Laden pour fabriquer des armes chimiques de destruction massive. C'est pourquoi il aurait été bombardé par l'US Air Force en 1998. Pourtant, des observateurs internationaux, venus inspecter les ruines, ont contesté que l'usine ait fabriqué autre chose que de l'aspirine. Cette usine appartenait conjointement à Oussama Ben Laden et à Salah Idris. La CIA accuse ce dernier

(92) *La CIA a rencontré Ben Laden à Dubaï en juillet* par Alexandre Richard, in *Le Figaro* du 31 octobre 2001.

(93) *Hôpital Worker : I Saw Osama* par Barry Petersen, CBS 29 janvier 2002, <http://www.cbsnews.com>

de complicité dans la fabrication d'armes chimiques et de financement du Jihad islamique en Egypte. Elle fit geler ses avoirs financiers, mais leva discrètement la mesure en mai 1999. Le « terroriste » Salah Idris détient aujourd'hui 75% d'IES Digital Systems et 20% de Protec par l'entremise de la société offshore Global Security Systems. Or, IES Digital Systems assure actuellement la vidéo-surveillance des sites gouvernementaux et militaires britanniques, ainsi que l'a révélé la baronne Cox aux Communes⁹⁴. Tandis que Protec assure la sécurité de onze centrales nucléaires britanniques.

Quant à Mohammed Atta, que le FBI accuse d'être l'agent d'Al-Qaeda dirigeant les commandos kamikazes du 11 septembre et dont le compte bancaire aurait été utilisé pour financer l'opération, c'était un agent des services secrets pakistanais (ISI) —lesquels ont toujours été considérés comme des succursales de la CIA⁹⁵. En juillet 2001, le général Ahmed Mahmud, directeur de PIS1, a viré cent mille dollars sur le compte bancaire de Mohammed Atta aux Etats-Unis, indique le *Urnes of India*⁹⁶. Cette révélation n'a soulevé aucune question aux USA. Tout au plus a-t-on demandé au général Mahmud de prendre sa retraite, non sans avoir pris le soin de désigner lui-même son successeur.

(94) *Terror links TV's guerd VK* par Antony Barnett et Conal Walsh, in *The Observer* du 14 octobre 2001 et *Inquiry Cail Over Compugny Guarding UK Nuclear Plant* des mêmes auteurs, in *The Observer* du 4 novembre 2001 <http://www.observer.co.uk>.

(95) *Pakistan s Inter-Service Intelligence (ISI)* par B. Raman, South Asia

Analysis Group, Paper287, 1er août 2001 <http://www.saag.org>.

(96) *India Helped FBI trace LSI-Terrorist Lirtk*, in *Tunes of India* du 9 octobre <http://www.timesofIndia.com>

Les mesures prises par les USA contre Ben Laden ne sont pas plus convaincantes. Les soixante-quinze missiles de croisière¹ tirés contre les camps d'entraînement d'Al-Qaeda et l'usine d'Al-shifa ont tué vingt-et-un combattants islamistes, ce qui ne paraît proportionné ni aux moyens engagés, ni aux deux cent quatre-vingt dix-huit morts de Nairobi et Daar-es-Salam.

« Depuis l'ère de la Guerre froide, Washington a sciemment soutenu Oussama Ben Laden, tout en le plaçant sur la liste des personnes les plus recherchées par le FBI. Alors que les moujahidin sont impliqués dans des insurrections armées pour le compte des Etats-Unis dans les Balkans et en ex-URSS, le FBI a pour mandat de le mener aux Etats-Unis et de mener une guerre au terrorisme. De toute évidence, il s'agit là non seulement d'actions contradictoires, mais d'une politique mensongère à l'endroit des citoyens, car la CIA depuis la guerre URSS-Afghanistan appuie le terrorisme international par l'entremise de ses opérations secrètes »²

écrit le professeur Michel Chossudovsky de l'Université d'Ottawa

* * *

(97) Les missiles BGM-109 Tomahawks sont fabriqués par Général Dynamics en coopération avec McDonnell Douglas. Ils sont facturés à l'armée américaine entre six cent mille et un million deux cent mille dollars selon les modèles. Le seul coût des munitions dans cette opération de représailles s'élève donc entre quarante-cinq et quatre vingt-dix millions de dollars.

(98) *Qui est Oussama Ben Laden ?* par Michel Chossudovsky, *L'Autre Journal*, octobre 2001. Article reproduit sur <http://www.globalresearch.ca/articles/CHO109E.html>

D'une part, Oussama Ben Laden n'est pas un ennemi, mais un agent des Etats-Unis ; d'autre part, il n'a jamais rompu avec sa famille, laquelle est un partenaire commercial essentiel de la famille Bush¹.

Nous avons déjà indiqué que les avoirs financiers du Saudi Binladen Group (SBG) sont gérés par le Carlyle Group.

Créé en 1987, le Carlyle Group gère aujourd'hui un portefeuille de douze milliards de dollars. Il détient des participations majoritaires dans Seven Up (qui assure la mise en bouteille pour Cadbury Schweppes), Fédéral Data Corporation (qui a par exemple équipé la Fédéral Aviation Administration de son système de surveillance du trafic aérien civil) et Uniled Defence Industries Inc. (le principal équipementier des armées américaines, turques et saoudiennes). A travers les sociétés qu'il contrôle, le Carlyle Group arrive au 11^{ème} rang des compagnies d'armement américaines.

En 1990, le Carlyle Group a été mis en cause dans une affaire d'extorsion de fonds. Un lobbyiste du Parti républicain, Wayne Berman, avait racketté des fonds de retraite américains pour financer les campagnes électorales des Bush ; l'un de ces fonds avait accepté de verser un million de dollars au Carlyle Group pour obtenir un contrat public dans le Connecticut.

¹ Nous avons traité en détail ces relations dans *La liens financiers occultes des Bush et des Ben Laden*, in *Notes d'informations du Réseau Voltaire*, 16 octobre 2001. Enquête reprise au Mexique par *Proceso* du 21 octobre 2001 sous le titre *Lazos financieros unen a las familias Bush y Bin Laden* <http://www.proceso.com.mx/1303/1303nl9.html>

Ce fonds de gestion est présidé par Frank C. Carlucci (ancien directeur adjoint de la CIA, puis secrétaire à la Défense). Il est conseillé par James A. Baker III (ancien chef de cabinet du président Reagan, puis secrétaire au Trésor, enfin secrétaire d'Etat sous Georges Bush père) et Richard Darman (ancien directeur du Budget). Pour le représenter à l'étranger, le Carlyle Group a recours à John Major¹ (ancien Premier ministre britannique) et Georges Bush père² (ancien directeur de la CIA, puis président des Etats-Unis).

Parmi les autres dirigeants du Carlyle Group, on trouve Sami Mubarak Baarma, le fondé de pouvoir de Khaled Ben Mahfouz, et un certain Talat Othmann. Deux personnages directement liés à l'actuel président des Etats-Unis.

En effet, George W. Bush tient sa fortune personnelle des bonnes affaires qu'il réalisa à la tête d'Harken Energy Corporation³. Cette petite société pétrolière texane emporta les concessions pétrolières du Bahrein, comme rétrocommission des contrats américano-koweïtiens négociés par le président George Bush père⁴. Opération bien entendu totalement illégale.

(99) *John Major Link to Bin Laden Dynasty* in *Sunday Herald* du 7 octobre 2001.

(100) *Bush of Arabia*, in *The Nation* du 27 mars 2000 et *Elder Bush in Big GOP Cast Toiling for Top Equity Firm*, in *The New York Times* du 5 mars 2001.

(101) Harken Energy Corporation se dénommait initialement Arbusto.

(102) *Fuel for Fantasy*, in *Forbes* du 3 septembre 1990 ; et *Ex-Bush Aide Turns to Stumping for Kuwait... While Jr. Reaps Oil Windfall* in *The Guardian* du 12 décembre 1990.

Khaled Ben Mahfouz était actionnaire d'Harken à hauteur de 11,5 %. Ses actions étaient « portées » par l'un de ses fondés de pouvoir, Abdullah Taha Bakhsh. Talat Othman était administrateur. Tandis que le frère aîné d'Oussama Ben Laden, Salem, était représenté au conseil d'administration d'Harken par son fondé de pouvoir américain, James R. Bath.

Tout ce petit monde (la famille Bush, leurs obligés politiques et leurs partenaires financiers, et l'inévitable CIA) n'en sont pas à leurs premières manipulations. Ils furent au centre du gigantesque scandale bancaire des années 90 : la faillite de la BCCI¹.

La Bank of Credit and Commerce International (BCCI) était un établissement anglo-pakistanaïse présent dans soixante-treize pays. Elle était conjointement détenue par trois grandes familles : les Gokal (Pakistan), les Ben Mahfouz (Arabie saoudite) et les Geith Pharaon² (Abu Dhabi).

(103) Le scandale de la BCCI a fait l'objet d'une abondante littérature. Nous nous sommes principalement référés à *The BCCI Affair*, report by Sen. Joseph Kerry (D-Mass.) and Sen. Hank Brown (R-Colo.) to the Senate Committee on Foreign Relations, Subcommittee on Terrorism, Narcotics and International Operations, 30 septembre 1992. Texte intégral sur http://www.fas.org/irp/congress/1992_rpt/bcci. Voir aussi *Evil Money, Encoimlers along the Money Trail* de Rachel Ehrenfeld (Harper Business éd., 1992), *False Profits, The Inside Story of BCCJ, The World's Most Corrupt Financial Empire* de Peter Truell et Larry Gurwin (Houghton éd., 1992), *A Fui! Service Bank, How the BCCI Stole Billions Around the World* (Simon & Schuster éd., 1992), *The Outlaw Bank, A Wild Ride to the Secret Heart of BCCI* de Jonathan Beaty et S.C. Gwynne (Random House, 1993) et *Bankrupt, the*

BCCI Fraudde Nick Kochan & Bob Whiltington (Victor Goilancz Ltd. éd., 1991).
(104) Le chargé d'affaires en France de Gaith Pharaon, Farid Djouhri a

124

acheté deux pages de publicité dans *Le Figaro* et *Le Monde* en octobre 2001. Cette opération de communication visait à démentir tout lien de

125

Elle fut utilisée par Ronald Reagan pour corrompre le gouvernement iranien pour qu'il retarde la libération des otages américains de l'ambassade de Téhéran et saboter ainsi la fin de la présidence de Jimmy Carter (opération dite « *October Surprise* »). Puis, sous l'impulsion de l'ex-directeur de la CIA et vice-président George Bush (père), l'administration Reagan utilisa encore la BCCI pour faire transiter les dons saoudiens aux *Contras* du Nicaragua, et pour faire transiter l'argent de la CIA vers les *Mujahidin* en Afghanistan. La BCCI est également impliquée dans les trafics d'armes du *trader* syrien Sarkis Sarkenalian, dans le scandale Keatinga aux USA, dans les affaires du *trader* Marc Rich, dans le financement du groupe Abu Nidal, etc. En définitive, la banque sombra lorsqu'il fut établi qu'elle blanchissait aussi l'argent du Cartel de Medellin. Elle grugea un million de petits déposants lorsqu'elle ferma ses portes.

Le fait que la BCCI a pu être manipulée, sinon créée, par la CIA ne doit pas surprendre. Il existe une longue tradition bancaire dans les services secrets américains depuis la fondation de l'OSS par des juristes d'affaires et des courtiers de Wall Street. Deux anciens directeurs de la CIA, Richard Helms et William Casey, ont travaillé à la BCCI, ainsi que deux prestigieux agents d'influence de la CIA,

Gaith Pharaon avec Oussama Ben Laden et assurer de sa probité. Pourtant, Gaith Pharaon est toujours sous le coup d'un mandat d'arrêt du FBI et de l'IRS depuis l'affaire de la BCCI. Il est également mis en cause en Argentine dans le cadre d'un trafic d'armes impliquant l'ancien président Carlos Menem. Cf. *Gaith Pharaon s'offre la presse française*, in *Intelligence Online* du 18 octobre 2001 <http://www.intelligenceOnline.fr>,

Adnan Khashoggi¹ (représentant du Saudi Binladen Group aux USA) et Manucher Ghobanifar (principal trader de Pirangate). Sans parler de Kamal Adham (beau-frère du roi Fayçal et chef des services secrets saoudiens jusqu'en 1977), du prince Turki al-Fayçal al-Saud (chef des services secrets saoudiens de 1977 à août 2001 et tuteur d'Oussama Ben Laden) et d'Abdul Raouf Khalil (directeur adjoint des services secrets saoudiens).

Pour mémoire, on notera que la BCCI semble avoir aussi joué un rôle occulte en France. Elle aurait notamment servi à masquer le transfert de technologie nucléaire américano-français vers le Pakistan et à payer la libération d'otages. Un homme d'affaires proche de Charles Pasqua, Dominique Santini a été inculpé à l'étranger pour son rôle dans la BCCI², indépendamment de sa mise en cause en France dans l'affaire Elf-Thinet. Trois ans après la déconfiture de la banque, ce sont ses anciens dirigeants qui jouèrent les intermédiaires lors de la passation du contrat Sawari-II et organisèrent un système de rétrocommissions censé financer la campagne présidentielle d'Edouard Balladur. Les interrogations soulevées par cette vente de vedettes à l'Arabie Saoudite conduisirent Jacques Chirac, dès son arrivée à l'Élysée, à faire placer sur écoute l'ancien ministre de la Défense d'Edouard Balladur, François Léotard.

(105) Adnan Khashoggi, *The Richest Man in the World* de Ronald Kessler

(WarnerBooksInc.éd., 1986).

(106) *L'énigme Pasqua* de Th. Meyssan (Goliath éd., 2001)

La BCCI travaillait en étroite collaboration avec la SICO', filiale suisse d'investissement du Saudi Ben Laden Group, et l'on remarquait parmi ses administrateurs, l'un des frères d'Oussama Ben Laden, Salem.

Tenu pour solidairement responsable de la faillite de la BCCI, Khaled Ben Mahfouz fut inculpé aux Etats-Unis, en 1992. Il parvint à faire lever les charges à son encontre, en 1995, à l'issue d'une transaction avec les créanciers de la banque d'un montant de deux cent quarante-cinq millions de dollars.

* * *

S'il est exact, comme le prétendent de nombreux officiels américains, que la famille Ben Laden continue à entretenir des relations avec Oussama et à financer ses activités politiques, alors le Carlyle Group, qui gère les placements financiers du Saudi Binladen Group, serait nécessairement impliqué dans les délits d'initiés. Georges Bush père serait donc l'un des heureux bénéficiaires des manœuvres boursières du 11 septembre 2001. Une bonne raison pour le FBI et l'IOSCO de clore le volet financier de l'enquête.

1 Initialement, la SICO se dénommait CYGNET.

Chapitre 9

LES AFFAIRES CONTINUENT

Le 7 octobre 2001, George W. Bush intervient solennellement à la télévision. Son discours n'est pas retransmis depuis le bureau ovale, mais depuis la salle des traités de la Maison-Blanche : la guerre vient de commencer¹.

« Sur mes ordres, les forces militaires des Etats-Unis ont commencé à attaquer les camps terroristes d'Al-Qaeda et les installations militaires du régime taliban en Afghanistan. Ces frappes soigneusement ciblées visent à empêcher que l'Afghanistan soit utilisé en tant que base d'opération, et s'attaquent aussi aux capacités militaires du gouvernement taliban. Notre loyal ami, la Grande-Bretagne, participe également à cette opération. D'autres bons amis, notamment le Canada, l'Australie, l'Allemagne et la France, se sont engagés à fournir des forces au fur et à mesure du déroulement de l'opération. Plus de quarante pays du Proche-Orient, d'Afrique, d'Europe et d'Asie ont accordé le droit de transit et d'atterrissage aériens. Beaucoup d'entre eux ont

1 *Président iai Adress to the Nation*, 7 octobre 2001 <http://www.white-house.gov/news/releases/2001/10/200U007-8.html>.

partagé avec nous des informations relevant de leurs services du renseignement. Nous sommes appuyés par la volonté collective du monde. Il y a plus de deux semaines, j'ai fait part aux chefs talibans de plusieurs demandes claires et spécifiques : fermez les camps d'entraînement des terroristes ; libérez les chefs du réseau Al-Qaeda et libérez tous les ressortissants étrangers, y compris les citoyens américains, qui sont injustement détenus dans votre pays. Ils n'ont satisfait à aucune de ces demandes. Maintenant, les Taliban vont payer le prix.

(...) Le peuple opprimé d'Afghanistan constatera par la même occasion la générosité des Etats-Unis et de leurs alliés. Nous attaquons des cibles militaires, mais nous larguons en même temps des vivres, des médicaments et des fournitures aux hommes, femmes et enfants qui, en Afghanistan, souffrent de la faim. Les Etats-Unis sont un pays ami du peuple afghan, et nous sommes les amis de près d'un milliard de personnes qui, dans le monde, pratiquent la foi musulmane. Les Etats-Unis sont l'ennemi de ceux qui aident les terroristes et des criminels barbares qui profanent une grande religion en commettant des meurtres en son nom.

(...) Nous ne nous sommes pas portés volontaires pour cette mission, mais nous l'exécuterons. »

A Londres, Tony Blair s'adresse aux Britanniques depuis le 10, Downing Street. Il confirme que les troupes de Sa Majesté se battent aux côtés des Américains.

Alors qu'une pluie de feu s'abat sur Kaboul, la chaîne qatarie d'information continue *Al-Jazeera* diffuse une

réponse pré-enregistrée d'Oussama Ben Laden¹ :
« Voilà l'Amérique frappée par Allah dans son point le plus vulnérable, détruisant, Allah merci, ses bâtisses les plus prestigieuses et nous remercions Allah pour cela. Voilà l'Amérique remplie de terreur du nord au sud et d'est en ouest et nous remercions Allah pour cela. Allah a dirigé les pas d'un groupe de musulmans, un groupe d'avant-gardistes qui ont détruit l'Amérique et nous implorons Allah d'élever leur rang et de les recevoir au paradis.

(...) Après ce qui s'est passé et après ce que les hauts responsables aux Etats-Unis, au premier rang desquels le chef des mécréants du monde, Bush, ont dit et après qu'ils eurent mobilisé leurs hommes et leurs chevaux (sic) et dressé contre nous les pays qui prétendent être musulmans (...) ils sont sortis combattre un groupe qui tient à sa religion et ne s'intéresse pas à ce monde, ils sont sortis combattre l'islam et agresser les peuples sous prétexte de terrorisme. (...) Ces événements ont divisé le monde entier en deux parties : ceux qui ont la foi et sont sans hypocrisie et ceux des mécréants que Dieu nous en préserve. Tout musulman doit se dresser pour défendre sa religion car le vent de la foi et du changement a soufflé pour anéantir l'injustice dans la péninsule de Mahomet [la péninsule arabique, où le prophète de l'islam est né].

A l'Amérique] 'adresse des mots comptés, je jure par Allah que l'Amérique ne connaîtra plus jamais la sécurité avant que la Palestine ne la connaisse et avant que toutes les armées occidentales athées ne quittent les terres saintes [de l'islam] ».

¹ Texte de la déclaration d'Oussama Ben Laden, dépêche AFP du 7 octobre 2001.

Ce dialogue médiatique entre le président Bush et l'agent de la CIA Ben Laden ayant confirmé au monde que la guerre d'Afghanistan est une riposte aux attentats du 11 septembre, les affaires peuvent commencer.

* * *

L'effondrement de l'URSS et l'indépendance des Etats d'Asie centrale ont rouvert le « *Grand Jeu* »¹. L'expression, forgée par Rudyard Kipling au XIXe siècle, désigne les luttes d'influence que les grands empires se sont livrés dans la région en évitant autant que faire se peut de s'affronter directement.

La région détient de très importantes réserves de pétrole et de gaz. Dans les montagnes, on trouve aussi des pierres précieuses. Enfin, on y cultive le pavot².

En accédant à la Maison-Blanche, George W. Bush a composé son équipe gouvernementale avec les grands

1 L'expression « le Grand Jeu » a été remise au goût du jour par les articles d'Ahmed Rashid dans la *Far Eastern Economie Review*. Voir *The New Great Game in Mustim Central Asia* par M. Ehsan Ahrari, McNair Paper n°47, (National Défense University, 19%), téléchargeable depuis <http://www.ndu.edu/mss/inaciiar/mcrlir47/mcnair47.pdr> ; *Centra! Asia : A New Great Game ?* par Dianne L. Smith (US Army War Collège, 1996), téléchargeable depuis <http://carlisle-www.army.mil/usassi/ssipubs/pubs96/ceniasia/centasia.pdf> ; *The New Great Game : Oil, Politics in the Caucasus and Central Asia* (Héritage Foundation, 1996) ; *Jihadi Groups, Nuclear Pakistan, and the New Great Game* par Ehsan Ahrari (US Army War Collège, 2001), téléchargeable depuis <http://carlisle-www.army.mil/usassi/ssipubs/pubs2001/jihadi/jihadi.pdf> ; Voir aussi *Les Rivalités autour du pétrole de la mer Caspienne* par le Comité 4 de la 51e session de l'Institut des Hautes études de la Défense nationale, 1999 <http://www.ihedn.fr>.

commis du lobby pétrolier. Ainsi, la conseillère nationale de sécurité, Condoleezza Rice³, est une ancienne dirigeante de Chevron-Texaco⁴, ou la secrétaire à l'Intérieur, Gale Norton qui représentait les intérêts de BP-Amoco⁵ et ceux de la compagnie saoudienne Delta Oil. Dès le 29 janvier 2001, le vice-président Dick Cheney —anciennement président d'Halliburton⁶ (le premier équipementier pétrolier mondial)— a institué un Groupe de développement de la politique énergétique nationale (NEPD). Ses réunions sont ultra-sécurisées, la liste des participants est un secret d'Etat et il est interdit de fixer par écrit les minutes des débats. Tout ce qui le concerne est si mystérieux que le *Washington Post* le qualifie rapidement de « *sorte de société secrète* »⁷.

- (107) *Taliban and the Dmg Trade* par Richard F. Perl (Congressionnal Research Service, The Library of Congress, 5 octobre 2001) téléchargeable <http://www.fpc.gov/CRSREPS/crstalib.pdf> et *Central Asia : Drugs and Con/lict* par l'International Crisis Group http://www.crisis-web.org/projects/asia/centralasia/reports/A400495_26112001_-2.pdf
- (108) *Critics Knvck Naming Oil Tanker Condoleezza*, par Caria Marinucci, in *San Francisco Chronicle* du 5 avril 2001.
- (109) Mme Rice était administratrice et actionnaire de Chevron jusqu'à sa nomination au Conseil national de sécurité. Chevron est la nouvelle dénomination de la firme fondée par John D. Rockefeller, Standard Oil of California dite Esso Standard. Chevron et Texaco ont fusionné, le 9 octobre 2001, <http://www.ChevronTexaco.com> Avec 124 milliards d'euros de CA, la nouvelle société est la seconde multinationale US derrière Exxon-Mobii (242 milliards d'euros de CA).
- (110) BP (British Petroleum)-Amoco est le troisième groupe pétrolier mondial avec un CA de 157 milliards d'euros <http://www.bp.com>

BP-

Amoco a fusionné certains de ses services en Europe avec Mobil.

(111) Site officiel : <http://www.halliburton.com/>. Avec 12,5 milliards d'euros

de CA, Halliburton est le premier équipementier pétrolier

mondial

devant Schlumberger (10 milliards d'euros de CA).

(112) *Energy Task Force Works in Secret* by Dana Milbank et Eric Pianin,

in *Washington Post* du 16 avril 2001

<http://www.washingtonpost.com>

Les commentateurs —qui ignorent encore ce que sera la faillite d'Enron, premier courtier mondial en énergie— s'accordent à penser que l'objectif primordial du NEPD est d'exploiter les ressources en hydrocarbures de la mer Caspienne. La question est de savoir comment transporter pétrole et gaz sans avoir à négocier avec la Russie et l'Iran. Un pipe-line sera construit pour relier la Caspienne à la Méditerranée en traversant l'Azerbaïdjan, la Géorgie et la Turquie (projet « BTC » pour Bakou-Tbilissi-Ceyhan). En attendant, un autre a été réalisé pour relier la Caspienne à la mer Noire, malheureusement en passant par la Russie qui prélève sa dîme. Il relie Tengiz à Novorossiysk et a été inauguré le 27 novembre 2001. Un troisième, le plus prometteur, devrait relier la Caspienne à l'Océan indien (projet de la firme UNOCAL avec l'aide de Delta OU)¹. Problème : il lui faudra traverser non seulement le Pakistan, mais aussi l'Afghanistan en proie à des luttes intestines depuis que toute forme d'Etat y a disparu dans la débâcle soviétique. En décembre 1997, UNOCAL a dû suspendre son projet face à l'incompréhension des *Taliban*. Toutes les tentatives de déblocages ont échoué depuis, bien que le vice-président de la firme, John J. Maresca, ait été nommé ambassadeur des Etats-Unis en Afghanistan.

¹ Pour mener à bien son projet, UNOCAL a d'abord créé le consortium Central Asia Gas (dit CentGas) avec Delta Oil, Gazprom et Turkmenogaz. Il s'est heurté à la concurrence inattendue de l'argentin Bridas. Puis il a créé le Central Asian Oil Pipeline Project avec la compagnie saoudienne Delta Oil, le gouvernement du Turkménistan, l'Indonésien Petroleum (INPEX), la compagnie japonaise ITOCHU le coréen Hyundai et le pakistanais Crescent Group.

Pour relancer la discussion, le secrétaire d'Etat, Colin Powell, accorde en mai 2001 une subvention de quarante-trois millions de dollars au régime taliban pour la reconversion des paysans cultivateurs de pavot. Après avoir obtenu l'accord du sommet du G-8 à Gènes (auquel l'Inde assiste en tant qu'observateur), des négociations multipartites sont organisées à Berlin qui réunissent Américains, Anglais, Pakistanais, Afghans et Russes. L'Allemagne sert de pays hôte car elle préside à l'ONU le groupe de suivi sur l'Afghanistan. Mais avec quels Afghans faut-il discuter ? Avec le gouvernement légal du président Rabbani, reconnu internationalement, mais ne contrôlant pas grand-chose, ou avec l'Emirat islamique gouverné par une secte médiévale : les *Taliban* ? La décision est prise d'inviter ces derniers, en violation d'une résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies qui interdit de les recevoir. Disposant de visas authentiques, les dignitaires talibans profitent de leur passage en Allemagne pour venir prêcher et récolter des fonds à Hambourg.

Les *Taliban*¹ sont une confrérie fermée, une secte sunnite, qui professe le retour à un islam primitif. Leurs dirigeants sont des vétérans de la guerre contre les Soviétiques, tous handicapés de guerre. Ils reconnaissent l'autorité d'un mollah de campagne, Omar, qui n'a jamais voyagé de sa vie et ne connaît pas même le tiers de son pays. Dans le chaos qui a suivi le départ des Soviétiques, les *Taliban* ont réussi à tirer leur épingle du jeu en faisant jouer les solidarités ethniques : comme la plupart des chefs des services secrets pakistanais (ISI), ils sont pashtounes.

¹ *L'Ombre des Talibans* par Ahmed Rashid (Autrement éd., 2001).

Mollah Omar s'est auto-proclamé Commandeur des croyants et a créé un Emirats, uniquement reconnu par le Pakistan, l'Arabie Saoudite et les Emirats arabes unis. N'ayant aucune formation aux relations internationales, ils s'en remettent à certains de leurs amis américains avec l'aide desquels ils ont combattu les Soviétiques. Ainsi sont-ils représentés auprès des Nations Unies par Leila Helms, nièce de Richard Helms (directeur de la CIA de 1966 à 1973). En politique intérieure, les *Taliban* ont imposé une discipline de fer à la population, discriminant les femmes et interdisant les actes impies. Après avoir longtemps toléré la culture du pavot, ils l'ont interdite, privant une partie de la paysannerie de toutes ressources. La secte a concédé à Oussama Ben Laden une vaste portion de territoire.

Les *Taliban*, peu au fait des mœurs diplomatiques, tentent de négocier leur reconnaissance internationale contre le passage du pipe-line. Se voyant opposer qu'il n'en est pas question puisque l'ONU reconnaît un autre gouvernement pour l'Afghanistan —celui de l'inconsistant président Rabbani—, ils rompent les négociations. Selon le diplomate pakistanais, Niaz Naik, la délégation américaine se fait alors menaçante et annonce à la mi-juillet que le différend se règlera par les armes.

Les Etats-Unis prévoient d'éliminer les principaux dirigeants des factions afghanes, qu'il s'agisse du mollah Omar ou du commandant Massoud (dont l'antiaméricanisme est proverbial), et de leur substituer un gouvernement fantoche. Il tirera une apparente légitimité de l'onction de l'ex-roi Zaher Shah, vieux monarque oublié qui termine sa vie en exil à Rome.

A la mi-juillet, les grandes puissances donnent leur accord à ce plan. Ainsi peut-on lire dans le communiqué final de la rencontre entre Hubert Védrine (ministre français des Affaires étrangères) et Francesc Vendrell (chef de la Mission spéciale des Nations Unies pour l'Afghanistan), le 17 juillet 2001 : « *Les deux responsables ont exploré ensemble les pistes qui permettraient à terme une évolution favorable, en particulier l'encouragement que la communauté internationale pourrait apporter aux efforts du roi (sic) pour réunir autour de lui les représentants de la société afghane. Ils ont aussi évoqué l'utilité de renforcer le dialogue avec le Pakistan. Au-delà, il faudrait réfléchir naturellement aussi à ce que supposerait la reconstruction de l'Afghanistan, une fois le conflit terminé (sic) »*¹.

Oui, dès le mois de juillet, on parle du souverain déchu Zaher Shah comme du roi d'Afghanistan, et l'on évoque des débats parallèles sur le « *conflit* » et la « *reconstruction* » du pays !

Les négociations se poursuivent, à Londres puis à Genève sous couvert du Business Humanitarian Forum² (sic) —dont le budget est grassement abondé par le pétrolier UNOCAL—, mais avec des objectifs et des invités différents (dont les Japonais qui espèrent beaucoup des gisements pétroliers de la Caspienne). Comme le prévoyaient Messieurs Védrine et Vendrell, on n'y prépare plus la paix, mais la guerre et la reconstruction.

(113)Point de presse du 17 juillet 2001, déclaration du Porteparole,
Ministère français des Affaires étrangères
<http://www.diplomatie.gouv.fr/actual/dclarations/pp/200107t7.html>.

(114)Site officiel du Business Humanitarian Forum
<http://www.bhforum.org>,

Craignant une trop forte pression anglo-américaine, le Pakistan se cherche de nouveaux alliés avant le début de la tempête. Il invite une délégation chinoise à Islamabad et lui promet d'ouvrir une porte pour la Chine vers l'Océan indien en échange d'un appui militaire. Irrités, les Anglo-Américains décident de passer plus rapidement que prévu à l'offensive, en tout cas avant que les Chinois ne troublent le Grand Jeu¹. La mer d'Oman est le théâtre du plus grand déploiement de flotte britannique depuis la guerre des Malouines, tandis que l'OTAN achemine quarante mille hommes en Egypte. Le 9 septembre, le leader charismatique du Front islamique, le très anti-américain commandant Massoud, est assassiné². Les attentats du 11 septembre permettent de déguiser en opération légitime ce qui n'est qu'une classique expédition coloniale.

◆ * *

L'opération devait s'appeler « *Infinité Justice* » (littéralement : « Justice sans limites » ou « Justice infinie »), mais l'effet de communication était déplorable dans le monde musulman. On l'appela donc « *Enduring Freedom* » (« Liberté immuable »)³. Elle est appuyée par une alliance diplomatique de circonstance, la Coalition Globale, qui rassemble cent trente-six Etats⁴ ayant offert leur assistance militaire aux USA⁵. Les Américains ayant gardé en mémoire l'enlisement des Soviétiques dans les combats au sol lors de la première guerre d'Afghanistan (1979-1989), ils s'abstiennent d'envoyer les GI's sur place. Ils préfèrent acheter des chefs de guerre à prix d'or et les envoyer se battre pour eux contre les *Taliban*. Cette méthode

suppose évidemment d'armer les factions rivales en violation de l'embargo des Nations Unies. Devant la tournure des événements, la Russie arme massivement le Front islamique de feu-Massoud, tandis que l'Iran arme les Hazaris chiites. L'US Air Force se contente de bombardements ciblés pour appuyer les forces anti-*Taïban*, et parfois aussi pour les contenir. En effet, les objectifs de guerre des combattants des diverses factions n'ont aucun rapport avec ceux affichés de la Coalition globale (arrêter Oussama Ben Laden), ni avec les ambitions pétrolières officieuses.

(115)Interview vidéo de Niaz Naik par Benoît Califano, Pierre Trouillet et Guilhem Rondot (co-production 1TV - Dokumenta, octobre 2001) non diffusée.

(116)L'assassinat de Shah Massoud a été tenu secret plusieurs jours et n'a été révélé qu'après les attentats aux Etats-Unis. Il a alors été attribué à Oussama Ben Laden. Or, la version actuelle de sa mort ne correspond pas du tout aux témoignages recueillis à chaud par la journaliste française Françoise Causse. Sur le moment, l'entourage de Shah Massoud attribuait plutôt l'assassinat aux services secrets pakistanais.

(117)Les meilleurs travaux de synthèse sur "Liberté immuable" sont ceux du service des études du Parlement britannique : // *September 2001, the Response* (Research Paper 01/72, 3 octobre 2001), *Opération Enduring Freedom and the ConJlict in Afghanistan, an Update* (Research Paper 01/81, 31 octobre 2001) et *The Campaign Against International Terrorism, Prospects After the Fall of the Taliban* (Research paper 01/112). Ces documents sont respectivement téléchargeables depuis <http://www.parliament.uk/commons/lib/research/rp2001/rp01-072.pdf>; <http://www.parliament.uk/commons/lib/research/rp2001/rp01-072.pdf>;

081.pdf;
<http://www.parliament.uk/commons/lib/research/rp2001/rp01-112.pdf>

- (118) Pour une analyse des engagements, Etat par Etat, cf
Opération
Enduring Freedom : Foreign Pledges of Military & Intelligence
Support, Congressional Research Service (The Library of

Congress, 17
octobre 2001). Téléchargement
http://www.fpc.gov/CRS_REPS/crs-free.pdf.

- (119) *The Global War on Terrorism, The First 100 Days*, document
officiel
des Coalition Information Centers. Téléchargement
<http://www.white-house.gov/news/releases/2001/12/100dayreport.pdf>,

Les Anglo-Américains changent alors de tactique. Ils en reviennent au traditionnel tapis de bombe sous lequel ils vitrifient les importuns. Les *Taliban* sont incapables de maintenir leur dictature sur leur territoire et se trouvent isolés en groupes disséminés. Simultanément, le Front islamique, rebaptisé « *Alliance du Nord* » pour les besoins de la communication internationale, enfonce les lignes de front désorganisées des *Taliban*.

L'US Air Force s'acharne alors sur les fuyards. Les *Taliban* tentent de se regrouper à Kandahar, tandis que les vainqueurs se livrent à divers massacres, notamment à Mazar-i-Sharif sous le commandement du général Dostum. En définitive, un à deux milliers de fanatiques, *Taliban* et membres d'Al-Qaeda réunis, se terrent dans les montagnes de Tora-Bora sous un déluge d'acier, puis négocient leur reddition dans les mains de leurs amis pakistanais. Au total, l'aviation anglo-américaine a effectué quatre mille sept cents sorties au cours desquelles elle a largué douze mille bombes, tuant plus de dix mille combattants¹ et « *collatéralement* » au moins un millier de civils². L'escalade militaire a conduit l'US Air Force à abandonner la théorie des « *frappes chirurgicales* » et à utiliser des armes de destruction massive, les bombes BLU-82 (dites « *faucheuses de marguerites* »)³, pour neutraliser les derniers combattants disséminés dans les montagnes.

(120) Dépêche AFP du 6 décembre 2001.

(121) *Opération Enduring Freedom : Why a Higher Rate of Civilian Bombing Casualties*, Project on Defense Alternatives, Briefing Report #11 (18 janvier 2002) <http://www.comw.org/pda/0201oef.html> ; US *Silence and Power of Weaponry Conceal Scale of Civilian Toll*, in *Sydney Morning Herald* du 26 janvier 2002 <http://www.smh.com.au> ; *Afghans are Still Dying as Air Strikes Go On. But No One Is Counting* par Ian

La guerre se termine par la résolution 1378⁴ du Conseil de sécurité des Nations Unies. Elle fixe le cadre des pourparlers de Bonn⁵ (Allemagne) où les diverses factions afghanes s'accordent sur un nouveau gouvernement⁶. La table ronde met en place une administration provisoire qu'elle souhaite présidée par l'ex-roi Zahir Shah. Celui-ci s'étant désisté comme prévu, c'est Hamid Karzaï qui devient Premier ministre. Pendant la guerre contre les Soviétiques, il s'était personnellement lié au directeur de la CIA de l'époque, William Casey. Par la suite, il avait émigré aux USA où il était devenu un ami de la famille Bush et était employé par une filiale d'UNOCAL⁷. Le général Abdel Rachid Dostum, surnommé *Gengis Khan* en raison des atrocités dont il s'est rendu coupable depuis une vingtaine d'années, réussit à rallier à temps la Coalition Globale, Bien lui en prend : il n'est pas poursuivi pour crimes de guerre, mais est intégré à la nou-

Traynor, in *The Guardian* <http://www.guardian.co.uk> ; et *Civilian Toll in US Raids Pm at 1,000* par John Donnelly et Anthony Shadid, in *Boston Globe* du 17 février 2002 <http://www.boston.com/globe>.

3 Les BLU-82 n'ont pas été conçues initialement pour le combat, tant les dégâts qu'elles causent sont importants et aveugles, mais pour le génie. Elles servaient au Vietnam pour déboiser la jungle et dégager des zones d'atterrissage d'hélicoptères.

4 Résolution 1378 du Conseil de sécurité, téléchargement <http://www.un.org/french/docs/sc/2001/resl378f.pdf>.

5 Site officiel des pourparlers de Bonn <http://www.uno.de/friedeTVafghanistan/talks.htm> ; Texte de l'Accord de Bonn téléchargeable depuis <http://www.uno.de/frieden/afghanistan/talks/agreement.pdf>.

(122) *Strange Victory : a Critical Appraisal of Opération Enduring Freedom and the Afghanistan War* par Cari Conetta, Project on Defense Alternatives, monograph #6 (30 janvier 2002) <http://www.comw.org/pda/0201strangevic.htm>].

(123) *Afghanistan, the Taliban and the Bush OU Team* par Wayne Madsen, in *Democrats.Com* du 23 janvier 2002 <http://www.democrats.com>

velle administration. Ce dispositif est validé, le 6 décembre 2001, par la résolution 1383¹ du Conseil de sécurité. Les centaines de milliers d'Afghans qui ont fui leur pays pour échapper aux bombardements prennent le chemin du retour.

L'opération « Liberté immuable » a été pilotée au Conseil national de sécurité par Zalmay Khalilzad². Fils d'un conseiller de l'ex-roi Zahir Shah, il a suivi ses études en Amérique à l'université de Chicago. Il s'est battu dans son pays en lien avec la CIA pendant la guerre contre l'URSS avant d'être naturalisé états-unien et de devenir conseiller au département d'Etat sous Ronald Reagan. Sous la présidence de Bush père, il est nommé sous-secrétaire à la Défense et joue un rôle clef dans l'opération « Tempête du désert » contre l'Irak. Pendant les années Clinton, il travaille pour la Rand Corporation et UNOCAL. Alors que les négociations vont bon train avec les *Taliban*, il prend leur défense dans le *Washington Post*, écrivant qu'ils « ne pratiquent pas du tout cet antiaméricanisme que professent les fondamentalistes iraniens ». Il change de point de vue une fois les négociations pétrolières rompues et devient l'expert de référence de l'administration Bush après le 11 septembre³. A l'issue de la guerre, il est nommé représentant spécial pour l'Afghanistan. Il devrait superviser la construction du pipe-line tant convoité.

1 Résolution 1383 du Conseil de sécurité. Téléchargement <http://www.un.org/french/docs/sc/2001/res1383f.pdf>.

(124) *The Roving Eye, Pipelineistan*, enquête en deux parties de Pepe Escobar, in *Asia Times* des 25 et 26 janvier 2002 <http://atimes.com>

(125) Voir son portrait dans *Bush's Favorite Afghan* de Jacob Weisberg, in *Slate* du 5 octobre 2001 <http://slate.msm.com> et *New US Envoy to Kabul Lobbied for Taliban OU Rights* par Kim Sengupta et Andrew



La presse internationale est invitée à visiter les vestiges des installations des *Taliban* et d'Al-Qaeda. Elle découvre des masures misérables où s'entassent des armes héritées de la guerre contre les Soviétiques. Mais, aucun journaliste ne trouve les usines de production d'armes chimiques et bactériologiques, ni les centres d'assemblage de bombes atomiques et encore moins les bases de lancement de satellites dénoncés par Donald Rumsfeld.

La plus grande armée du monde, quant à elle, ne retrouve pas le prétendu ennemi public n° 1 qu'elle était venu arrêter, tandis que le mollah Omar s'enfuit en mobylette au Pakistan.

Les affaires continuent. La culture du pavot peut enfin s'épanouir à destination du marché nord-américain¹. Et le 9 décembre 2002, Hamid Karzaï et son homologue pakistanais, le général Musharraf, concluent un accord pour la construction du pipe-line d'Asie centrale².

Gumbel, in *The Independent* du 10 janvier 2002 <http://www.independent.co.uk>. On lira avec attention les écrits de Zalmay Khalilzad : *Speech before (he Los Angeles World Affairs Council* (9 mars 2000) <http://www.lawac.org/speech/khalilzad.html> et l'article co-écrit avec Daniel Byrman *Afghanistan : The Consolidation of a Rogue State*, in *The Washington Quarterly* (Hiver 2000).

(126) *Opium Farmers Rejoice at Defeat of the Taliban* par Richard Lloyd Parry in *The Independent* du 21 novembre 2001 <http://www.independent.co.uk> ; et *Victorious Warlords Set to Open the Opium Fbodgates* par Paul Harris, in *The Observer* du 25 novembre 2001 (même URL que le Guardian <http://www.guardian.co.uk>).

(127) *Musharraf, Karzai Agree Major OU Pipeline in Co-operation Pact* in *Irish Times* du 9 février 2002 <http://ireland.com>

Chapitre 10

OPÉRATIONS SECRÈTES

Dans une note rédigée par Léonard Wong pour l'Institut d'études stratégiques de PUS Army intitulée « *Comment maintenir le soutien du public aux opérations militaires* »\ on peut lire : « *Le soutien du public à l'action militaire est à un niveau comparable à celui qui suivit l'attaque de Pearl Harbor. Les Américains affirment aujourd'hui qu'ils croient l'action militaire appropriée, qu'ils soutiennent une guerre prolongée, et qu'ils ont la volonté d'endurer les conséquences négatives d'une guerre. Malgré des sondages favorables, les Américains peuvent soudainement changer d'opinion (...) Autant qu'ils retournent à leur vie normale, leur soutien à l'action militaire diminuera, sauf si les militaires montrent des progrès constants dans la guerre contre le terrorisme, maintiennent la nation connectée à ses forces armées, et assurent la sécurité intérieure effectivement, bien que d'une manière largement invisible* ». En d'autres termes, l'opinion publique adhère massivement à la politique américaine de guerre au terrorisme tant que dure le suspense.

¹ MainSaimng Public Support for Militæy Opérations par L. Wong, in *Defeating Terrorism, Stratégie Issues Analysis* (Stratégie Studies Institute). Téléchargement <http://carlisle-wwwAv.army.mil/usassi/public.pdf>

L'opération « Liberté immuable » a débuté le 7 octobre 2001. Le bruit des armes s'éloigne en Asie centrale. Compte tenu du rapport de forces, la victoire de la Coalition est acquise avant d'avoir livré bataille. L'attention du public états-unien commence à flancher. En effet, alors que le repaire d'Al-Qaeda est attaqué et qu'Oussama Ben Laden a menacé F Amérique à la télévision, aucune action terroriste des « réseaux dormants » implantés sur le territoire américain n'est à signaler. On commencerait à douter de la menace. Que croyez-vous qu'il advint ?

Le 12 octobre, les agences de presse diffusent des informations alarmantes. Des journalistes et des parlementaires auraient reçu des lettres empoisonnées à Panthrax. En tout et pour tout, cinq lettres piégées ont été envoyées au *National Enquirer*, à NBC, au *New York Post*, et aux cabinets des sénateurs Daschle et Leahy. Elles feront cinq victimes. La vie quotidienne des états-unis s'arrête. Ils ne peuvent plus ouvrir leur courrier qu'avec des gants et un foulard sur le nez. Les vendeurs de masques à gaz et de kits de survie sont dévalisés. L'ensemble du système postal se paralyse. La psychose contamine les pays alliés. Partout en Europe, on découvre des lettres contenant la fatale poudre blanche : Al-Qaeda aurait décidé de passer à l'attaque et d'utiliser les armes chimiques et biologiques qu'elle a amassées grâce à l'aide technique de Saddam Hussein. Les Etats-Unis et leurs alliés décident de constituer des stocks de vaccins contre l'anthrax. Ils relancent l'industrie pharmaceutique à laquelle ils commandent des millions de doses. Et puis rien. Hormis cinq lettres, tout n'était que plaisanteries de potaches et hallucination collective.



Reste que les cinq lettres contenaient une forme militarisée d'anthrax qui avait été produite dans les laboratoires de l'armée des Etats-Unis. La menace était intérieure. Barbara Hatch Rosenberg de la Fédération des scientifiques américains note que seule une cinquantaine de chercheurs —tous immédiatement identifiables— étaient en mesure de disposer des souches et de les manipuler¹. Une lettre anonyme, adressée à la base militaire de Quantico fin septembre —c'est-à-dire avant que la presse ne soit informée des attaques à l'anthrax— dénonce les agissements d'un ancien chercheur de TUS AMRIID, le docteur Asaad. Le FBI gesticule une nouvelle fois et n'élucide rien.

Une fois la panique passée et l'opération éclair *Liberté immuable* terminée, le public croit pouvoir tourner la page. Le département de la Défense se charge de lui rappeler la menace. A grand renfort d'images choc, des « terroristes particulièrement dangereux » sont emprisonnés dans la base militaire de Guantanamo (Cuba), Ils sont acheminés par avion d'Afghanistan après avoir été drogués et attachés à leurs sièges. Sur place, ils sont soumis à un programme de privation sensorielle : masques sur les yeux, casque sur les oreilles, bouchons dans le nez. Les juristes du département de la Défense² expliquent sans sourciller que seules les lois fédérales interdisent la pratique de la torture, or celles-ci ne s'appliquent

¹ *h the FBI Dragg'ing lis Feet ?* par Barbara Hatch Rosenberg, Fédération of American Scientists, 5 février 2002

<http://www.fas.org/bwc/news/anthraxreport.html>

² Sur cette polémique : *Trying Terrorists as War Criminals* par Jennifer Elsea, Congressional Research Service (The Library of Congress, 29 octobre 2001). Téléchargement

http://www.fpc.gov/C RS_REPS/trying%20terrorists.pdf

pas à Guantanamo¹ situé hors du territoire US. Quant à la Constitution, elle ne dit mot sur le sujet. Le général français Paul Aussaresses, qui revendique avoir organisé la torture en Algérie et qui prodigua ultérieurement son enseignement morbide aux forces spéciales américaines, explique doctement à la télévision l'utilité de la torture². La « *Communauté internationale* » s'émue. Mary Robinson, haut-commissaire des Nations Unies pour les Droits de l'homme (et ancienne présidente de la République d'Irlande) s'indigne publiquement et rappelle à l'ordre le gouvernement américain³ : les personnes détenues jouissent du statut des prisonniers de guerre défini par la Convention de Genève. Ils doivent être traités avec humanité et leur procès doit être juste et équitable.

* * *

sur la
détention de prisonniers talibans et d'Al-Qaeda à
Guantanamo,
Nations Unies, 16 janvier 2002 (document HR/02/4)
<http://www.unhcr>.

148

(128) La base de Guantanamo a été concédée aux Etats-Unis pour quatre-vingt-dix ans par Cuba nouvellement indépendant à l'issue de la guerre hispano-américaine. Le bail n'a pas été renouvelé par Fidel Castro lorsqu'il est arrivé à échéance. Pourtant les Etats-Unis **n'ont** pas évacué Guantanamo et continuent à l'occuper illégalement. Sur le plan du droit international, c'est la loi cubaine qui s'applique sur le territoire de la base, mais le gouvernement cubain ne peut y exercer son autorité.

(129) *L'autre sale guerre* a" Aussaresses par Pierre Abramovici, in *Le Point* du 15 juin 2001, et *The French Connection in the Export of Torture* par César Cheloni, in *The International Herald Tribune* du 22 juin 2001.

(130) *Déclaration de la Haut-commissaire aux Droits de l'homme*

Pendant que l'opinion publique frémit et se passionne, la « *Guerre au terrorisme* » commence dans l'ombre. Or, le terrorisme n'est ni un Etat, ni une organisation, ni une doctrine, mais un mode d'action. Il peut être utilisé par des gouvernements (la dictature de Robespierre, en 1793, est appelée « *la Terreur* ») comme il peut l'être par des minorités d'opposition. Le terrorisme est parfois pleinement justifié. Ainsi, pendant la Seconde Guerre mondiale, la Résistance française engagea des actions terroristes contre les forces d'occupation et de collaboration, civiles et militaires. L'expression « *Guerre au terrorisme* » n'a en elle-même pas plus de sens que « *Guerre à la guerre* ».

Il est vrai que George W. Bush a une conception très limitative du terrorisme. Ainsi, il ne considère pas comme « *terroriste* » l'action des escadrons de la mort au Nicaragua, au point de nommer leur ancien protecteur, John Negroponte, ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU¹. Pour lui, dans un monde devenu unipolaire depuis la dissolution de l'URSS, le terrorisme semble se définir comme toute forme violente de contestation du leadership américain.

S'appuyant sur les confidences de plusieurs participants et après avoir consulté les documents de séance, Bob Woodward (l'un des deux journalistes qui révélèrent le *Watergate*) a décrit avec précision dans le *Washington Post* la réunion du cabinet Bush, au cours de laquelle la CIA obtint des pouvoirs illimités pour mener la « *Guerre secrète contre le terrorisme* »². C'était le 15 septembre 2001, lors d'un séminaire gouvernemental à Camp David.

¹ *Negroponte entre à l'ONU sur un vote unanime du Sénat* par Jean-Guy Allard, *Gramma International*, octobre 2001.

La réunion débuta bien sûr par un moment de prière que conduisit George W. Bush et à laquelle chacun fut invité à participer à son tour. Puis, le secrétaire au Trésor et le secrétaire d'Etat exposèrent leurs actions respectives. George Tenet, directeur de la CIA présenta alors deux projets appuyés de documents à la présentation particulièrement soignée. Le premier était intitulé « *Coup initial : détruire Al-Qaeda, fermer le sanctuaire [afghan]* ». Tenet décrit la nécessité d'actions secrètes contre Al-Qaeda, non seulement en Afghanistan, mais partout dans le monde, au besoin en coopération avec des services de pays non démocratiques. Ayant obtenu l'assentiment de tous, il demanda les pouvoirs indispensables pour réaliser cet objectif. « *Tenet voulait un décret d'attribution suffisamment général pour que la CIA puisse conduire toutes les opérations secrètes nécessaires sans avoir à demander une approbation formelle pour chaque opération particulière. Tenet assura qu'il avait besoin d'une compétence nouvelle pour permettre à l'agence d'agir sans restrictions —et qu'il attendait les encouragements du président pour prendre des risques. Il avait apporté avec lui un projet de décret présidentiel qui donnerait à la CIA le pouvoir d'utiliser tous les instruments des opérations secrètes, y compris le meurtre (...) Une autre proposition était que la CIA renforce ses liens avec d'importants services secrets étrangers. Tenet espérait obtenir l'assistance de ces agences avec les centaines de millions de dollars de budget qu'il espérait*

2 Saturday, September 15, At Camp David, Advise and Dissent par Bob Woodward et Dan Balz, in *Washington Post* du 31 janvier 2002 <http://www.washingtonpost.com>

obtenir. Utiliser de tels services comme sous-traitants pourrait tripler ou quadrupler l'efficacité de la CIA. Comme beaucoup de choses dans le monde des opérations secrètes, ces sortes d'arrangements ne vont pas sans risques : cela lierait les Etats-Unis à des agences douteuses, certaines avec d'épouvantables bilans en matière de Droits de l'homme. Certains de ces services ont une réputation de brutalité et recourent à la torture pour obtenir des aveux. »

La réunion continua de manière moins tendue, Tenet exposant sa stratégie en Afghanistan. Puis, reprenant son souffle, il présenta le deuxième document. Il était intitulé « *Matrice de l'attaque mondiale* ». « *// décrivait des opérations secrètes dans quatre-vingts Etats qui étaient en cours ou qu'il recommandait maintenant de lancer. Les actions allaient de la propagande de routine au meurtre en préparation d'attaques militaires* ». Rumsfeld, dépassant les traditionnelles rivalités entre CIA et Pentagone, approuva avec chaleur. « *Quand le directeur de la CIA eut fini sa présentation. Bush ne laissa aucun doute sur ce qu'il en pensait, s'écriant avec enthousiasme : Beau travail !* »

Cette guerre secrète a commencé. Dans l'ombre, la CIA a frappé un peu partout dans le monde les opposants à la politique de George W. Bush. Le journaliste Wayne Madsen a identifié quatre victimes célèbres¹.

- Le 11 novembre 2001, le leader de Papouasie occidentale, Theys Eluay, a été enlevé par une unité spéciale de l'Armée indonésienne, le KOPASSUS. Cette

1 *J'Accuse Bush's Dirty Squads* par Wayne Madsen, in *MakingNews.Com* du 31 janvier 2002.

unité, impliquée dans les massacres du Timor oriental a été formée par le stay-behind américain et est encadrée par la CIA. Theys Eluay militait pour l'indépendance de son pays et s'opposait au pillage des ressources minières par Freeport McMoran, une entreprise de Louisiane dont le docteur Henry Kissinger en personne est directeur émérite.

-Le23 décembre 2001, ChefBola Ige, ministre de la Justice du Nigeria, était assassiné dans sa chambre par un commando non identifié. Il avait été candidat malheureux à la présidence au nom de l'Alliance pan-Yourba pour la démocratie et contestait les privilèges accordés à Chevron (dont Condoleezza Rice fut directrice) et ExxonMobil.¹

En janvier 2002, le gouverneur de la province d'Aceh adressa une lettre au leader du Mouvement de libération d'Aceh, Abdullah Syaffi, pour lui proposer de participer à des négociations de paix. Syaffi ne se contente pas de réclamer l'indépendance, il s'oppose aux forages d'ExxonMobil. Se réclamant de la non-violence — il est membre de l'UNPO aux Pays-Bas—, il avait pris le maquis. La lettre contenait une puce qui permit aux satellites de la National Security Agency (NSA) de le localiser. Il fut assassiné le 22 janvier par un commando du KOPASSUS.

Le leader d'extrême droite, Elie Hobeika, chef des milices chrétiennes libanaises, et ses gardes du corps sont morts le 24 janvier dans un attentat à la voiture piégée. Hobeika, qui fut le principal responsable du

1, <http://www.newswatchngr.com>.

D
e
a
t
h

o
f
a

P
a
t
r
i
o
t
,

i
n

N
e
w
s
w
a
t
c
h

d
u

3
0

d
é
c
e
m
b
r
e

2
0
0
1

massacre de Sabra et Chatila (1982), s'était retourné contre Israël et entendait témoigner contre Ariel Sharon dans le procès intenté contre lui en Belgique pour crime

s contre l'humanité. L'opération aurait été montée conjointement par la CIA et le Mossad.'

Vous avez dit « *lutte contre le terrorisme* » ?

* * *

Le *Washington Post* du 13 février publie une longue tribune du docteur Henry Kissinger². L'inspirateur de la politique étrangère états-unienne relate les débats en cours dans la capitale. Trois options sont possibles après la victoire en Afghanistan. Premièrement, considérer que le travail est terminé et que la leçon portera pour ceux qui seraient tentés d'imiter les *Taliban* ; deuxièmement, faire pression sur certains Etats complaisants avec les terroristes, comme la Somalie et le Yémen ; ou, troisièmement, se concentrer sur le renversement de Saddam Hussein en Irak pour manifester la continuité de la volonté américaine et modifier les équilibres régionaux au Moyen-Orient.

Et Henry Kissinger de plaider pour une attaque décisive contre l'Irak en combinant déploiement de force et soutien à l'opposition. Le ballon d'essai s'étant avéré positif, l'administration Bush embraye.

(131) *Elie Hobeika le choc d'un assassinat*, et *Détails exclusifs sur l'attentat*, in *L'Hebdo Magazine* du 22 février 2002
<http://www.magazine.com.lb>.

(132) *Phase II and Iraq* par Henry Kissinger, in *Washington Post* du 13 février 2002 <http://www.Washingtonpost.com>

Le 29 janvier, le président des Etats-Unis prononce devant le Congrès le traditionnel « discours sur l'état de l'Union », cette fois en présence du Premier ministre du gouvernement de transition afghan, Hamid Karzai. Il annonce les nouveaux objectifs de la « Guerre au terrorisme » :

« Les Etats-Unis poursuivront deux grands objectifs sans relâche et patiemment.

Premièrement, nous devons fermer les camps d'entraînement, déjouer les plans des terroristes et faire comparaître ces derniers devant la justice. Deuxièmement, nous devons empêcher les terroristes et les gouvernements qui cherchent à se doter d'armes chimiques, biologiques ou nucléaires de menacer les Etats-Unis et le monde.

Notre armée a mis les camps d'entraînement des terroristes en Afghanistan hors d'état de nuire, mais d'autres persistent dans une douzaine de pays au moins. Un monde terroriste clandestin, composé de groupes tels le Hamas, le Hezbollah, le Jihad islamique et la Jaish-i-Mohammed, opère dans des jungles et des déserts isolés et se tapit en plein cœur des grandes villes.

(...) Notre second objectif consiste à empêcher les gouvernements qui parrainent le terrorisme de menacer les Etats-Unis et leurs amis au moyen d'armes de destruction massive. Certains de ces gouvernements se tiennent tranquilles depuis le 11 septembre. Mais nous connaissons leur véritable caractère. La Corée du Nord a un gouvernement qui s'équipe de missiles et d'armes de destruction massive tout en affamant sa population. L'Iran s'emploie activement à fabriquer de telles

armes et exporte le terrorisme tandis qu'une minorité non élue étouffe l'espoir de liberté du peuple iranien. L'Irak continue à afficher son hostilité envers les Etats-Unis et à soutenir le terrorisme. Le gouvernement irakien complotte depuis plus de dix ans pour mettre au point le bacille du charbon, des gaz neurotoxiques et des armes nucléaires. C'est un gouvernement qui a déjà utilisé les gaz asphyxiants pour tuer des milliers de ses propres citoyens, laissant les cadavres des mères blottis sur ceux de leurs enfants. C'est un gouvernement qui, après avoir accepté des inspections internationales, a chassé les inspecteurs. C'est un gouvernement qui a des choses à cacher au monde civilisé. De tels Etats constituent, avec leurs alliés terroristes, un Axe diabolique et s'arment pour menacer la paix mondiale ».

* * *

Pour les alliés des Etats-Unis, la pression est trop forte. Voici cinq mois qu'ils doivent avaler des couleuvres en silence. Aucune critique décente de la dérive états-unienne n'est possible pendant la période de deuil qui suit les attentats du 11 septembre. Et les USA ont justement pris soin d'étendre le deuil à leurs alliés et de le prolonger par toutes sortes de cérémonies commémoratives et shows télévisés.

Pourtant, le 6 février, le ministre des Affaires étrangères français, Hubert Védrine, franchit le pas¹. Il agit avec l'aval du Premier ministre et du président

¹ Entretien d'Hubert Védrine avec France-inter - Question directe* 6 février 2002 <http://www.diplomatie.fr>.

de la République. A l'antenne de *France-Inter*, il déclare :

« Nous sommes les alliés des Etats-Unis, nous sommes les amis de ce peuple. Nous avons été sincèrement et profondément solidaires dans cette tragédie du 11 septembre, face à cette attaque terroriste. Nous sommes engagés, comme de très nombreux autres gouvernements, dans la lutte contre le terrorisme. Pas uniquement par solidarité avec le peuple américain, mais il y a une logique et nous devons extirper ce mal. Il faut aussi en traiter les racines. Et nous sommes menacés aujourd'hui d'un nouveau simplisme qui est de ramener tous les problèmes du monde à la seule lutte contre le terrorisme. Ce n'est pas sérieux. (...) On ne peut pas ramener tous les problèmes du monde à la lutte contre le terrorisme -même s'il est indispensable de lutter contre le terrorisme- uniquement par des moyens militaires. Il faut traiter les racines. Il faut traiter les situations de pauvreté, d'injustice, d'humiliation, etc. (...) L'Europe doit être elle-même. Si nous ne sommes pas d'accord avec la politique américaine, nous devons le dire. Nous pouvons le dire et nous devons le dire (...) Etre ami du peuple américain, allié des Etats-Unis dans l'Alliance atlantique, cela ne veut pas dire être aligné. Cela ne veut pas dire avoir renoncé à toute pensée sur quoi que ce soit. (...) On va dialoguer avec les Etats-Unis, on va le faire dans l'amitié. On ne demande pas que les Etats-Unis restent chez eux, au contraire. Nous souhaitons des Etats-Unis qui s'engagent dans le monde, parce qu'il n'y a pas de problèmes sérieux qui ne puissent être réglés sans les Etats-Unis. On demande qu'ils

s'engagent mais qu'ils s'engagent sur la base du multilatéralisme, du partenariat et qu'on puisse parler avec eux. S'il faut un peu hausser le ton pour se faire entendre, on le fera. »

A Washington, Colin Powell prend les propos du ministre français avec hauteur et brocarde ces « intellectuels parisiens qui ont leurs vapeurs ».

Deux jours plus tard, le Premier ministre, Lionel Jospin profite d'une réunion des présidents des Parlements de l'Union européenne pour enfoncer le clou devant un auditoire international¹ :

« Au lendemain des attentats du 11 septembre, nous avons manifesté une solidarité sans faille avec les Etats-Unis et contribué à leurs côtés à la réponse qu'appelait cette agression. Cette action commune contre le terrorisme va se poursuivre avec détermination. Mais cela ne signifie nullement que nous ne devons pas réfléchir de façon lucide aux leçons qu'il convient de tirer des événements du 11 septembre. On ne peut en effet réduire les problèmes du monde à la seule dimension de la lutte contre le terrorisme —quelle que soit son impérieuse nécessité-, ni compter uniquement pour les résoudre sur la prédominance des moyens militaires.

Notre conception du monde vise à construire une communauté internationale plus équilibrée, un monde plus sûr et plus juste. Cette conception se fonde sur la

¹ Allocution du Premier ministre devant la Conférence des présidents des Parlements de l'Union européenne contre le blanchiment d'argent, Assemblée nationale, le 8 février 2002, <http://www.premier-ministre.gouv.fr>

démarche multilatérale. Elle mise sur toutes les formes de coopération qui permettent aux membres de la communauté internationale de s'attaquer ensemble aux problèmes de fond, car aucun d'entre eux ne peut prétendre les résoudre à lui tout seul (...) Nous souhaitons que les Etats-Unis, ne cédant pas à la tentation forte de l'unilatéralisme, se réengagent avec nous dans cette voie, car sans eux, les équilibres nouveaux que nous recherchons seront plus difficiles à atteindre. Pour ce qui nous concerne, nous continuerons à œuvrer pour faire avancer ces conceptions ».

Le scepticisme gagne l'Europe. Le lendemain, c'est au tour de Chris Patten (commissaire européen chargé des Relations extérieures de l'Union) de « *briser le silence* ». Dans un entretien au *Guardian*, il développe les critiques françaises de « / *'absolutisme et du simplisme* » en les assaisonnant de remarques aigres-douces sur la nécessité pour les Etats-Unis de savoir écouter leurs alliés : « *Gulliver ne peut pas faire cavalier seul et il n'est pas bon que nous nous considérions comme des Liliputiens qui n'oseraient pas élever la voix* »¹. Le 10 février, la contagion s'empare de la conférence des ministres européens des Affaires étrangères, réunis à Cuencas (Espagne). Tous font bloc derrière le tandem inattendu Védrine-Patten.

À l'occasion du sommet de l'OTAN à Berlin, la fronde gagne l'Alliance. Le Premier ministre canadien, Jean Chrétien, rappelle que les résolutions de PONU et de l'OTAN ne portent que sur l'Afghanistan et

qu'il ne comprendrait pas que les Etats-Unis s'engagent unilatéralement dans d'autres conflits.¹

S'approcherait-on du moment de vérité ?

¹ *Break'ing the Silence*, entretien avec Chris Patten, in *The Guardian* du 9 février 2002 <http://www.guardian.co.uk>.

¹ *Chrétien Resists American Pressure on Iraq* par Sandra Cordon, in *The Halifax Herald* <http://www.Herald.ns.ca> du 18 février 2002, et *US Worries about PM's Position on Fighting Iraq* par Daniel Leblanc in *Globe and Mail* du 18 février 2002 <http://www.GlobeandMail.com>

Chapitre 11

LA CONJURATION

Les éléments dont nous disposons maintenant laissent à penser que les attentats du 11 septembre ont été commandités de l'intérieur de l'appareil d'Etat américain. Néanmoins, cette conclusion nous heurte parce que nous nous étions habitués à la légende du « *complot Ben Laden* » et parce qu'il nous est pénible d'envisager que des Américains aient pu cyniquement sacrifier près de trois mille de leurs compatriotes. Pourtant, par le passé, **l'état-major** interarmes états-unien avait planifié —mais jamais réalisé— une campagne de terrorisme contre sa propre population. Un rappel historique s'impose.

* * *

En 1958 à Cuba, des insurgés conduits par les colonels Fidel et Raul Castro, Che Guevara et Camilo Cienfuegos renversent le régime fantoche de Fulgencio Batista. Le nouveau gouvernement, qui n'est pas encore communiste, met fin à l'exploitation en coupe réglée de l'île à laquelle se livrent un groupe de multinationales états-uniennes (Standard Oil, Général Motors, ITT, Général Electric, Sheraton, Hilton, Uni-

ted Fruit, Est Indian Co) et la famille Bacardi depuis six ans. En retour, ces entreprises convainquent le président Eisenhower de renverser les castristes.

Le 17 mars 1960, le président Eisenhower approuve un « *Programme d'actions clandestines contre le régime castriste* » comparable à la « *Matrice* » de George Tenet, bien que limité au seul Cuba. Son but est de « *remplacer le régime de Castro par un autre, plus fidèle aux véritables intérêts du peuple cubain et plus acceptable pour les Etats-Unis, par des moyens évitant toute visibilité de l'intervention US* »¹.

Le 17 avril 1961, une brigade d'exilés cubains et de mercenaires, plus ou moins discrètement encadrée par la CIA, tente un débarquement à la Baie des Cochons. L'opération tourne au fiasco. Le président John F. Kennedy, qui venait d'arriver à la Maison-Blanche, refuse d'envoyer PUS Air Force appuyer les mercenaires. Mille cinq cent hommes sont faits prisonniers par les autorités cubaines. Kennedy désavoue l'opération et révoque le directeur de la CIA (Allen Dulles), le directeur adjoint (Charles Cabell) et le directeur du stay-behind (Richard Bissell). Il confie une enquête interne à son conseiller militaire, le général Maxwell Taylor, mais elle n'est suivie d'aucune mesure concrète. Kennedy s'interroge sur l'attitude de l'état-major interarmes qui avait validé l'opération alors qu'il la savait vouée à l'échec².

(133) *A Program of Covert Operations Against the Castro Regime*, docu

ment déclassifié de la CIA en date du 16avri) 1961.

(134) *The Chairmen of the Joint Chiefs of Staff*, Willard J. Webb et Ronald

H. Cole, DoD, 1989. *Swords and Plowshares*, Maxwell D. Taylor, 1972.

Tout semble s'être passé comme si les généraux avaient tenté d'impliquer les Etats-Unis dans une guerre ouverte contre Cuba.

Si le président Kennedy a sanctionné les méthodes et les échecs de la CIA, il n'a pas remis en question la politique d'hostilité de Washington à l'égard du pouvoir en place à La Havane. Il crée un « *Groupe spécial élargi* » chargé de concevoir et de conduire la lutte anti-castriste. Ce groupe est composé de son frère, Robert Kennedy (avocat général), de son conseiller militaire (le général Maxwell Taylor), du conseiller national pour la sécurité (Me Gorge Bundy), du secrétaire d'Etat (Dean Rusk), assisté d'un conseiller (Alexis Johnson), du secrétaire à la Défense (Robert McNamara), assisté d'un conseiller (Roswell Gilpatric), du nouveau directeur de la CIA (John McCone), et du chef d'état-major interarmes (le général Lyman L. Lemnitzer).

Ce Groupe spécial élargi imagine un ensemble d'actions secrètes rassemblées sous le titre générique d'opération « *Mongoose* » (Mangouste). Pour les réaliser, la coordination opérationnelle entre le département d'Etat, le département de la Défense et la CIA est confiée au général Edward Lansdale (assistant du secrétaire à la Défense, en charge des opérations spéciales, et à ce titre directeur de la NSA). Tandis qu'au sein de la CIA, une unité ad hoc est constituée, le « *Groupe W* », dirigé par William Harvey.

* * *

En avril 1961, l'armée des Etats-Unis est traversée par une crise grave : le major général Edwin A. Walker, qui avait suscité les affrontements racistes de Little Rock avant de prendre le commandement de l'infanterie stationnée en Allemagne, est révoqué par le président Kennedy¹. Il est accusé de développer un prosélytisme d'extrême droite dans les armées. Lui-même appartiendrait à la John Birch Society et aux Authentiques Chevaliers du Klu Klux Klan.

La commission des Affaires étrangères du Sénat diligente une enquête sur l'extrême droite militaire. Les auditions sont conduites par le sénateur Albert Gore (Démocrate -Tennessee), père du futur vice-président américain. Les sénateurs suspectent le chef d'état-major interarmes, le général Lyman L. Lemnitzer, de participer au « complot Walker »². Gore sait que Lemnitzer est un spécialiste de l'action secrète : en 1943, il avait personnellement dirigé les négociations visant à retourner l'Italie contre le Reich, puis, en

(135)Voir notre étude « Les Forces spéciales clandestines », in *Les Notes*

d'information du Réseau Vohuire n° 235. Pour de plus amples détails,

Edwin A. Walker and the Right Wt'ng in Oeillets, par Chris Cravens, South Texas State University, 1993.

(136)Depuis Sa fin de la guerre de Corée, le major-général Edwin Walker

était persuadé que le gouvernement LIS s'était engagé dans une poli

tique d'abandon face à la progression communiste. Après avoir été

relevé de ses fonctions par le secrétaire à la Défense, Robert McNa-

mara, et avoir reçu un blâme, il fomenta une émeute à l'université du

Mississippi pour protester contre rengagement d'un professeur noir.

Il fut alors poursuivi par l'attorney général, Robert Kennedy, et arrêté

pour conspiration séditionneuse, insurrection et rébellion.

Bénéficiant du

soutien de la presse conservatrice qui le désignait comme « le prison

nie
r
pol
iti
qu
e
des
Ke
nn
ed
y
»,
il
fut
re
mi
s
en
lib
ert
é
apr
ès
av
oir
acq
uitt
é
cen
t
mil
le
dol
lar
s
de
cau
tio
n.
On
le
ret
rou
va
par
la
sui
te
fin
anç
ant
un
co

mplot de l'OAS pour assassiner Charles de Gaulle, puis animant le « Comité 8F » suspecté d'avoir planifié l'assassinat de John F. Kennedy.

1944,
il
condu
isit
avec
Allen
Dulles
les
négoci
ations
secrèt
es
avec
les
nazis
à
Ascon
a
(Suiss
e)
prépar
ant la
capitu
lation
(opéra
tion
Sunris
e)¹. Il
partici
pa à
la
créati
on du
réseau
*stay-
behin
d* de
l'OTA
N,
retou

nant des agents nazis pour lutter contre l'URSS, et à
Pexfiltration de criminels contre l'humanité vers
l'Amérique latine. Mais Gore ne parvint pas à mettre
en évidence sa responsabilité dans les événements
contemporains.

Une correspondance secrète du général Lemnitzer,
récemment publiée, montre qu'il complotait avec le
commandant des forces américaines en Europe (le
général Lauris Norstad) et d'autres officiers de très
haut rang pour saboter la politique de John F. Ken-
nedy.

Les militaires extrémistes dénoncent le refus de Ken-
nedy d'intervenir militairement à Cuba. Ils considè-
rent les civils de la CIA comme responsables de la
mauvaise planification du débarquement de la Baie
des Cochons, et le président Kennedy comme un
lâche pour avoir refusé l'appui de TUS Air Force.
Pour débloquer la situation, ils imaginent de fournir
un prétexte politique à Kennedy pour intervenir mili-
tairement. Ce plan, dit opération « *Northwoods* »
(Bois du nord), donne lieu à des études poussées qui
sont formalisées par le brigadier général William H.
Craig. Il est présenté au Groupe spécial élargi par le
général Lemnitzer lui-même, le 13 mars 1962. La
réunion se tient au Pentagone, dans le bureau du
secrétaire de la Défense, de 14 h 30 à 17 h 30. Elle
setermine très mal : Robert McNamara rejette le plan

1 *Les Secrets d'une reddition*, Allen Dulles, Calmann-Lévy, 1967.

en bloc, tandis que le général Lemnitzer se fait menaçant. S'ensuivent six mois de permanente hostilité entre l'administration Kennedy et Pétat-major interarmes, puis l'éloignement de Lemnitzer et sa nomination comme chef des forces US en Europe. Avant de partir, le général donne l'ordre de détruire toutes les traces du projet Northwoods, mais Robert McNamara conserve la copie du mémo qui lui avait été remis¹ (cf. Annexes).

* * *

L'opération Northwoods vise à convaincre la communauté internationale que Fidel Castro était irresponsable au point de représenter un danger pour la paix de l'Occident. Pour ce faire, il est prévu d'orchestrer, puis d'imputer à Cuba de graves dommages subis par les Etats-Unis. Voici quelques-unes des provocations projetées :

— Attaquer la base américaine de Guantanamo. L'opération aurait été conduite par des mercenaires cubains sous uniforme des forces de Fidel Castro, elle aurait inclus divers sabotages et l'explosion du dépôt de munitions, laquelle aurait nécessairement provoqué des dégâts matériels et humains considérables.

¹ Les documents de l'opération Northwoods ont initialement été publiés en Australie par Jon Elliston (*Psy War on Cuba. The Declassified History of US Anti-Castro Propaganda*, Océan Press éd., 1999) sans provoquer de réactions aux Etats-Unis. Ils ont été à nouveau exploités par le journaliste d'ABC News, James Bamford dans son histoire de la NSA (*Body of Secrets, Anatomy of the Ultra-Secret National Security Agency from the Cold War to the Dawn of a New Century*, Doubleday éd., 2001) suscitant alors un vif émoi chez les historiens.

— Faire sauter un navire américain dans les eaux territoriales cubaines de manière à raviver la mémoire de la destruction du *Maine*, en 1898 {deux cent soixante-six morts}, qui provoqua l'intervention américaine contre l'Espagne¹. Le bâtiment aurait été en réalité vide et télécommandé. L'explosion aurait été visible de La Havane ou de Santiago pour que l'on dispose de témoins. Des opérations de secours auraient été conduites pour crédibiliser des pertes. La liste des victimes aurait été publiée dans la presse et de fausses obsèques auraient été organisées pour susciter l'indignation. L'opération aurait été déclenchée lorsque des navires et avions cubains se seraient trouvés dans la zone pour pouvoir leur imputer une attaque.

— Terroriser les exilés cubains en organisant quelques plasticages contre eux à Miami, en Floride, et même à Washington. De faux agents cubains auraient été arrêtés pour disposer d'aveux. De faux documents compromettants, établis à l'avance, auraient été saisis et distribués à la presse.

— Mobiliser les Etats voisins de Cuba en leur faisant accroire une menace d'invasion. Un faux avion cubain aurait bombardé de nuit la République Dominicaine, ou un autre Etat de la région. Les bombes utilisées auraient été évidemment de fabrication soviétique.

— Mobiliser l'opinion publique internationale en détruisant un vol spatial habité. Pour frapper les

¹ A l'époque, Cuba **était** une colonie espagnole. Les USA **intervinrent** militairement pour achever la décolonisation de Cuba et lui imposer un statut de protectorat.

esprits, la victime aurait été John Glenn, premier Américain à avoir parcouru une orbite complète de la terre (vol Mercury).

Une provocation avait été plus particulièrement étudiée :

— « // est possible de créer un incident qui démontrera de manière convaincante qu'un avion cubain a attaqué et descendu un vol charter civil en route des Etats-Unis vers la Jamaïque, Je Guatemala, Panama ou le Venezuela ». Un groupe de passagers complices, qui pourrait être des étudiants par exemple, aurait pris un vol charter d'une compagnie détenue en sous-main par la CIA. Au large de la Floride, leur avion aurait croisé une réplique, en fait un avion apparemment identique, mais vide et transformé en drone. Les passagers complices seraient retournés sur une base de la CIA, tandis que le drone aurait continué en apparence leur trajet. L'appareil aurait émis des messages de détresse indiquant qu'il était attaqué par la chasse cubaine, et aurait explosé en vol.¹

¹ La surveillance de l'espace aérien est telle qu'il serait difficile aujourd'hui de substituer des avions sans que les contrôleurs ne remarquent la supercherie. Ce n'est cependant pas impossible. On sait que chaque avion de ligne est doté d'un transpondeur qui émet un signal d'identification et des données de vol (altitude, vitesse, etc.), de sorte que les contrôleurs voient s'afficher sur leurs écrans radars non pas un point, mais l'immatriculation de l'appareil. Néanmoins, la connaissance exacte de l'espace aérien est protégée par le secret-Défense, aussi les radars civils sont-ils équipés d'un filtre qui les aveugle lorsqu'ils détectent des avions dont les transpondeurs émettent des codes militaires. Pour substituer des avions, il faudrait donc disposer d'un code militaire et couper le transpondeur civil pendant la substitution. On remarquera que le 11 septembre, les transpondeurs des quatre avions officiellement détournés ont cessé d'émettre pour une raison inconnue. Selon la procédure en vigueur, les contrôleurs aériens

La réalisation de ces opérations implique nécessairement la mort de nombreux citoyens américains, civils et militaires. Mais c'est précisément leur coût humain qui en fait d'efficaces actions de manipulation.

♦ * *

Pour John F. Kennedy, Lemnitzer est un anti-communiste hystérique soutenu par des multinationales sans scrupules. Le nouveau président comprend le sens de la mise en garde de son prédécesseur, le président Eisenhower, un an plus tôt, lors de son discours de fin de mandat : « *Dans les conseils du gouvernement, nous devons prendre garde à l'acquisition d'une influence illégitime, qu'elle soit recherchée ou non par le complexe militaro-industriel. Le risque d'un développement désastreux d'un pouvoir usurpé existe et persistera. Nous ne devons jamais laisser le poids de cette conjonction menacer nos libertés ou les processus démocratiques. Nous ne devons rien considérer comme acquis. Seules une vigilance et une conscience citoyennes peuvent garantir l'équilibre entre l'influence de la gigantesque machinerie industrielle et militaire de défense et nos méthodes et nos buts pacifiques, de sorte que la sécurité et la liberté puissent croître de pair* »¹.

En définitive, John F. Kennedy, résiste aux généraux Walker, Lemnitzer et à leurs amis, et refuse d'engager plus avant l'Amérique dans une guerre à outrance contre le communisme, à Cuba, au Laos, au Viêt-Nam

doivent **immédiatement** établir un contact radio pour vérifier que l'avion n'est pas en détresse et, à défaut, prévenir l'autorité militaire (NOR.AD) pour qu'elle établisse un contact visuel avec ses chasseurs. ¹ Dwight Eisenhower, *Farewell Address*, 17 janvier 1961.

ou ailleurs. Il est assassiné, le 22 novembre 1963¹. Le général Lemnitzer prend sa retraite en 1969. Mais, en 1975, alors que le Sénat commence des investigations sur le rôle exact de la CIA sous l'administration Nixon, Gerald Ford, qui assure l'intérim de la présidence depuis le scandale du *Watergate*, lui demande de participer à cette enquête. Après qu'il eut aidé à enterrer la polémique, Ford le sollicite à nouveau pour animer un groupe de pression, le Committee on the Present Danger (CPD — Comité sur le danger actuel). Cette association est une création de la CIA, alors dirigée par George Bush père. Elle mène campagne contre le danger soviétique. Parmi ses administrateurs, on trouve divers responsables de la CIA et Paul D. Wolfowitz (actuel secrétaire adjoint à la Défense, en charge des opérations en Afghanistan). Parallèlement, Gerald Ford promeut le brigadier général William H. Craig, qui avait dirigé les études préliminaires de l'opération Northwoods, directeur de la National Security Agency (NSA).

Le général Layman L. Lemnitzer meurt le 12 novembre 1988.

En 1992, l'opinion publique américaine s'interroge sur l'assassinat du président Kennedy après la diffusion d'un film d'Oliver Stone montrant les incohérences de la version officielle. Le président Clinton ordonne la déclassification de très nombreuses archives de la période Kennedy. Dans les papiers du secrétaire à la Défense Robert McNamara, on retrouve l'unique copie conservée du projet Northwoods.

* * *

¹ JFK, *Autopsie d'un crime d'Etat*, William Reymond, Flammarion, 1998.

Ce précédent historique nous rappelle qu'un complot interne états-unien, prévoyant de sacrifier des ressortissants américains dans le cadre d'une campagne terroriste, n'est malheureusement pas impossible. En 1962, John F. Kennedy a résisté au délire de son état-major. Il l'a probablement payé de sa vie. Nous ne savons pas ce qu'aurait été la réaction de George W. Bush s'il avait eu à affronter la même situation.

L'histoire immédiate des Etats-Unis nous montre que le terrorisme intérieur est une pratique en développement. Depuis 1996, le FBI publie un rapport annuel sur les actes de terrorisme intérieur¹ : quatre en 1995, huit en 1996, vingt-cinq en 1997, dix-sept en 1998, dix-neuf en 1999. Ils ont majoritairement été perpétrés par des groupes militaires et paramilitaires d'extrême droite.

* * *

L'existence d'un complot au sein des forces armées US pour perpétrer les attentats du 11 septembre est attestée par la déposition du lieutenant Delmart Edward Vreeland devant la Cour supérieure de Toronto (Canada)².

¹88 *Terrorism in United States*, FBI. Téléchargements
(137): <http://www.fbi.gov/publications/terror/terroris.pdf>;
(138): <http://www.fbi.gov/publications/terror/terr97.pdf>;
(139): <http://www.fbi.gov/publications/terror/terror98.pdf>;
(140): <http://www.fbi.gov/publications/terror/terror99.pdf>.

² Cette affaire a fait l'objet de quatre articles de Nick Pron dans le *Toronto Star* <http://www.thestar.com> *Did This Man Predict Sept. 11 ?* (23 octobre), *US Looks Into Ittmate's Story, Jail Man Said He Tried to Warn About Attacks* (25 octobre), *Plot to Manier Judge May Never Have Existed* (31 octobre) et *Was Embassy Worker Poisoned ?* (21 janvier 2002). Le troisième article fait aussi référence à un témoignage

Arrêté pour fraude à la carte bancaire, le lieutenant Vreeland s'est défendu en faisant état de son appartenance aux services secrets de la marine états-unienne (Naval Intelligence). Il a raconté aux policiers avoir recueilli en Russie des informations sur l'assassinat de Marc Bastien, un employé du chiffre de l'ambassade du Canada à Moscou, et sur la préparation d'attentats à New York. Après s'être assuré que Marc Bastien n'avait pas été assassiné, mais était mort en avalant une surdose d'antidépresseurs alors qu'il était en état d'ébriété, la police a écarté les propos de Vreeland qu'elle a assimilés à une défense pathétique. Il a été incarcéré.

Le 12 août 2001, Vreeland a remis un pli fermé à l'autorité pénitentiaire contenant sa déposition sur des attentats à venir. Les autorités canadiennes n'y ont attaché aucune importance. Le 14 septembre, elles ont ouvert l'enveloppe et trouvé une description précise des attentats commis trois jours plus tôt à New York. Interrogeant immédiatement le Pentagone, elles se sont vu répondre que Delmart « Mike » Vreeland avait quitté la Navy en 1986, en raison de ses piètres performances, et n'avait jamais été affecté à la Naval Intelligence. Le procureur fédéral a écarté les dires de Vreeland, s'exclamant devant la Cour supérieure de Toronto : « *Cette histoire est-elle possible ? Je n'irai pas jusqu'à dire qu'elle est impossible, seulement elle n'est pas plausible* ».

dans la préparation de l'assassinat d'un magistrat. Le retournement de la police dans cette autre affaire semble être utilisé pour tenter de discrediter Vreeland. En outre, Michael Ruppert, éditeur de *From The Wildemess*, qui est en contact avec les avocats de Vreeland, a consacré plusieurs articles à cette affaire sur <http://www.copvcia.com>

Premier rebondissement, le médecin légiste, Line Duchesne, revient sur les causes de la mort du diplomate Marc Bastien et conclut qu'il a été assassiné. Les propos de Vreeland retrouvent leur crédibilité. Deuxième rebondissement lors d'une audience publique de la Cour supérieure de Toronto, le 25 janvier 2002 : les avocats du lieutenant Vreeland, Maître Rocco Galati et Paul Dlansky, téléphonent avec un combiné muni d'un haut-parleur au standard du Pentagone. Devant les magistrats qui écoutent la conversation, ils obtiennent confirmation que leur client était en service actif dans la Navy. En outre, lorsqu'ils demandent à parler à ses supérieurs, l'opératrice les oriente sur une ligne directe du Naval Intelligence.

* ♦ *

Voilà donc des attentats qui étaient connus de cinq services de renseignements (allemand, égyptien, français, israélien et russe), d'un agent du Naval Intelligence comme Vreeland, des auteurs anonymes des messages d'alerte envoyés à Odigo, sans parler des initiés qui spéculaient en Bourse. Jusqu'où allaient les fuites ? Jusqu'où s'étendent les implications ?

Bruce Hoffman, vice-président de la Rand Corporation, a déclaré lors de son audition à la Chambre des Représentants, que par leur ampleur, les attentats étaient « *inimaginables* ». C'est l'avis indiscutable de l'expert le plus coté. Avec un budget annuel de 160 millions de dollars, la Rand Corporation²

(141)Audition du 26 septembre 2001,
<http://www.rand.org/publicationsCT/CTI82ZCT182.pdf>

(142)Site officiel de la Rand Corporation : <http://www.rand.org>

est le plus important centre privé de recherches en matière de stratégie et d'organisation militaire dans le monde. Il est la prestigieuse expression du lobby militaro-industriel américain. Présidé par James Thomson, il compte parmi ses administrateurs Ann McLaughin Korologos (ancienne présidente de l'Institut Aspen) et Franck Carlucci (président du Carlyle Group). Condoleezza Rice et Donald Rumsfeld en furent administrateurs tant que leurs fonctions officielles le leur permirent. Zalmay Khalilzad y fut analyste.

Or Bruce Hoffman ment : dans une conférence publiée par TUS Air Force Academy en mars dernier (c'est-à-dire six mois avant les attentats), il envisageait précisément « / *inimaginable* » scénario du 11 septembre¹. S'adressant à un auditoire d'officiers supérieurs de FUS Air Force, il indiquait que « *nous essayons de préparer nos armes contre Al-Qaeda, l'organisation —ou peut-être le mouvement— associé à Ben Laden* » (...) « *Pensez un moment à ce que fut l'attentat à la bombe contre le World Trade Center, en 1993. Maintenant, rendez-vous compte au'il est possible défaire tomber la tour Nord sur la tour Sud et de tuer 60 000 personnes* » (...) « *Ils trouveront d'autres armes, d'autres tactiques et d'autres moyens pour atteindre leurs cibles. Ils ont un choix évident d'armes, dont les drones [c'est-à-dire des avions télécommandés]* ».

Quelle prescience, n'est-ce pas ?

* * *

Pour calmer les ardeurs belliqueuses du Parti républicain, les Démocrates acceptèrent, à l'occasion du vote de la loi de finances 2000, la constitution d'une commission d'évaluation de l'organisation et de la planification de la sécurité des Etats-Unis en matière spatiale. La commission rendit son rapport² le 11 janvier 2001, quelques jours avant que son président, l'honorable Donald Rumsfeld, ne devienne secrétaire à la Défense de l'administration Bush et ne quitte son fauteuil au conseil d'administration de la Rand Corporation. Huit de ses douze membres étaient des généraux en retraite. Tous étaient des partisans du « *bouclier anti-missiles* ». De sorte que les trente-deux jours de travaux de la commission ne furent pas consacrés à un audit de la situation, mais à la recherche d'arguments justifiant *a posteriori* les convictions communes de ses membres. Pour la « *Commission Rumsfeld* », l'espace est un domaine militaire comparable à la terre, l'air et la mer. Il doit disposer de sa propre Arme, à équivalence avec l'Army, l'Air Force et la Navy. Les Etats-Unis doivent occuper ce domaine et empêcher toute autre puissance de s'y installer. Grâce à cette asymétrie des moyens, leur suprématie militaire sera incontestable et illimitée.

(143) *Twenty-First Century Terrorism*, in *The Terrorism Threat and US*

Government response : Operational and Organizational Factors, US

Air Force Academy, Institute for National Security Studies, Mardi

2001. Le texte de Bruce Hoffman est disponible sur

<http://www.usafa.af.mil/inss/foreword.htm>

(144) *Report of the Commission to Assess U.S. National Security Space*

Management and Organisation

<http://www.defenselink.mil/pubs/space20010H1.html>

La Commission Rumsfeld a dégagé dix propositions :

- (145) L'Arme spatiale doit dépendre directement du président.
- (146) Le président doit s'adjoindre un conseiller en matière spatiale pour que les Etats-Unis exploitent au mieux leur avantage.
- (147) Les diverses agences de renseignement doivent être coordonnées et subordonnées à l'Arme spatiale à l'intérieur du Conseil national de sécurité.
- 4— L'Arme spatiale étant à la fois un outil de renseignement et une arme létale, son usage suppose une coordination du secrétaire à la Défense et des nombreux services de renseignements ; ces derniers étant placés sous l'autorité unique du directeur de la CIA.
- (148) Le secrétaire à la Défense doit s'adjoindre un sous-secrétaire pour l'espace.
- (149) Le commandement de l'espace doit être distingué du commandement aérien.
- (150) L'Arme spatiale doit pouvoir utiliser les services des autres armes.
- (151) La NRO (agence de l'imagerie spatiale) doit être rattachée au sous-secrétaire à l'Air Force.
- (152) Le secrétaire à la Défense doit lui-même superviser les investissements en recherche et développement spatial, de manière à accroître l'asymétrie entre les forces US et celles des autres puissances militaires.
- 10— De très importants moyens budgétaires doivent être débloqués pour le programme spatial militaire.

Outre la dénonciation du traité ABM de 1972, cet ambitieux programme de militarisation de l'espace

suppose de telles réformes de l'organisation et de la stratégie américaine qu'il semble irréalisable. C'est pourquoi, la Commission Rumsfeld écrit : « *L'histoire est pleine de situations dans lesquelles on a ignoré les avertissements et résisté au changement jusqu'à ce qu'un événement extérieur, jugé jusque-là « improbable », vienne forcer la main des bureaucraties réticentes. La question qui se pose est de savoir si les Etats-Unis auront la sagesse d'agir de manière responsable et de réduire au plus vite leur vulnérabilité spatiale. Ou bien si, comme cela a déjà été le cas par le passé, le seul événement capable de galvaniser les énergies de la Nation et de forcer le gouvernement des Etats-Unis à agir, doive être une attaque destructrice contre le pays et sa population, un « Pearl Harbor spatial ».*

Nous avons été alertés, mais nous ne sommes pas en alerte. »

Pour Donald Rumsfeld et les généraux de l'Air Force, les événements du 11 septembre constituent en quelque sorte une « *divine surprise* », selon l'expression employée par les fascistes français lorsque la défaite leur permit de renverser « *la Gueuse* » et de confier les pleins pouvoirs à Philippe Pétain.

Le 11 septembre, à 18 h 42, Donald Rumsfeld donna une conférence de presse au Pentagone¹. Pour manifester l'unité de l'Amérique dans ce moment difficile, les leaders démocrates et républicains de la commission sénatoriale de la Défense s'étaient joints à lui. On était sans nouvelles du président Bush et le monde

¹ DoD News Briefing on Pentagon Attack :
<http://www.defenselink.mil/cgi-bin/DoD/print.cgi>

attendait avec inquiétude la réponse US. Or, au milieu de la conférence, en direct devant les caméras de la presse internationale, Donald Rumsfeld prit à partie le sénateur Cari Levin (Démocrate-Michigan) : « *Vous, ainsi que d'autres représentants démocrates au Congrès, avez exprimé la crainte de ne pas avoir les moyens de financer l'importante augmentation des budgets de défense sollicitée par le Pentagone, notamment la défense anti-missiles. Vous craignez d'avoir à puiser dans les fonds de la Sécurité sociale pour financer cet effort. Est-ce que le genre d'événements qui vient de se produire suffit à vous convaincre qu'il est urgent pour ce pays d'augmenter les dépenses consacrées à sa défense et que, s'il le faut, il faudra puiser dans les fonds de la Sécurité sociale pour payer les dépenses militaires ? - l'augmentation des dépenses militaires ?* »

Un emportement qui pourrait s'interpréter comme un aveu.

EPILOGUE

Si le lobby énergétique est le premier bénéficiaire de la guerre d'Afghanistan, le lobby militaro-industriel est le grand vainqueur du 11 septembre. Ses espoirs les plus fous sont désormais comblés.

Avant toute chose, le Traité ABM, fixant les limites au développement des armements a été unilatéralement dénoncé par George W. Bush.

Puis, non seulement le directeur de la CIA n'a pas été limogé après l'apparent échec du 11 septembre, mais les crédits de l'agence ont été immédiatement augmentés de 42% pour mener à bien la « *Matrice de l'attaque mondiale* ».

Le budget militaire des Etats-Unis, qui n'avait cessé de baisser depuis la dissolution de l'URSS, connaît un accroissement aussi soudain que vertigineux. Si l'on cumule les crédits supplémentaires alloués en urgence après les attentats et les hausses budgétaires prévues, les deux premières années de la présidence Bush se traduiront par une augmentation de 24% des dépenses militaires. Sur cinq ans, le budget de l'armée des Etats-Unis représentera plus de deux mille milliards de dollars, alors que la course aux

armements est finie et qu'ils ne se connaissent plus aucun ennemi d'importance. Le budget militaire US est désormais égal au total des budgets des vingt-cinq plus grandes armées du monde après lui.

Les postes les mieux dotés sont ceux qui concernent l'espace et les opérations secrètes, manifestant ainsi la nouvelle prédominance dans l'appareil d'Etat américain de l'alliance entre les responsables des opérations secrètes (rassemblés autour de George Tenet) et les partisans de l'Arme spatiale. Ces derniers sont regroupés autour de Donald Rumsfeld et du général Ralph E. Eberhart, actuel commandant en chef du NORAD et principal officier supérieur à avoir dirigé les opérations de contrôle aérien le 11 septembre 2001.

L'évolution prise par l'Administration américaine avec les événements du 11 septembre, semble annonciatrice de beaucoup de « sang, de sueur et de larmes », selon la formule de Winston Churchill. Reste à savoir maintenant qui sur la planète en fera les frais.

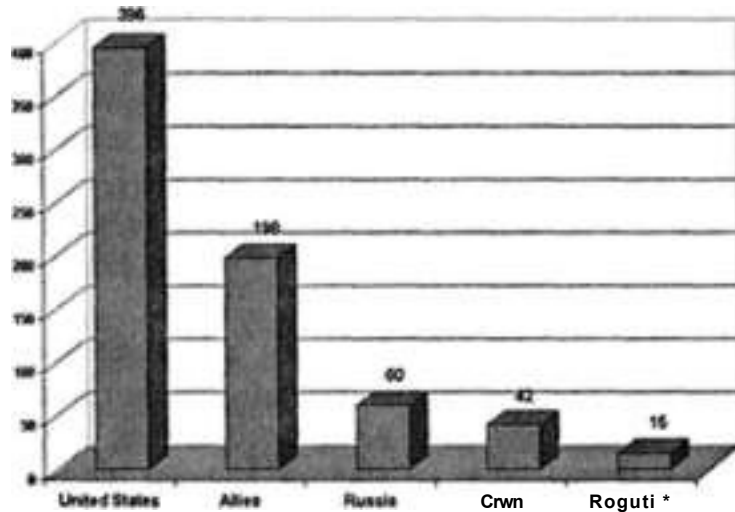
Paris, le 20 février 2002

ANNEXES & DOCUMENTS

LES BUDGETS MILITAIRES DES PRINCIPAUX PAYS

Source : <http://www.cdi.org/issues/wme/>

Les deux tableaux (en milliards de US dollars) montrent le poids écrasant des dépenses militaires américaines, supérieures au total des vingt-cinq pays qui suivent.



(*) "Allies" comprend les pays de l'OTAN, l'Australie, le Japon et la Corée du Sud.

"Rogues" ("Voyous") regroupe Cuba, l'Iran, l'Iraq, la Libye, la Corée du Nord, le Soudan et la Syrie.

Etats-Unis	396
Russie	60
Chine	42
Japon	40
Royaume-Uni	34
Arabie Saoudite	27
France	25
Allemagne	21
Brésil	17
Inde	15
Italie	15
Corée du Sud	11
Iran	9
Israël	9
Taïwan	8
Canada	7
Espagne	6
Australie	6
Pays-Bas	5
Turquie	5
Singapour	4
Suède	4
Émirats arabes unis	3
Pologne	3
Grèce	3
Argentine	3
Total hors US	382
(en milliards US dollars)	

NOTE DE DOCUMENTATION DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT SUR
OUSSAMA BEN LADEN

Pour justifier des bombardements du 20 août 1998, en Afghanistan et au Soudan, le département d'Etat a diffusé une note de documentation dans laquelle il écrit la légende de Ben Laden.

Le 20 août 1998, l'armée des Etats-Unis a attaqué plusieurs installations du réseau terroriste dirigé par Oussama Ben Laden. A l'heure actuelle, ce réseau dirige, finance et inspire une multitude de groupements extrémistes islamiques qui commettent des actes de terrorisme à travers le monde. Le réseau Ben Laden est multinational et est présent dans le monde entier. Ses figures de proue sont aussi des dirigeants de haut rang dans d'autres organisations terroristes, notamment dans celles désignées par le département d'Etat comme étant des organisations étrangères terroristes, telles que la « Jamaa islamiya » (Egypte) et le Jihad islamique (Egypte). Oussama Ben Laden et son réseau cherchent à provoquer une guerre entre l'Islam et l'Occident et à renverser les gouvernements musulmans en place, tels ceux d'Egypte et d'Arabie Saoudite. Notre décision d'attaquer des installations appartenant au réseau d'Oussama Ben Laden fait suite à des renseignements convaincants selon lesquels son groupement, en collaboration avec d'autres groupements de terroristes, était à l'origine des attentats

odieux perpétrés le 7 août contre les ambassades des Etats-Unis à Nairobi (Kenya) et à Dar es-Salaam (Tanzanie). Des membres du réseau d'Oussama Ben Laden ont aussi participé, la semaine dernière, à un complot qui prévoyait l'exécution d'autres attentats contre des ambassades des Etats-Unis. En outre, le 19 août, un front islamique créé par le réseau Ben Laden et qui s'intitule le Front islamique mondial pour la guerre sainte contre les juifs et les croisés, s'est félicité des attentats à la bombe perpétrés contre nos ambassades et a déclaré : « L'avenir des Etats-Unis sera sombre (...) Ils seront attaqués de toute part, et des groupements islamiques surgiront les uns après les autres pour lutter contre les intérêts américains. »

Les attentats atroces qui ont eu lieu en Afrique ne constituent pas la première fois où des membres du réseau d'Oussama Ben Laden se sont livrés à des actes de terrorisme contre les Etats-Unis et leurs alliés. La liste de ces actes est longue : Ils ont conspiré pour tuer au Yémen des soldats américains qui s'apprêtaient à participer à l'opération à caractère humanitaire réalisée en Somalie en 1992. Ils ont tramé l'assassinat en Somalie de soldats américains et de soldats d'autres pays qui se trouvaient dans ce pays pour distribuer des vivres à des Somaliens souffrant de la faim.

Le réseau d'Oussama Ben Laden a aidé des terroristes égyptiens qui ont tenté d'assassiner le président Moubarak (Egypte) en 1995 et qui ont tué des dizaines de touristes en Egypte ces dernières années. Le Jihad islamique (Egypte), qui est l'un des principaux groupements de ce réseau, a commis en 1995 un attentat contre l'ambassade d'Egypte au Pakistan au

moyen d'une voiture piégée. Cet attentat a causé la mort d'une vingtaine d'Égyptiens et de Pakistanais. Des membres du réseau d'Oussama Ben Laden ont prévu de faire exploser des avions de compagnies aériennes américaines dans le Pacifique et ont conspiré séparément pour tuer le Pape. Des adeptes de ce réseau ont fait exploser une bombe, en 1995, dans les bâtiments de la mission américano-saoudienne d'entraînement militaire situés à Riyad (Arabie Saoudite). Le réseau d'Oussama Ben Laden a fait connaître à plusieurs reprises son violent programme anti-américain :

En août 1996, Oussama Ben Laden a diffusé sa « déclaration de guerre » contre les États-Unis. En février 1998, il a déclaré ; « Tuer un soldat américain est mieux que gaspiller son temps à faire autre chose. »

En février 1998, le Front islamique mondial pour la guerre sainte contre les juifs et les croisés, qui fait partie du réseau d'Oussama Ben Laden, a annoncé son intention de s'attaquer aux Américains et à leurs alliés, qu'il s'agisse de militaires ou de civils, par tout dans le monde.

En mai 1998, Oussama Ben Laden a déclaré, lors d'une conférence de presse qu'il a donnée en Afghanistan, que l'on verrait les résultats de ses menaces « dans quelques semaines ».

Le réseau d'Oussama Ben Laden

Oussama Ben Laden a indiqué que son objectif était « d'unir tous les musulmans et de créer un gouvernement qui suive les règles des califes ». Le seul

moyen d'y parvenir consiste, selon lui, à renverser presque tous les gouvernements des pays musulmans, à faire disparaître l'influence occidentale de ces pays et à supprimer un jour les frontières entre États. Son réseau apporte un soutien à des terroristes en Afghanistan, en Bosnie, en Tchétchénie, au Tadjikistan, en Somalie, au Yémen et maintenant au Kosovo. Il entraîne aussi des membres de groupements terroristes de pays aussi divers que les Philippines, l'Algérie et l'Erythrée.

Renseignements divers

Fils cadet d'un riche entrepreneur saoudien, Oussama Ben Laden a mis en place une organisation mondiale dans les années soixante-dix en vue de recruter des terroristes musulmans désireux de participer à la guerre contre les Soviétiques en Afghanistan. En 1988, il a créé un réseau spécialisé dans le terrorisme et la subversion. En 1989, il est revenu en Arabie Saoudite, mais pour peu de temps car le gouvernement saoudien l'a expulsé l'année suivante à cause du soutien qu'il continuait d'apporter aux groupements terroristes.

Oussama Ben Laden s'est alors installé au Soudan d'où il a poursuivi son soutien aux activités terroristes. A la demande insistante des États-Unis et à la suite de la tentative d'assassinat du président Moubarak, dans laquelle il a été impliqué et le gouvernement soudanais complice, le Soudan l'a expulsé en 1996. Il a cependant conservé des intérêts financiers et des biens considérables dans ce pays.

LA GUERRE SAINTE DE L'AMÉRIQUE

par William S. Cohen

Le 12 septembre 2001, dès le lendemain des attentats, l'ancien secrétaire à la Défense de **Bill Clinton**, William S. Cohen, appelait à substituer l'idéologie de la « guerre au terrorisme » à celle de la « Guerre froide contre le communisme » dans une tribune libre au titre évocateur : *La Guerre sainte de l'Amérique*¹. Cette tribune, publiée dans le *Washington Post*, préfigure la rhétorique politico-religieuse de la croisade que George W. Bush va lancer.

La fumée se dissipe lentement dans le ciel de New York, Washington et dans l'Ouest de la Pennsylvanie... néanmoins, ce matin, bon nombre de choses concernant les attaques terroristes d'hier demeurent embrumées. Ce qui est clair c'est que le peuple américain ne succombera pas aux terroristes —et il ne trouvera pas le repos tant que les responsables n'auront pas été amenés devant la justice.

Le fait que nous soyons une société libre et que notre société soit constamment renouvelée et renforcée par des individus d'autres pays et d'autres cultures rend l'Amérique particulièrement vulnérable à ceux qui exploitent cette ouverture. Le but de ces terroristes et

d'amener l'Amérique à courir aux abris —à se retirer du monde et à abandonner ses idéaux. Mais l'Amérique ne peut pas s'envelopper dans un cocon continental, isolée et à l'abri d'un monde périlleux. Nous avons des intérêts globaux, économiques, politiques ou relevant de notre sécurité, qui nécessitent que nous intervenions activement en dehors de nos frontières. Même si nous nous retirions des affaires du monde, l'Amérique demeurerait un tel symbole que tous ceux que leurs griefs poussent à la violence continueraient à viser les Etats-Unis dans leurs attaques.

Trop de générations ont payé le prix suprême dans la défense de notre liberté pour que nous puissions aujourd'hui nous permettre de nous retirer du monde ou bien d'abandonner certaines de nos valeurs. En fait, l'Amérique doit s'embarquer aujourd'hui dans sa propre Guerre Sainte, non pas une guerre animée par la haine et le sang mais une guerre portée par notre engagement en faveur de la liberté, la tolérance et la primauté du Droit. Et notre bras doit être armé par la volonté d'utiliser tous les moyens à notre disposition pour défendre ces valeurs. Les terroristes n'ont pas ménagé leurs efforts, ne ménageons pas les nôtres.

Aucun gouvernement ne peut garantir la totale sécurité de ses citoyens, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du pays. Mais aucun gouvernement ne peut permettre que ses citoyens soient impunément attaqués, au risque de perdre la loyauté et la confiance de ceux dont il a charge de protection.

(...)

¹ *American Holy War* par William S. Cohen, in *The Washington Post* du 12 septembre 2001
<http://www.washingtonpost.com>

Pour être efficace, cet effort va nécessiter une plus grande coopération internationale, une activité de renseignement accrue à l'étranger et une meilleure collecte d'informations par les forces de l'ordre dans notre pays. L'Information, c'est le Pouvoir et si l'on veut améliorer l'accès à ces informations, il faut que le peuple américain et ses représentants élus trouvent l'équilibre nécessaire entre la protection de la vie privée et la protection tout court. Par le passé il a été difficile de mener un dialogue durable, raisonné et général sur cette question délicate. Mais plus nous initierons ce dialogue, plus tôt nous trouverons le bon équilibre. Un tel débat va soulever de graves questions concernant l'intrusion du gouvernement dans nos vies privées, mais nos libertés individuelles sont bien plus menacées par le chaos et le carnage que susciterait une attaque biologique, attaque contre laquelle nous serions insuffisamment préparés, et les appels à la riposte qui suivraient une telle attaque. Ceux qui utilisent la terreur comme arme s'appuient sur toute manifestation de peur ou de faiblesse chez leur adversaire et les victimes des attaques n'ont d'autre choix que de se battre ou de se soumettre. Notre peuple tout entier, pas seulement nos gouvernants, s'est dressé contre le fascisme puis contre le communisme quand ceux-ci menaçaient la liberté. Les Américains ne sont pas sortis vainqueurs du long combat dans la pénombre de la Guerre froide pour maintenant dilapider cette victoire dans la guerre actuelle contre des extrémistes anonymes. Tout comme la guerre précédente, ce combat ne sera pas gagné simplement par une riposte militaire. Pour sortir victorieux, le peuple américain devra faire preuve de courage, de foi, d'unité et de détermination afin de tenir bon dans l'avenir.

AUDITION SÉNATORIALE DU GÉNÉRAL MYERS

Le général Richard Myers a été auditionné par la Commission des forces armées, au Sénat des États-Unis, le 13 septembre 2001. Cette audition, prévue de longue date, avait pour objet de valider la nomination du général au poste de chef d'état-major interarmes, en remplacement du général Hugh Shelton. Compte tenu des événements survenus deux jours plus tôt, elle a aussi porté sur la réponse militaire aux attentats. Le général Myers se trouvait dans le bureau du sénateur Cleland lors de l'attaque. Il n'arriva que tardivement au Pentagone et conduisit alors les opérations depuis le National Military Command Center, en qualité de chef adjoint d'état-major interarmes, son supérieur, le général Shelton étant en déplacement à Bruxelles. Dans ses déclarations devant la Commission, le général Myers s'est montré incapable de décrire la réponse militaire aux attentats, laissant à penser qu'il n'y en a pas eu. Pour compléter ou corriger cette audition, le NORAD a ultérieurement publié un communiqué attestant que des chasseurs auraient bien tenté d'intercepter les trois avions détournés vers New York et Washington.

Sénateur Cari Levin : *Le département de la Défense a-t-il été contacté par la FAA ou le FBI ou encore tout autre agence après que les deux premiers appareils détournés aient percuté le World Trade Center, avant que le Pentagone ait été touché ?*

Général Richard Myers : *Monsieur, je ne connais pas la réponse à cette question. Je peux vous la procurer pour annexe à la publication de cette audition.*

Levin : *Merci. Le département de la Défense a-t-il pris —ou le département de la Défense a-t-il été requis de prendre— des mesures contre un appareil particulier ?*

Myers : *Monsieur, nous étions...*

Levin : *Et avez-vous pris des mesures contre —par exemple, des déclarations ont été faites que l'appareil qui s'est écrasé en Pennsylvanie avait été abattu. Ces rumeurs continuent d'exister.*

Myers : *M le Président, les forces armées n 'ont abattu aucun appareil. Lorsque la nature de la menace se précisa, nous avons bien fait décoller chasseurs, AWACS, avions-radar et avions-ravitailleur pour commencer de positionner des orbites pour le cas où d'autres appareils piratés seraient entrés dans le système FAA. Mais nous n 'avons jamais été amenés à utiliser la force.*

Levin : *Cet ordre que vous venez de décrire, a-t-il été donné avant ou après que le Pentagone eut été touché ? Le savez-vous ?*

Myers : *Cet ordre, pour autant que je sache, a été donné après que le Pentagone fut touché.*

Sénateur Bill Nelson : *M. le Président, si vous le permettez, pour que les choses soient dites. Je cite la chronologie de CNN: à 9 h 03 exactement le vol United Airlines s'est écrasé dans la Tour Sud du World Trade Center ; à 9 h 43 le vol 77 d'American Airlines s'est écrasé sur le Pentagone. A 10 h 10 le vol 93 d'United Airlines s'est écrasé en Pennsylvanie. Il s'est donc écoulé quarante minutes entre l'attaque sur la deuxième tour et le crash sur le Pentagone. Et il s'est écoulé une heure et sept minutes jusqu 'au crash en Pennsylvanie.*

Levin : *Ce que nous n 'avons pas, c 'est le moment exact auquel le Pentagone a été informé, s 'il l'a été, par la FAA, le FBI ou tout autre agence, d'une menace potentielle ou d'avions ayant changé de cap, ou quelque chose de ce genre. Et vous nous direz la même chose puisque...*

Myers : *Je peux répondre à cela. Au moment du premier impact sur le World Trade Center, nous avons mobilisé notre équipe de crise. Cela fut fait immédiatement.*

Nous l'avons donc mobilisée. Et nous avons commencé de consulter les agences fédérales. Le moment que je ne connais pas, c 'est le moment auquel le NORAD a déployé des chasseurs. Je ne connais pas ce moment-là.

Levin : *Ni celui que je vous ai demandé, c 'est-à-dire si la FAA ou le FBI vous avait informé que d'autres avions avaient dévié de leur vol, de leur plan de vol, et revenaient ou se dirigeaient vers Washington —s'il y avait eu le moindre signalement de leur part, parce*

que, dans la négative, c 'est une défaillance évidente.

Myers : *Exact.*

Levin : *Mais de toutes façons... plus important : vous seriez aimable de nous trouver cette information.*

Myers : *Cela s'est probablement produit... Comme vous vous en souviendrez, je ne me trouvais pas au Pentagone à ce moment-là, cette partie-là est donc un peu confuse. Après cela, nous avons reçu des notifications régulières via le NORAD, de la FAA au NORAD, sur les autres vols qui nous inquiétaient. Et nous étions au courant à propos de celui qui s'est écrasé en Pennsylvanie. Encore une fois, je ne sais pas si nous avions des chasseurs lancés sur lui. Je devrai...*

Levin : *5"/ vous pouviez donc nous trouver ces précisions de temps. Nous savons que vous ne les savez pas.*

Myers : *Nous les trouverons.*

INTERVIEW DU VICE-PRÉSIDENT CHENEY

Invité de rémission « Meet the Press » (NBC)¹, le 16 septembre 2001, le vice-président Cheney a témoigné devant les téléspectateurs de la manière dont il avait vécu les événements du 11 septembre. On relèvera que le Secret Service a pris autorité sur le pouvoir politique. On notera également l'épisode rocambolesque de l'avion tournoyant au-dessus de Washington sans intervention de la défense anti-aérienne.

Vice-président Cheney : *Je suis resté là pendant quelques minutes, à suivre le développement des choses à la télévision, nous étions en train de nous organiser pour décider de ce qu 'il fallait faire. C 'est alors que les agents du Secret Service sont entrés et, dans ce genre de circonstances, ils ne s'embarrassent pas de manières. Us ne vous disent pas "Excusez-moi Monsieur" ou vous demandent poliment de venir avec eux. Ils sont juste entrés, m'ont dit "Monsieur, nous devons partir immédiatement", m'ont attrapé et...*

Tim Russert : *Ils vous ont littéralement attrapé et emporté ?*

Vice-président Cheney : *Ouais. De temps en temps mes pieds touchaient quand même le sol. Mais comme ils sont plus grands que moi ils m'ont soulevé*

¹ Texte intégral de l'entretien sur <http://slacks.msnbc.com/news/629714.asp>

entre eux et m'ont emporté rapidement, nous avons enfilé un couloir, descendu des escaliers, passé des portes et descendu encore plus profond jusqu 'à atteindre un abri souterrain sous la Maison-Blanche, en fait il s'agit d'un corridor fermé des deux cotés. C'est là qu 'ils m 'ont dit qu 'ils avaient reçu une information comme quoi un avion se dirigeait vers la Maison-Blanche.

Tim Russert : // s'agissait du vol 77, qui avait décollé de Dulles.

*Vice-président Cheney : Oui, cet avion s'est avéré être le vol 77. Il avait décollé de Dulles et s'était dirigé vers l'Ouest en direction de l Ohio avant de tomber sous le contrôle des terroristes. Ils ont éteint le transpondeur, c'est la raison pour laquelle les premières informations parlaient d'un avion qui se serait écrasé dans l'Ohio alors que ce n'était pas le cas bien sûr. Ensuite ils ont **fait** faire demi-tour à l'avion et ont pris la direction de Washington. Au vu des informations que nous avons, ils ont piqué droit sur la Maison-Blanche...*

Tim Russert : L'avion est arrivé en vue de la Maison-Blanche ?

Vice-président Cheney : Non, pas en vue, mais se dirigeait droit sur elle. Le Secret Service avait établi une ligne directe avec la FAA et la ligne restait ouverte depuis que le World Trade Center avait été...

Tim Russert : Ils suivaient l'avion sur leurs radars.

Vice-président Cheney ; Et quand il est entré dans le périmètre de sécurité et semblait se diriger vers la Maison-Blanche, c'est là que les gars m'ont attrapé et m'ont mis à l'abri dans la cave. Comme vous le savez, l'avion n'a pas touché la Maison-Blanche, il a changé de cap. Nous pensons qu'il a fait un tour complet et qu'il est revenu pour s'écraser sur le Pentagone. C'est du moins ce que nous montre l'analyse du radar.

Vice-président Cheney : Le président était dans l'avion présidentiel Air Force One. Nous avons reçu une menace concernant Air Force One - c'est le Secret Service qui nous l'a fait passer...

Tim Russert : Une menace contre Air Force One qui était crédible. Vous en êtes sûr.

Vice-président Cheney : Oui, j'en suis sûr. Bien sûr, il aurait pu s'agir de l'œuvre d'un plaisantin, mais vu ce qui se passait à ce moment-là, il n'y avait pas moyen de savoir. Je pense que la menace était suffisamment crédible, suffisante pour que le Secret Service m'en informe. J'ai quitté mon abri souterrain après avoir parlé au président, je lui ai demandé avec insistance de ne pas revenir pour l'instant. Je suis ensuite descendu au PEOC, le centre de commandement présidentiel en cas de crise et j'ai demandé à Norman Mineta (...).

LES ETATS QUI SOUTIENNENT LE TERRORISME DEVRAIENT
ÊTRE LIQUIDÉS, EUX AUSSI

par Richard Perle

Dans une tribune libre, publiée à Londres par le *Daily Télégraphe* du 18 septembre 2001, l'un des « faucons » Washingtoniens, Richard Perle, dénonce le manque de combativité des alliés. Il perçoit une sorte de « vichysme » dans le questionnement trop précis sur l'identité des terroristes et refuse par avance le choix de certaines alliances. A ses yeux, certains Etats sont à abattre : peu importe qu'ils ne soient pas impliqués dans les attentats et qu'ils soient eux-mêmes opposés à Oussama Ben Laden et aux *Taliban*. Ici, le qualificatif de « terroriste » ne désigne pas des groupes ayant recours à une forme d'action militaire, mais stigmatise les ennemis des Etats-Unis. Ancien secrétaire adjoint à la Défense de Ronald Reagan (pour la période 1981 à 1987), Richard Perle est un des animateurs du Center for Security Policy et l'éditeur du *Jérusalem Post*.

Un certain défaitisme vichyste inspire les commentateurs britanniques de la guerre actuelle contre le terrorisme.

1 *State Sponsors of Terrorism Should Be Wiped Out, Too* par Richard Perle, in *The Daily Telegraph* du 8 septembre, <http://www.dailyclegraph.co.uk>

Une multitude de slogans sont déclinés sans cesse, par exemple : « Nous ne savons pas qui est l'ennemi » — « Nous ne savons pas où il faut frapper » — « Même si nous savions où les trouver, nous ne ferions que susciter de nouvelles vocations de martyrs » — et enfin que « Les Damnés de la Terre (pour reprendre le titre du célèbre pamphlet anticolonialiste de Franz Fanon) sont tellement désespérés qu'ils ne redoutent plus de succomber dans l'honneur sous le feu du Grand Satan »,

Le Secrétaire à la Défense des Etats Unis, M. Donald Rumsfeld, et les autres membres importants du Gouvernement sont parfaitement fondés à dire que le Monde Libre s'affronte ici à une nouvelle sorte de guerre. Mais en dépit de la nouveauté, le contingent vichyste aurait tort d'en conclure que les Etats-Unis et ses alliés sont impuissants.

Même si nous ne connaissons pas encore les tenants et aboutissants des atrocités commises la semaine dernière, nous en savons assez pour agir, et pour agir de façon décisive.

*La vérité est que la communauté internationale n'a pas mis en place un nouvel ordre mondial dans lequel le soutien étatique au terrorisme se situerait au-delà des limites acceptables. Sans le soutien concret que seul des Etats peuvent apporter —**sanc-tuaire**, renseignement, logistique, entraînement, communications, capitaux— le réseau Ben Laden et ses semblables serait tout juste capable de faire sauter de temps à autre une voiture piégée. Privez les terroristes des bureaux dans lesquels ils travaillent,*

privez-les des immenses infrastructures sur lesquelles ils s'appuient, pourchassez-les de manière à les obliger chaque jour de trouver une nouvelle cachette pour dormir — et l'étendue de leurs activités sera singulièrement réduite.

(...)

L'Iran a ses raisons pour soutenir une action militaire contre le régime des Taliban en Afghanistan. Mais nul ne devrait s'abuser ni voir dans le soutien iranien à cette entreprise un engagement iranien contre le terrorisme en général. Il est impensable de les admettre au sein de la coalition. Une alliance anti-terroriste, pour avoir des chances raisonnables de succès, sera composée de pays respectueux des institutions démocratiques, de la liberté individuelle et du caractère sacré de la vie.

*Une telle alliance ne peut inclure des pays qui réprient leur propre population, violent les droits fondamentaux, et méprisent les valeurs essentielles de la civilisation occidentale. Une collaboration est certes concevable, momentanée, ponctuelle pour s'assurer un avantage tactique immédiat, comme l'avait compris Churchill **îorsqu** 'il s'allia à l'Union Soviétique pour défaire le Nazisme. Mais nulle coalition pour défaire le terrorisme ne peut comprendre de pays qui approuvent des campagnes de haine et de dénigrement. Les pays qui tolèrent l'incitation à tuer des civils —américains, britanniques, israéliens ou autres— n'ont aucun rôle légitime dans la guerre contre le terrorisme.*

Certains pays peuvent être réticents ou dans l'impossibilité de participer à une coalition qui exige le respect des valeurs et des normes de la civilisation occidentales. La source de leur pouvoir peut être incompatible avec une opposition véritable au terrorisme. De tels pays font partie du problème, et non de la solution; nous n'avons nul besoin de leur aide, et nous ne tirerions nul profit de leurs encouragements. Les pays qui hébergent des terroristes —qui leur fournissent les moyens de détruire des civils innocents— doivent eux-mêmes être détruits.

La guerre contre le terrorisme, c'est la guerre contre ces régimes. Nous ne gagnerons pas la guerre contre la terreur en faisant la chasse à des terroristes individuels, de la même façon que la guerre à la drogue ne peut être remportée par l'arrestation des passeurs à Heathrow.

Ce sont ces réseaux qui envoient de jeunes hommes en mission suicide, et leurs sponsors, qui doivent être détruits.

par Donald Rumsfeld

Cette tribune libre du secrétaire à la Défense est parue dans le *New York Times* du 27 septembre 2001.

Dans le type de guerre présenté, les notions de « civil » et de « militaire » disparaissent au profit d'une société dans laquelle tout individu, quel qu'il soit, est susceptible d'être réquisitionné selon le concept de « guerre totale » défini par Goebbels.

Le président Bush a entrepris de rallier la nation autour d'une guerre contre les terroristes qui assaillent notre mode de vie. D'aucuns pensent que la première victime de toute guerre, c'est la vérité. Mais dans celle-ci, la première victoire doit être de dire la vérité. Et la vérité est que cette guerre ne ressemblera à aucune que nous ayons faite auparavant, à tel point qu'il est plus facile de décrire le scénario à venir en fonction de ce qu'il ne sera pas, plutôt que de ce qu'il sera.

Cette guerre ne sera pas le fait d'une grande alliance unie à seule fin de vaincre un axe composé de puissances hostiles. Elle impliquera en fait des coalitions mouvantes de pays, susceptibles de modification et d'évolution. Différents pays auront des rôles différents et des contributions diverses. Tel apportera un appui

1 *A New Kind of War* par Donald Rumsfeld, in *Washington Post* du 27 septembre 2001 <http://www.washingtonpost.com>

diplomatique, tel autre un concours financier, tel autre son soutien militaire ou logistique. Certains nous aideront publiquement tandis que d'autres, selon les circonstances, le feront en privé et dans le secret. Dans cette coalition, c'est la mission qui définira la coalition, et non l'inverse.

Nous comprenons que des pays que nous considérons comme amis pourraient nous aider pour certaines choses mais rester silencieux pour d'autres, tandis que telles autres mesures pourraient dépendre de la participation de pays que nous considérons comme moins qu'amis.

Dans ce contexte, la décision prise par les Emirats arabes unis et l'Arabie Saoudite - des amis des Etats-Unis - de rompre leurs relations avec les Taliban est un premier succès important de notre campagne, mais qui ne doit pas laisser entendre qu'ils seront partie prenante à toute action que nous pourrions envisager. Cette guerre ne sera pas nécessairement du genre de celle qui nous occuperait tout entiers à analyser des objectifs militaires et à masser des forces en vue de les saisir. La force militaire ne sera vraisemblablement que l'un des nombreux outils dont nous nous servirons pour mettre en échec les individus, les groupes et les pays qui se livrent au terrorisme. Notre réaction pourrait comporter des tirs de missiles de croisière vers des cibles militaires quelque part dans le monde ; nous pourrions tout aussi bien nous lancer dans un combat électronique destiné à dépister et à arrêter des investissements qui tentent de passer par des centres bancaires offshore. Les costumes rayés des banquiers et les fringues râpées des programmeurs constitueront les uniformes de

ce conflit aussi assurément que le seront les camouflages du désert¹

// ne s'agit pas d'une guerre contre un individu, un groupe, une religion ou un pays. Notre adversaire est un réseau mondial d'organisations terroristes et les Etats qui le soutiennent, acharnés à priver les peuples libres de la faculté de vivre comme ils l'entendent. De même que nous pourrions prendre des mesures militaires contre les gouvernements étrangers qui parrainent le terrorisme, nous pourrions aussi chercher à nous allier les peuples que ces Etats oppriment.

Cette guerre sera différente jusque dans son vocabulaire. Lorsque nous « envahissons un territoire ennemi », cela pourra bien être son espace cybernétique. Nous débarquerons sans doute moins sur des plages que nous ne déjouerons de stratagèmes. Qu'il ne soit plus question de « stratégie de sortie » : il s'agit d'un engagement soutenu qui ne comporte aucune limite temporelle. Nous n'avons pas non plus de règle fixe sur la façon de déployer nos troupes ; nous établirons plutôt des directives qui nous dirons si la force militaire est le meilleur moyen d'atteindre tel ou tel objectif

Le public assistera peut-être à quelque engagement militaire spectaculaire qui ne produira aucune victoire apparente, de même qu'il vivra sans doute dans l'ignorance de telles autres actions conduisant à de grandes victoires. Les « batailles » seront celles des agents de douane qui auront arrêté des individus suspects à nos frontières, et des diplomates qui auront réussi à obtenir un concours à l'étranger contre le blanchiment de l'argent.

¹ Nde : souligné par l'auteur.

Pourtant, s'il s'agit d'un nouveau genre de guerre, une chose reste immuable : l'Amérique demeurera indomptable. La victoire sera celle des Américains eux-mêmes, qui vivront leur vie jour après jour, allant au travail, élevant leurs enfants et bâtissant leurs rêves comme ils l'ont toujours fait, un peuple grand et libre.

TWE WHITE HW16E
WASHINGTON

October 6, 2001

TKB SEIBTRRY OF STATK
3BE isaaeos.1 ov ras TRSMWİ
TMK JKMEAKİ OP OBMWaB

TKE DIMCTOR op carasu. _

THE DISKCTOB OF FECERM* BORBAD OF

Diseltwurea te tue Congiwe

wamàati

AS va vus oar cemaigti to reopond to tb« tttrùtlBt
ngainst thir .UnJLtud Bt»tea on Septertser IX, and to p»t«<:t tu Eroai
furthii aota ot terroriso, I intond to;coRtlrmfi to **Wotk** cloacly with
tl»« ftongroas. Conflitont vith .longttaadiiiff «ocutivB braùch
ptaetloe, (Un AdminiHtritlçn wU èsontlm) to «ouk ta inforai the
laadoralilp oi the Congruè *thcMt* the courne of, and important
developiutitç la, Çur.Çritloa.1 ntlHearyf lat«dli««ic«i and lkw
onfùtcement opèrätionü.' Xt tho ootue tinta, „>»««■ a» obligation to
protoot miliffi^T- oparatfonal scvvrft-y, intelliaeoçç eourcea and
methoda, and Béailtve lm enforçant inveotianticia*. Xocorfitigly,
your depawwutp Bhould adixn: te. th* following proesdures trtnw
providlng brteliega to th« Qmgr-ràlating to tho iafaitmtiù» v hav«
or ths «ctloo» »a plan to

{ij" Otay you or dHIowB sxprmnly p briaf
«embèro cl OcngrESB xegarding Eenoitve **at**
law eaCOTOanunt intesmatiOB)

(il) Th« only Ww*erB of Oongrae» *how you or your **npnspL**
dejBignated ofElc«ro raay belae rtoaudlug claHaifled or ■
tensltiv* l«w enrofeeoent inlamation art tho spaakar t>/ th«
Houae, th« «ouse Kliwrlty Daader, th« «**mat**» Hajàrihy and
Minorlty LcadetB, and the Châtra aad HanKling Mmbara oC
tho Intelltj<mca connietwiB ia the Houe» cmd aeate

Thio apptMieh wtll becc Borvo our «tond go*la of protBOTion ■ "

cTx thtauccee» oi our mint.ry, inteUig.i., iod la« «ntaro*-

ocerstiona, acû keoolng the -Uad^rahlp oi the Congw»

iâtely infyrMtS ifcout l«f«rtaOt developitEnte. ïhia

SÎTU^O, I informè ch« Houac and Sénat. Inadoratap o* thio

notico from ma.

Traduction page suivante

La Maison-Blanche
Washington Le 5
octobre 2001

Mémoire pour le
Secrétaire d'Etat le
Secrétaire au Trésor le
Secrétaire à la Défense
l'Atorney Général le
Directeur de la CIA le
Directeur du FBI

Objet: Information du Congrès

Tout au long de la campagne que nous avons engagée tant pour riposter aux agressions terroristes, qui le 11 septembre ont visé les Etats-Unis, que pour nous protéger de nouvelles actions de terrorisme, j'ai l'intention de maintenir une étroite collaboration avec le Congrès. Poursuivant une pratique executive constante, mon Gouvernement informera les instances dirigeantes du Congrès du déroulement de nos opérations les plus significatives, ainsi que de tous faits nouveaux importants, en matière militaire, de renseignement, ou de police. Toutefois, il nous incombe également de protéger la sécurité des opérations militaires, les sources et les méthodes de renseignement, et le déroulement des enquêtes policières sensibles. Dès lors, vos départements adhéreront aux procédures suivantes dans leurs exposés au Congrès lorsque ceux-ci concerneront les informations que nous détenons ou les actions que nous envisageons :

(i) vous seuls, ou les agents que vous aurez expressément désignés, êtes habilités à présenter aux Membres du Congrès des informations à caractère confidentiel ou relatives à des enquêtes policières sensibles

(ii) les seuls Membres du Congrès à qui vous-mêmes, ou les agents que vous aurez expressément désignés, êtes autorisés à présenter des informations à caractère confidentiel ou relatives à des enquêtes policières sensibles sont le Speaker de la Chambre, le Leader de la Minorité de la Chambre, les Leaders de la Majorité et de la Minorité au Sénat, et les membres des bureaux des Commissions parlementaires de contrôle des services de renseignements de la Chambre et du Sénat.

Cette approche servira au mieux nos objectifs communs de protéger les vies des Américains, préserver un niveau de confidentialité propre à garantir le succès de nos opérations militaires, de renseignement et de police, et veiller à informer de manière appropriée les instances dirigeantes du Congrès de tous faits nouveaux importants. Ce matin, j'ai informé les instances dirigeantes de la Chambre et du Sénat de cette politique qui restera en vigueur jusqu'à nouvel ordre émanant de moi.

Georges Bush

*Le secrétaire adjoint à la Défense
1010 Défense Pentagon
Washington, DC 20301-11*

Mémemorandum pour

*Les secrétaires des départements militaires Le
chef d'état-major interarmes Les sous-secrétaires
à la Défense Le directeur de la recherche et du
développement de la Défense
Le conseiller général de la Défense L'inspecteur
général du département de la Défense Le directeur
des essais et évaluations L'assistant du secrétaire
à la Défense Les directeurs des agences de
Défense Le directeur des théâtres d'activités de
Défense*

*Objet : Sécurité des opérations dans tous les secteurs
du département de la Défense*

Le 14 septembre, le président a déclaré un état d'urgence nationale en raison tant d'attaques terroristes que de la menace persistante et immédiate de nouvelles attaques contre les Etats-Unis. Notre département étant impliqué dans les divers efforts visant à vaincre le terrorisme international, il est évident que les vies de nos compatriotes dans les institutions militaires et civiles ; la capacité, les infrastructures et les ressources opérationnelles du département de la Défense ; et enfin la sécurité d'informations essentielles à la sûreté nationale resteront exposées au danger pour une période indéterminée.

Il est donc vital que les agents du département de la Défense (DOD), tout comme les personnes relevant d'autres organisations collaborant avec le DOD, exercent une grande prudence dans leurs discussions touchant aux activités du DOD, et cela quelles que soient leurs responsabilités. Ne tenez aucune conversation relative à vos activités professionnelles dans les espaces ouverts, dans les lieux publics, durant vos déplacements domicile-travail, ou encore par des moyens de communication électronique non sécurisés. Les informations à caractère confidentiel seront abordées exclusivement dans les lieux prévus à cet effet, et avec des personnes disposant à la fois d'une raison spécifique d'accéder à l'information et d'une habilitation de sécurité ad hoc. L'information non confidentielle peut devoir faire l'objet d'une protection identique dès lors qu'elle peut être recoupée pour conduire à des conclusions à caractère sensible. La plus grande partie de l'information utilisée dans le cadre des missions du DOD sera soustraite du domaine public en raison de son caractère sensible. Dans le doute, abstenez-vous de diffuser ou discuter les informations officielles, sauf au sein du DOD.

Les principaux organes de ce département, y compris le cabinet du Secrétaire à la Défense, les départements militaires, l'état-major interarmes, les commandements opérationnels, les agences de la Défense, le DOD sur des théâtres d'opération, et toutes les autres unités du DOD se référeront au Programme de sécurité des opérations (OPSEC), décrit dans la Directive 5205.2 du DOD, et veilleront à ce que leurs politiques, procédures et personnels s'y conforment. Nous devons nous assurer que nos adversaires

seront privés de l'information indispensable à la planification, la préparation ou la mise en œuvre de nouvelles actions terroristes, ou d'actions hostiles connexes, visant les Etats-Unis et ce département.

Paul Woifawitz

DEPUTY SECRETARY OF DEFENSE
1010 DEFENSE PENTAGON
WASHINGTON, DC 20301-1010

18 oct net

MEMORANDUM FOR SECRETARIES OF THE MILITARY DEPARTMENTS
CHAIRMAN OF THE JOINT CHIEFS OF STAFF UNDER
SECRETARIES OF DEFENSE DIRECTOR, DEFENSE
RESEARCH AND ENGINEERING ASSISTANT SECRETARIES
OF DEFENSE GENERAL COUNSEL OF THE DEPARTMENT
OF DEFENSE INSPECTOR GENERAL OF THE DEPARTMENT
OF DEFENSE DIRECTOR, OPERATIONAL TEST AND
EVALUATION ASSISTANTS TO THE SECRETARY OF
DEFENSE DIRECTOR, NET ASSESSMENT DIRECTORS OF
THE DEFENSE AGENCIES DIRECTOR OF THE DOD FIELD
ACTIVITIES

SUBJECT: Opération « Sécurité Throughout the Department of Defense »

On 14 September the President declared a national emergency by reason of the terrorist attacks and the continuing and immediate threat of further attacks on the United States. As the Department has been working to defeat international terrorism, it is clear to US military and civilian service lives, DOD operations capabilities, facilities, resources, and the security of information critical to the national security will remain at risk for an indefinite period.

It is therefore vital that the Department employ, as well as personnel in other organizations that support DOD, and in the Department of Defense, to ensure that DOD work, regardless of the nature of the work, is conducted in accordance with the Department's policies, procedures, and standards. This includes, but is not limited to, the use of electronic circuits. Classified information may be disclosed only in authorized areas and to authorized personnel; the proper security classification of information may be determined by the proper security classification. Unclassified information may be disclosed to the public, but only if it is necessary to the public interest. Much of the information we use to conduct DOD's operations must be withheld from the public. Therefore, the Department must ensure that the information is properly classified and that the Department's policies, procedures, and standards are in compliance. We must ensure that the Department's policies, procedures, and standards are in compliance. We must ensure that the Department's policies, procedures, and standards are in compliance.

All military components in this Department to include (the Office of the Secretary of Defense, the Military Departments, the Joint Chiefs of Staff, the Combatant Commands, the Defense Ammunition, (the DOD Field Activities and all other organizations) entities within the DOD will review the Operations Security (OPSEC) Program, described in DOD Directive 52052, and ensure that their policies, procedures and personnel are in compliance. We must ensure that the Department's policies, procedures, and standards are in compliance. We must ensure that the Department's policies, procedures, and standards are in compliance.

DISCOURS DE LAURA BUSH À LA

Le 17 novembre 2001, l'épouse de George W. Bush, Laura, s'est adressée à la Nation américaine dans un message radiodiffusé. Selon la « première dame », la campagne militaire en Afghanistan n'a pas pour objet de construire un pipe-line, mais de défendre les Droits des femmes et des enfants afghans.

Bonjour.

Je suis Laura Bush, et c'est moi qui vous parle cette semaine afin de lancer une campagne mondiale visant à attirer l'attention sur la brutalité du réseau terroriste Al-Qaeda et du régime taliban qui le soutient en Afghanistan envers les femmes et les enfants. Dans de nombreuses régions du pays, ce régime est à l'heure actuelle en train de se replier, et les Afghans, en particulier les femmes, se réjouissent. Les Afghanes savent, par leur difficile expérience, ce que le reste du monde est en train de découvrir : l'oppression brutale des femmes est l'objectif central des terroristes.

Les Taliban et leurs alliés terroristes ont commencé à rendre la vie des enfants et des femmes impossible bien avant que la guerre actuelle ne se déclenche. Soixante-dix pour cent des Afghans sont mal nourris. Faute des soins médicaux, un enfant sur quatre ne dépassera pas l'âge de cinq ans. Les femmes n'avaient pas le droit de consulter un médecin lorsqu'elles étaient malades.

La vie sous le régime taliban était si difficile et si réprimée que même les expressions de joie les plus anodines étaient interdites : les enfants n'avaient pas



le droit déjouer au cerf-volant ; leurs mères étaient battues si elles riaient trop fort. Les femmes ne pouvaient pas travailler hors de leur foyer. Elles n'étaient même pas autorisées à sortir seules. Cette brutale répression des femmes en Afghanistan n'a rien à voir avec une pratique religieuse légitime. Les musulmans du monde entier ont condamné cet ignoble avilissement des femmes et des enfants par le régime taliban. La pauvreté, la mauvaise santé et l'analphabétisme auxquels les terroristes et les Taliban ont réduit les Afghanes ne sont pas conformes au traitement des femmes dans la majeure partie du monde islamique, où les femmes font d'importantes contributions à leur société. Les terroristes et les Taliban sont les seuls à interdire l'éducation des femmes. Les terroristes et les Taliban sont les seuls à menacer d'arracher les ongles des femmes qui portent du vernis. La souffrance des femmes et des enfants de l'Afghanistan est le résultat de la cruauté délibérée de ceux qui cherchent à intimider et à dominer. Les peuples civilisés du monde entier sont horrifiés, non seulement par la souffrance des femmes et des enfants en Afghanistan, mais aussi parce que la situation dans ce pays montre ce que les terroristes voudraient nous imposer à tous. Nous avons tous le devoir de nous élever contre cela. Certes nous venons tous d'horizons différents et professons diverses religions, mais tous les parents du monde aiment leurs enfants. Nous respectons nos mères, nos sœurs et nos filles. La lutte contre la brutalité envers les femmes et les enfants n'est pas l'expression d'une culture particulière ; elle procède de la reconnaissance de notre humanité commune et de l'engagement des gens de bonne volonté de tous les continents.

Du fait de nos récents succès militaires en Afghanistan, les femmes ne sont plus emprisonnées chez elles. Elles peuvent écouter de la musique et instruire leurs filles sans craindre de punition. Cependant, les terroristes qui ont aidé à diriger ce pays complotent et ourdissent des plans dans de nombreux pays. Il faut les arrêter. La lutte contre le terrorisme passe par la lutte pour les droits et la dignité des femmes. En Amérique, nous célébrerons la semaine prochaine Thanksgiving. A la lumière des événements survenus ces derniers mois, nous nous rapprocherons encore plus que d'habitude de nos familles. Nous serons particulièrement reconnaissants de tous les bienfaits dont nous jouissons en Amérique. J'espère que les Américains se joindront à notre famille afin de s'assurer que les femmes et les enfants de l'Afghanistan vivront de nouveau dans la dignité et auront la possibilité de saisir les chances de la vie. Je vous souhaite de bonnes fêtes et je vous remercie de m'avoir écoutée.



Lama Bush s'adressant à la Nation.

Source : Maison-Blanche

www.whitehouse.gov/news/releases/2001/11/images/20011117-2.html

Par Alberto Gonzales

Dans une tribune libre, publiée le 30 novembre 2001 par le *New York Times*¹ Alberto Gonzales, conseiller juridique de George W. Bush, défend le décret présidentiel créant les commissions militaires qu'il a lui-même rédigé.

Tout comme des présidents avant lui, le président Bush a invoqué son pouvoir pour créer des commissions militaires chargées de juger des belligérants ennemis qui commettent des crimes de guerre. Lorsque les circonstances s'y prêtent, ces commissions offrent des avantages importants par rapport aux tribunaux civils. Elles épargnent aux jurés, aux juges et aux tribunaux américains les graves risques que font courir les procès de terroristes. Elles permettent au gouvernement d'utiliser des informations secrètes comme éléments de preuve sans compromettre les services de renseignements ou les forces armées. Elles peuvent dispenser la justice rapidement, près des zones où nos forces armées se battent, sans avoir à consacrer des années à la procédure antérieure au procès ou aux appels faisant suite au procès.

¹ *Martial Justice, Fui! imd Fuir* par Alberto Gonzales, in *The New York Times* du 30 novembre 2001 <http://www.nytimes.com>

Elles peuvent aussi tenir compte d'une multitude d'éléments de preuve pertinents pour prendre leur décision. Par exemple, les circonstances dans une zone de guerre rendent souvent impossible la satisfaction des conditions exigées pour l'authentification des documents devant un tribunal civil, alors que les documents provenant des repaires du réseau Al-Qaeda à Kaboul peuvent être essentiels pour pouvoir décider si des membres de cellules de ce réseau qui se cachent en Occident sont bien coupables. Certains parlementaires et certains libertaires demeurent sceptiques au sujet des commissions militaires. Leurs critiques, mêmes si elles sont bien intentionnées, sont erronées et fondées sur une idée fausse de ce que le décret du président prévoit et de son application. Le décret concerne uniquement les criminels de guerre ennemis étrangers : il ne s'applique pas aux citoyens des Etats-Unis ou même à des soldats ennemis qui respectent le droit de la guerre. En vertu de ce décret, le président ne peut déférer à des commissions militaires que des ressortissants étrangers qui sont membres d'Al-Qaeda ou d'autres organisations terroristes internationales visant les Etats-Unis ou qui les soutiennent activement. Le président doit décider qu'il serait dans l'intérêt des Etats-Unis que ces personnes soient jugées par une commission militaire, et celles-ci doivent être accusées d'actes contraires au droit international de la guerre, tels que le fait de s'attaquer à des civils, de se cacher parmi la population civile ou de refuser de porter des armes ouvertement. Les criminels de guerre ennemis n'ont pas droit aux mêmes protections de procédure que les personnes qui ne respectent pas notre droit national.

Les procès devant des commissions militaires ne sont pas secrets. Le décret du président autorise le ministre de la défense à prévoir des audiences à huis clos pour protéger des informations secrètes. Il n'exige pas qu'un procès quelconque, ou même certaines parties du procès, ait lieu dans le secret. Les procès devant les commissions militaires seront ouverts au public autant que possible, dans la mesure où cela sera compatible avec les besoins pressants de la sécurité nationale. Le spectre d'une multitude de procès secrets, tel que l'ont décrit certains critiques, ne constitue pas une image exacte du décret ou de l'intention du président. Le décret exige précisément que tout procès devant une commission militaire soit intégral et équitable. Toute personne jugée devant une commission militaire aura connaissance des accusations portées contre elle, sera représentée par un avocat compétent et sera autorisée à présenter sa défense. Le système judiciaire militaire des Etats-Unis est le meilleur du monde. Il est connu pour sa tradition consistant à interdire toute influence du commandement sur le déroulement du procès, à fournir des avocats compétents et zélés pour la défense et à faire preuve d'équité. Lors de la Seconde Guerre mondiale, des commissions militaires ont même acquitté certains accusés allemands et japonais. Dire que ces commissions n'offriront qu'une parodie de justice comme celle des régimes dictatoriaux constitue une insulte à notre système judiciaire militaire.

Le décret maintient la possibilité d'un contrôle judiciaire par un tribunal civil. En vertu de ce décret, toute personne arrêtée, détenue ou jugée aux Etats-Unis par une commission militaire pourra contester la cotnpé-

tence de cette commission en soumettant une requête d'« habeas corpus » à un tribunal fédéral. Le libellé du décret est semblable à celui du décret relatif aux tribunaux militaires qu'avait promulgué le président Franklin Roosevelt et que la Cour suprême avait interprété comme permettant le contrôle judiciaire au moyen d'une requête d'« habeas corpus ». Les commissions militaires sont conformes aux traditions historiques et constitutionnelles des Etats-Unis. Une commission militaire a jugé des agents confédérés qui s'étaient déguisés en civils pour se rendre à New York et pour y mettre le feu. Des commissions militaires ont jugé des saboteurs nazis déguisés en civils qui avaient débarqué à Long Island (île située non loin de New York) pendant la Seconde Guerre mondiale, dans l'intention de s'attaquer à des usines d'armement américaines. La Cour suprême a régulièrement jugé que le recours à de telles commissions était conforme à la loi.

Les commissions militaires ne portent pas atteinte aux valeurs constitutionnelles des libertés publiques ou de la séparation des pouvoirs ; elles les protègent en garantissant que les Etats-Unis peuvent faire la guerre à des ennemis de l'extérieur et les vaincre. Afin de défendre notre pays, le président Bush cherche à juste titre à employer tous les moyens licites qui sont à sa disposition. Les commissions militaires constituent un de ces moyens, et leur emploi judicieux permettra de maintenir la sécurité et la liberté des Américains.

LA LISTE DES DIX-NEUF KAMIKAZES PUBLIÉE
PAR LE FBI

Vol 11 d'American Airlines

(écrasé sur la tour nord du World Trade Center)

1) Satam M.A. Al Suqami

probable ressortissant saoudien ;

date de naissance utilisée : 28 juin 1976 ;

dernière adresse connue : Emirats arabes unis...

2) Waleed M. Alshehri

probable ressortissant saoudien ;

dates de naissance utilisées : 13 septembre 1974, 3 mars 1976, 8 juillet 1977, 20 décembre 1978, 11 mai 1979, 5 novembre 1979 ;

domicilié à Hollywood¹ (Floride), Orlando (Floride), Dayton Beach (Floride) ;

réputé pilote de l'air.

3) Wail M. Alshehri

Date de naissance utilisée : 1er septembre 1968 ;

Domicilié à Hollywood (Floride) et Newton (Massachusetts) ; Réputé pilote de l'air.

4) Mohamed Atta

Probable ressortissant égyptien

Date de naissance utilisée : 1er septembre 1968

Domicilié à Hollywood (Floride), Coral Springs (Floride) et Hambourg (Allemagne) ;

Réputé pilote de Pair ;

¹ Il s'agit d'Hollywood en Floride, et non pas du quartier de Hollywood à Los Angeles (Californie) qui abrite les grands studios de cinéma.

Alias Mehan Atta, Mohammad El Amir, Muhammad Atta, Mohamed El Sayed, Mohamed Elsayed, Muhammad Muhammad Al Amir Awag Al Sayyid Atta, Muhammad Muhammad Al-Amir Awad Al Sayad.

5) Abdulazîz Alomari

probable ressortissant saoudien ;

dates de naissance utilisées : 24 décembre 1972 et 28 mai 1979 ;

domicilié à Hollywood (Floride) ;

réputé pilote de l'air.

Vol 175 d'United Airlines

(écrasé sur la tour sud du World Trade Center)

1) Marwan Al-Shehhi

date de naissance utilisée : 9 mai 1978 ;

domicilié à Hollywood (Floride) ;

réputé pilote de l'air ;

alias Marwan Yusif Muhammad Rashid Al-Shehi, Marwan Yusif Muhammad Rashid Lakrab Al-Shihhi, Abu Abdullah.

2) Fayez Rashid Ahmed Hassan Al Qadi Banihammad

domicilié à Delray Beach (Floride)
alias Fayez Ahmad, Banihammad Fayez Abu Dhabî Banihammad, Fayez Rashid Ahmed, Banihammad Fayez, Rasid Ahmed Hassen Alqadi, Abu Dhabî Banihammad, Ahmed Fayez, Faez Ahmed

3) Ahmed Alghamdi

alias Ahmed Salah Alghamdi

4) Hamza Alghamdi

domicilié à Delray Beach (Floride) ;

alias Hamza Al-Ghamdi, Hamza Ghamdi, Hamzah Alghamdi, Hamza Alghamdi Saleh.

5) Mohand Alshehri
domicilié à Delray Beach (Floride) ;
alias Mohammed Alshehhi, Mohamd Alshehri,
Mohald Alshehri.

Vol 77d'American Airlines
(écrasé sur le Pentagone)

- 1) Khalid Almihdhar
probable ressortissant saoudien ;
domicilié à San Diego (Californie) et New York ;
alias Sannan Al-Makki, Khalid Bin Muhammad,
Addallah Al-Mihdhar, Khalid Mohammad Al-Saqaf.
- 2) Majed Moqed
probable ressortissant saoudien ;
alias Majed M.GH Moqed, Majed Moqed, Majed
Mashaan Moqed.
- 3) Nawaf Alhazmi
probable ressortissant saoudien ; domicilié à Fort Lee
(New Jersey), Wayne (New Jersey) et San Diego
(Californie) ; alias Nawaf Al-Hazmi, Nawaf Al
Hazmi, Nawaf M.S. Al Hazmi.
- 4) Salem Alhazmi
probable ressortissant saoudien ;
domicilié à Fort Lee (New Jersey) et Wayne (New
Jersey).
- 5) Hani Hanjour
domicilié à Phoenix (Arizona) et San Diego (Californie) ;
alias Hani Saleh Hanjour, Hani Saleh, Hani Hanjour,
Hani Saleh H. Hanjour.

Vol 93 d'United Airlines
(explosé en vol au-dessus de Stony Creek Township)

- 1) Saeed Alghamdi
domicilié à Delray Beach (Floride) ; alias Abdul
Rahman Saed Alghamdi, Ali S Alghamdi, Al-
Gamdi; Saad M.S. Al Ghamdi, Sadda Al
Ghamdi, Saheed Al-Ghamdi, Seed Al Ghamdi.
- 2) Ahmed Ibrahim A. Al Haznawi
probable ressortissant saoudien ;
date de naissance utilisée : 11 octobre 1980
domicilié à Delray Beach (Floride) ; alias
Ahmed Alhaznawi.
- 3) Ahmed Alnami
domicilié à Delray Beach (Floride) ;
alias Ali Ahmed Alnami, Ahmed A. Al-Nami, Ahmed
Al- Nawi.
- 4) Ziad Samir Jarrah
réputé pilote de l'air ;
alias Zaid Jarrahi, Zaid Samr Jarrah, Ziad S. Jarrah,
Ziad Jarrah Jarrat, Ziad Samir Jarrahi.

Note préliminaire du département de la Défense

Le département de la Défense a diffusé une cassette vidéo du chef du réseau Al-Qaeda, Oussama ben Laden, dans laquelle ce dernier parle des attaques terroristes lancées le 11 septembre contre le World Trade Center et le Pentagone, pendant la visite d'un cheikh inconnu qui aurait eu lieu à la mi-novembre à Kandahar (Afghanistan).

La cassette vidéo et la traduction en anglais de son contenu ont été rendus publics le 13 décembre à Washington. La cassette, dont la qualité est médiocre, montre Oussama Laden en train de parler de la dévastation causée par les avions de ligne qui ont percuté les tours jumelles du World Trade Center.

« Nous avons calculé à l'avance, dit-il, le nombre de victimes de l'ennemi qui seraient tuées, en fonction de l'emplacement de la tour. Nous avons calculé que les étages qui seraient touchés seraient au nombre de trois ou quatre. J'étais le plus optimiste de tous. »

« (inaudible) En raison de mon expérience dans ce domaine, je pensais que l'incendie causé par le carburant de l'avion ferait fondre la structure métallique

de l'immeuble et qu'il ferait s'effondrer la partie touchée et uniquement les étages situés au-dessus. C'est tout ce que nous espérions. »

Par ailleurs, M. Ben Laden explique que les terroristes d'Al-Qaeda qui ont exécuté les attaques du 11 septembre avaient été informés, lors de leur départ aux Etats-Unis, qu'ils allaient participer à une mission qui ferait d'eux des martyrs, mais qu'ils n'avaient reçu des instructions au sujet des détails de l'opération que peu de temps avant leur embarquement dans les avions ce jour-là. Il précise que les terroristes qui ont piloté les avions ne connaissaient pas les autres terroristes qui étaient avec eux.

Dans la note qui accompagne la transcription, le département de la Défense précise que les forces américaines avaient découvert cette cassette vidéo à la fin novembre, à Jalalabad (Afghanistan). Dans un document annexe intitulé « *Foire aux questions* », le département de la Défense indique qu'il se peut que cette cassette ait été oubliée par mégarde par quelqu'un qui avait dû partir précipitamment ou bien qu'elle ait été laissée là exprès.

La transcription en arabe et la traduction en anglais de l'enregistrement vidéo ont été effectués par deux traducteurs indépendants. Leurs versions ont été ensuite comparées avec celles réalisées par des traducteurs de l'administration fédérale et elles n'ont révélé aucune incohérence.

On trouvera ci-après la version française de la transcription qui a été traduite tout d'abord en anglais.

La transcription de l'enregistrement vidéo d'Oussama Ben Laden

(A la mi-novembre, Oussama Ben Laden a parlé devant des partisans, dans la pièce d'un bâtiment situé probablement à Kandahar (Afghanistan). Ses propos ont été enregistrés avec son consentement et avec celui des personnes présentes.

L'enregistrement vidéo dure à peu près une heure et se compose de trois parties : la visite de plusieurs personnes au lieu où un hélicoptère américain est tombé dans la province de Ghazni (environ douze minutes), et deux parties consacrées à la visite qu'Oussama Ben Laden et ses acolytes ont faite à un cheikh inconnu, dont les membres inférieurs paraissent paralysés. Cette visite aurait eu lieu dans une pension de famille de Kandahar. La séquence des événements est inversée sur la cassette vidéo : la fin de la visite d'Oussama Ben Laden se trouve au début de l'enregistrement, la visite sur le lieu de l'hélicoptère est au milieu, et le début de la visite d'Oussama Ben Laden commence environ 39 minutes après le début de la bande vidéo. La transcription a été réalisée dans l'ordre chronologique normal.

En raison de la qualité de la cassette vidéo, il ne s'agit pas d'une transcription littérale de toutes les paroles exprimées durant cette réunion, mais elle transmet les messages et les renseignements donnés.)

Première partie de la visite d'Oussama Ben Laden, enregistrée trente-neuf minutes après le début de la cassette vidéo

(Début de la transcription)

Cheikh — (inaudible) *Vous nous avez donné des armes, vous nous avez donné de l'espoir et nous remercions Allah pour vous. Nous ne voulons pas prendre trop de votre temps, mais c'est là l'arrangement des frères. Les gens nous soutiennent maintenant davantage ; même ceux qui ne nous soutenaient pas auparavant nous soutiennent plus maintenant. Je ne voulais pas prendre trop de votre temps. Nous louons Allah, nous louons Allah. Nous sommes venus de Kaboul. Nous sommes très heureux de vous rendre visite. Qu'Allah vous bénisse tant chez vous qu'au camp. Nous avons demandé au chauffeur de nous prendre ; c'était une nuit où il faisait pleine lune, par la grâce d'Allah. Croyez-moi, ce n'est pas à la campagne. Les anciens (...) tout le monde loue ce que vous avez fait, la grande action que vous avez faite, surtout par la grâce d'Allah. Ce sont la direction d'Allah et le fruit béni du djihad.*

Ben Laden - *Qu'Allah soit loué. Quelle est la position des mosquées là-bas (en Arabie Saoudite) ?*

Cheikh - *Honnêtement, elle est très positive. Cheikh Al-Bahrani (phonétique) nous a fait un bon sermon dans sa classe, après les prières du coucher du soleil. Il a été enregistré sur une bande vidéo et j'étais censé l'amener avec moi, mais malheureusement j'ai dû partir précipitamment.*

Ben Laden - *Le jour des événements ?*

Cheikh - *Au moment même de l'attaque contre les Etats-Unis, à cet instant-là. Il (Bahrani) a fait un sermon très impressionnant. Qu 'Allah soit loué pour ses bienfaits. Il était le premier à écrire au moment de la guerre. Je lui ai rendu visite deux fois à Al-Qasim.*

Ben Laden - *Qu 'Allah soit loué.*

Cheikh - *Voici ce que j'avais demandé à Allah. Il (Bahrani) a dit aux jeunes : « Vous voulez devenir des martyrs et vous vous demandez là où vous devriez aller (pour devenir des martyrs) ? » Allah les incitait à y aller. J'ai demandé à Allah de m'accorder la possibilité d'attester la vérité en face du dirigeant injuste. Nous avons demandé à Allah de le protéger et d'en faire un martyr, après qu'il eut promulgué la première fatwa (décret religieux/ Comme vous le savez, on l'a détenu pour l'interroger. Lorsqu'on l'a appelé et qu'on lui a demandé de signer, il a dit : « Ne perdez pas votre temps, j'ai une autre fatwa. Si vous voulez, je peux les signer toutes les deux en même temps. »*

Ben Laden - *Qu 'Allah soit loué.*

Cheikh - *Sa position est vraiment très encourageante. Lorsque je lui ai rendu visite pour la première fois il y a un an et demi, il m'a demandé : « Comment va Cheikh ben Laden ? » Il vous envoie toutes ses amitiés. En ce qui concerne Cheikh Sulayman Ulwan, il a fait une belle fatwa, qu 'Allah le bénisse. Par miracle, je l'ai entendu sur la station de radio du Coran. C'était étrange parce qu'il (Ulwan) a sacri-*

fié son poste, qui est équivalent à celui d'un directeur. C 'était transcrit mot par mot. Les frères l'ont écouté en détail. Je l'ai entendu brièvement avant les prières de midi. Il (Ulwan) a dit que c 'était le djihad (guerre sainte) et que ces gens n 'étaient pas des innocents (les victimes du World Trade Center et du Pentagone). // / 'a juré à Allah. Cela a été transmis au Cheikh Sulayman Al (Omar/ Qu 'Allah le bénisse.

Ben Laden - *Qu 'en est-il de Cheikh Al (Rayan) ?*

Cheikh - *Honnêtement, je ne l'ai pas rencontré. Mes mouvements étaient vraiment limités.*

Ben Laden - *Qu'Allah vous bénisse. Vous êtes le bienvenu.*

Cheikh - *(Décrivant le voyage qu'il a fait pour assister à la réunion). Ils nous ont fait entrer clandestinement. Je pensais que nous serions dans des caves différentes, à l'intérieur des montagnes, et j'ai donc été surpris de voir la pension de famille, qui est très propre et très confortable. Qu 'Allah soit hué. Nous avons aussi appris que c est un lieu sûr, par la grâce d'Allah. Le lieu est propre, et nous sommes très confortables.*

Ben Laden - *(inaudible) Lorsque quelqu'un voit un cheval fort et un cheval faible, il aime en général le cheval fort. C'est là un seul objectif : ceux qui veulent que les gens prient le Seigneur, sans suivre cette doctrine, suivront la doctrine de Mahomet, que la paix soit sur lui.*

(Oussama Ben Laden cite ensuite plusieurs versets courts et incomplets du « Hadith » (narration de la vie de Mahomet))

Ben Laden - *Ces jeunes qui ont exécuté les opérations n 'acceptaient pas le « jīqh » (jurisprudence islamique) en termes populaires, mais ils acceptaient le « fiqh » qu 'avait donné le prophète Mahomet. Ces jeunes hommes (inaudible) ont fait par leurs actes à New York et à Washington des discours qui ont éclipsé tous les discours prononcés partout ailleurs dans le monde. Ces discours ont été compris tant par les Arabes que par les non-Arabes, même par les Chinois. C 'est surtout ce qu 'ont dit les médias. Certains d'entre eux ont dit que, en Hollande, dans l'un des centres (islamiques,), le nombre des personnes qui avaient accepté l'Islam pendant les jours qui ont fait suite aux opérations était plus élevé que celui des personnes qui avaient accepté l'islam au cours des onze dernières années. J'ai entendu, sur la radio islamique, quelqu'un qui possède une école aux Etats-Unis dire : « Nous n 'avons pas le temps de faire face à la demande de ceux qui veulent des livres islamiques pour s'informer au sujet de l'islam. » Cet événement a fait penser les gens (au véritable islam,/, ce qui est très **bénéfique** pour l'islam.*

Cheikh - *Des centaines de personnes avaient des doutes à votre sujet, et seuls quelques-uns vous suivaient jusqu'à la survenance de cet énorme événement. Maintenant, des centaines de personnes viennent pour se joindre à vous. Je me souviens d'une vision du Cheikh Salih Al (Shuaybi). // a dit : « Il y aura un grand coup, et les gens se rendront par cen-*

taines en Afghanistan. » Je lui ai demandé : « En Afghanistan ? » Il m'a répondu affirmativement. Selon lui, ceux qui ne partiront pas seront les faibles d'esprit et les menteurs (hypocrites/ Je me souviens qu 'il a dit que des centaines de personnes iraient en Afghanistan. Il a eu cette vision il y a un an. Cet événement fait une distinction entre les différents types de disciples.

Ben Laden - (inaudible) *Nous avons calculé à l'avance le nombre de victimes de l'ennemi qui seraient tuées, en fonction de l'emplacement de la tour. Nous avons calculé que les étages qui seraient touchés seraient au nombre de trois ou quatre. J'étais le plus optimiste de tous.*

(inaudible) *En raison de mon expérience dans ce domaine, je pensais que l'incendie causé par le carburant de l'avion ferait fondre la structure métallique de l'immeuble et qu 'il ferait s'effondrer la partie touchée et uniquement les étages situés au-dessus. C 'est tout ce que nous espérions.*

Ben Laden - *Nous étions à (inaudible) quand l'événement a eu lieu. On nous avait informés depuis le jeudi précédent que l'événement se passerait ce jour-là. Nous avons fini notre travail pour la journée, et nous avons mis la radio. Il était 5 h 30, heure locale. J'étais en compagnie d'Ahmad Abu-al-(Khmr). Immédiatement, ils nous ont dit qu'un avion avait frappé le World Trade Center. Nous avons changé de station pour capter les nouvelles de Washington. Le bulletin d'information suivait son cours. L'attaque n 'a été mentionnée qu 'à la fin. Alors, le journaliste a*

annoncé qu 'un avion venait de frapper le World Trade Center.

Cheikh - *Allah soit loué.*

Ben Laden - *Un moment s'est écoulé, puis ils ont annoncé qu 'un autre avion avait percuté le World Trade Center. Les frères qui ont entendu la nouvelle étaient fous de joie.*

Cheikh - *J'étais assis à écouter les nouvelles. Nous ne pensions à rien de particulier, et soudain, par la grâce d'Allah, nous étions en train de discuter des raisons pour lesquelles nous n 'avons rien, et tout à coup, la nouvelle arrive, et tout le monde est fou de joie et tout le monde, jusqu 'au lendemain, parlait de ce qui s'était passé. Nous sommes restés à écouter les nouvelles jusqu 'à 4 h. Les nouvelles étaient chaque fois un peu différentes, tout le monde était joyeux et disait « Allah est grand » « Allah est grand » « qu 'Allah soit loué » « rendons grâce à Allah ». Je me réjouissais de la liesse de mes frères. Ce jour-là, nous n 'avons cessé de recevoir des félicitations au téléphone. La mère n 'arrêtait pas de répondre au téléphone. Qu'Allah soit remercié. Allah est grand, rendons grâce à Allah.*

(...)

Cheikh - *La victoire est nette et ne fait aucun doute. Allah nous a accordé (...) l'honneur (...) et Il va continuer de nous bénir et il y aura d'autres victoires durant ce mois sacré du ramadan. C'est ce que tout le monde espérait. Grâce à Allah, l'Amérique est*

sortie de ses cavernes. Nous lui avons porté le premier coup, et la prochaine fois nous la frapperons avec les mains des croyants, de bons croyants, les croyants les plus convaincus. Par Allah, c'est une grande œuvre. Allah vous prépare une grande récompense pour ce travail. Je suis désolé de parler en votre présence, mais ce sont juste des pensées, juste des pensées. Par Allah, qui incarne tout ce qui est bon. Je vis dans la joie, dans la joie (...) Il y a longtemps que je ne me suis senti aussi bien. Je me souviens des paroles d'Al-Rabbani. Il a dit qu'ils avaient formé une coalition contre nous cet hiver avec des infidèles comme les Turcs et d'autres, même d'autres arabes. Ils nous encerclent (...) comme aux temps du prophète Mahomet. C'est exactement comme ce qui se passe aujourd'hui. Mais il a réconforté ses fidèles en leur disant : « La situation va se retourner contre eux. » C'est une grâce, une bénédiction pour nous. Cela fera revenir les gens. Voyez comme il était sage. Et Allah le bénira. Le jour viendra où les symboles de l'islam s'élèveront et ce sera comme les jours d'Al-Mujahedeen et Al-Ansar (les premières années de l'islam). Et la victoire à tous ceux qui suivent Allah. Enfin il a dit, c'est comme aux temps anciens, au temps d'Abou Bakr, d'Oihman, d'Ali et des autres. En ces jours, à notre époque, ce sera le plus grand djihad de l'histoire de l'islam et de la résistance des mécréants.

Cheikh - *Au nom d'Allah mon cheikh. Nous vous félicitons de votre grande œuvre. Allah soit loué.*

Ben Laden - *Abdallah Azzam, qu'Allah bénisse son âme, m'a dit de ne rien enregistrer (...inaudible...) J'ai*

donc pensé que c'était un bon signe et qu'Allah nous bénirait (...inaudible...). Abu-Al-Hasan Al-(Masr'), a parlé sur la chaîne de télévision Al-Jezira il y a de cela quelques jours et a dit aux Américains : « Si vous êtes vraiment des hommes, venez ici nous affronter. » (...inaudible...) // m'a dit, il y a un an : « J'ai vu en rêve que nous participions à un match de foot contre les Américains. Quand les membres de notre équipe sont arrivés sur le terrain, c'étaient tous des pilotes ! » Il a dit : « Je me suis même demandé si c'était un match de foot ou un match entre pilotes. Nos joueurs étaient des pilotes. » Il (Abu-Al-Hasan) ignorait tout de l'opération avant d'en entendre parler à la radio. Il a dit que le match a continué et que nous avons gagné. C'était un bon présage pour nous.

Cheikh - *Qu'Allah soit béni.*

Un homme non identifié, hors du champ de vision de la caméra - *Abd Al Rahman Al-(Ghamn) a dit qu'il avait eu une vision avant l'opération : un avion qui s'écrasait contre un immeuble très haut. Il n'était au courant de rien.*

Cheikh - *Qu'Allah soit béni.*

Sulayman (Abu Guaith) - J'étais assis avec le cheikh dans une pièce et je suis parti pour aller dans une autre pièce où il y avait un poste de télévision. La télé parlait du grand événement. L'image était celle d'une famille égyptienne assise dans son salon, ils ont explosé de joie. Vous savez quand vous assistez à un match de foot et que votre équipe gagne ; c'était la même expression de joie. Le sous-titre disait : « En

revanche pour les enfants d'Al Aqsa, Oussama Ben Laden exécute une opération contre l'Amérique. » Je suis donc retourné voir le cheikh (voulant dire Ben Laden) qui était assis dans une pièce avec cinquante ou soixante personnes. J'ai essayé de lui parler de ce que j'avais vu, mais il a fait un geste de ses mains voulant dire : « Je sais, je sais... »

Ben Laden - *// n'était pas au courant de l'opération. Tout le monde n'était pas au courant (...inaudible...) Mohammed (Attaj, de la famille égyptienne (voulant dire faisant partie du groupe égyptien d'Al-Qaeda) était le responsable du groupe.*

Cheikh - *Un avion qui s'écrase sur un grand immeuble, cela défiait l'imagination de quiconque. C'était du beau travail. Il était l'un des hommes pieux de l'organisation. C'est un martyr maintenant. Qu'Allah bénisse son âme.*

Cheikh (faisant allusion à des rêves et des visions) - *L'avion qu'il a vu s'écraser contre l'immeuble avait été vu auparavant par plus d'une personne. L'un des bons croyants avait tout abandonné pour venir ici Il m'a dit : « J'ai eu une vision. Je me trouvais dans un gros avion, long et large. Je le portais sur mes épaules et j'ai marché de la route au désert pendant un demi-kilomètre. Je tirais l'avion. » Je l'ai écouté et j'ai prié Allah pour qu'il l'aide. Une autre personne m'a dit que lui c'était l'année dernière qu'il avait vu, mais je ne comprenais pas et je le lui ai dit. Il a dit : « J'ai vu des gens qui partaient pour le d'fi-had ... et ils se sont retrouvés à New York... à Washington et à New York. » J'ai dit : « De quoi*

parles-tu ? » Il m'a dit que l'avion s'est écrasé contre le bâtiment. C'était l'année dernière. Nous n'y avons pas attaché trop d'importance sur le moment. Mais, quand les incidents se sont produits, il est venu me voir et a dit : « Vous avez vu (...) c'est bizarre. » Je connais un autre homme... mon Dieu... il dit qu'il jure sur Allah que sa femme avait vu l'incident une semaine plus tôt. Elle avul 'avion s'écraser contre l'immeuble... c'était incroyable, mon Dieu.

Ben Laden - *Les frères, ceux qui ont mené l'opération, tout ce qu'ils savaient, c'est qu'ils avaient une opération de martyr à réaliser, et nous avons demandé à chacun d'eux d'aller en Amérique, mais ils ne savaient rien de l'opération, pas un seul mot. Mais ils étaient entraînés et nous ne leur avons rien révélé de l'opération jusqu'au moment où ils étaient là et s'apprêtaient à s'embarquer dans les avions.*

Ben Laden - (...inaudible...) *Puis il a dit : Ceux qui avaient été entraînés pour piloter des avions ne connaissaient pas les autres. Les groupes ne se connaissaient pas entre eux, (...inaudible...)*

(Quelqu'un dans l'assistance demande à Ben Laden de raconter au cheikh le rêve d'(Abu-Daud).)

Ben Laden - *Nous étions dans le campement d'un gardien de l'un des frères à Kandahar. Ce frère appartient à la majorité parmi le groupe. Il est venu près de moi et m'a raconté qu'il avait vu, en rêve, un grand bâtiment en Amérique, et que dans le même rêve il avait vu Mukhtar leur apprendre à faire du karaté. A ce moment-là, j'ai eu peur que le secret ne soit révélé*

si tout le monde commençait à le voir dans ses rêves. J'ai mis fin à la conversation. Je lui ai dit que s'il avait un nouveau rêve, de n'en parler à personne, parce que les gens seraient en colère contre lui.

(On peut entendre une autre personne raconter un rêve dans lequel il a vu deux avions s'écraser contre un grand immeuble.)

Ben Laden - *Ils étaient pris d'une joie délirante lorsque le premier avion s'est écrasé contre le bâtiment, et je leur ai dit : « Soyez patients ».*

Ben Laden - *Le laps de temps entre le premier et le deuxième avion qui se sont écrasés conwe les tours était de vingt minutes et celui entre le premier avion et celui qui s'est écrasé conti-e le Pentagone était une heure.*

Cheikh - *Ils (les Américains^ étaient terrifiés et pensaient qu'il s'agissait d'un coup d'Etat.*

(Ayman Al-Zawahri rend hommage à Ben Laden pour sa bonne connaissance des informations parues dans les médias. Il dit ensuite que c'était la première fois qu'ils (les Américains) avaient le sentiment que le danger les visait.)

(Ben Laden récite un poème.)

(Fin de l'enregistrement de la visite de Ben Laden. Le film de la visite au site de l'hélicoptère suit le poème.)

(Fin de la transcription)

(Fin du texte)

L'INCROYABLE OPÉRATION NORTHWOODS,

ou lorsque les militaires américains voulaient organiser des "opérations" sur leur propre territoire pour présenter l'invasion de Cuba comme de la légitime défense.



THE JOINT CHIEFS OF STAFF
O.C.

13 March 1962.

MEMORANDUM FOR THE SECRETARY OF DEFENSE

Subject: Justification for US Military Intervention
in Cuba (TS)

1. The Joint Chiefs of Staff have considered the attached Memorandum for the Chief of Operations, Cuba Project, which responds to a request of that office for brief but precise description of pretext which would provide justification for US military intervention in Cuba.

(153) The Joint Chiefs of Staff recommend that the proposed memorandum be forwarded as a preliminary submission suitable for planning purposes. It is assumed that there will be a full submission from other agencies and that these inputs will be used as a basis for developing a time-phased plan. Individual projects can then be considered on a case-by-case basis.

(154) Further, it is assumed that a single agency will be given the primary responsibility to develop military and para-military aspects of the overall plan. It is recommended that this responsibility be assigned to both the Joint Chiefs of Staff.

For the Joint Chiefs of Staff:



LL

L. L. BENNITZER
Chairman
Joint Chiefs of Staff

1 Encl: Bureau
Memo for Chief of Operations, Cuba Project

EX-100 G

BEGRADUO: DOC PIB SSDO.10 ■
COES HOT XFPLI

«PIKHDH TO EROBOSURE A

DRAFT

MEMORANDUM FOR THE CHIEF OF OPERATIONS, CUBA PROJECT

Subject: Justification for US Military Intervention in
Cuba (TS)

1. Reference is made to the memorandum from the Chief of Operations, Cuba Project, for the Chief of Operations, Cuba Project, dated 13 March 1962, which requested brief but precise description of pretext which would provide justification for US military intervention in Cuba.

3. The proposed plan in the memorandum is to be used for planning purposes, and it is assumed that there will be a full submission from other agencies and that these inputs will be used as a basis for developing a time-phased plan. Individual projects can then be considered on a case-by-case basis.

3. The plan, incorporating the project selected on the attached suggestion, or from other sources, should be developed to focus all efforts on a specific ultimate objective which would provide justification for US military intervention. Such a plan should be developed to achieve the ultimate objective and create the necessary justification of Cuban responsibility on a large scale, directly at other countries as well as the United States. The plan should also properly reflect the nature and time phase of the action to be pursued. The resulting plan should be such that it would place the United States in the apparent position of being the aggressor in the invasion of Cuba and to develop an international image of a Cuban threat to peace in the Western Hemisphere.

mm

Appendix to
Encl: Bureau

(155) *Tim* 1» an important factor In Unofition of th* Cuban
 proUe». Therefore, tho Plan ahould bo so trace-phaaed
 that
 pKjJeeta would be opérable Hlthln the next raw raonths.
 (156) masnuoh *ko* the ultlmatw objeotlve 1B overt military
 intervention, It is reconnoended that
 ^lmary_reBpon8ibillty
 for dsveloplns inilitary ar-d para-inllltary aspoots of
 the plan
 for botti oyert ond oovort DIUtarç opsratlonB ne
 assigned tto
 Joint Ohlafs ot Staff.

AHHKXTOAPITEUDIXTÛBMOTaaORB A
 TO OUSTIFI U3 HILTMRI DWERVBinioH H» ÔUBA

The oouTMs of aatlan which follow are a BubnitBBlon
 Bultabli only for planning purpoeca; They ara «OTrangeû nalthr
 ohuonoioalloall? nor in aaiSÊiniJing orûer. Togethor wifen Blindlar
 Irputa frein oth«r ogenoiee, they are Intanded to provida a point
 of daparture for the davelopuent of a single, Integrated, ttie-
 plv'.sed plan. Bush a plan Vroud parait the évaluation o(
 Indlvldual projeeta vflthlfi the oontest of oumulativa, aorralated
 actions deelgnM to lead *Lnexotably* fco «ha o*je«tiv« of adsquate
 jMotiftuatlon far DS allitary intorvantlon lu Ouba),

1, SInoe It would seam désirable to >Jso lesltmate provooation
 as the 'baala for OS military interTentlon In Cuba a oovm aad
 deoeption plan, to Irwlude req(ulflte preli»nary aotlcmo suoh as
 hû» been developed In reoponM to TaeJc 33 «, ftouia be exeouted as
 an Initial offert to provoka Cuban ratMtionB. Sarasenant pluo
 dooeptlve actions to aosvlnoe the Cubai» of Imminent invasion wuld
 be eLtphaaizea, Qur aillitary posture throughout exeouton of ttw
 plan KiU alloH a rapia ohange frora exorolee to inbervantloti if
 Cuban roaponB* JustUles.

S. A aci-leu of mil ooordinated Inolûents Kill be planned
 to take plaoe in and around Ouantsnaraao 'tS glve eenulna
 appeawtioe or being doue by hostile Cuban forcée.

a. Incidents to eatabllsh a arodible attsok (not In
 ohronologloal order)i

(1) Start mimorB (macr). Ue« olandeatine radio. (S) Land
 frlendly Oubans in unlforn "over-the-feiKe" to stage attncit
 on base.

(3) Capture Cuban (friendly) saboteurs liwlde the
 base.

(■ ■;) Start nota n«ar the base main gâta (frieidly
 Cubana),

UNCLASSIFIED
 SPECIAL HANDLING NOFORN

App to
 Brreloauro A

(157) Blow up anfiU3iil sionIDSÎdê~tio base; start firsn.
 (158) Burn airocraft on ai? base (sabotage).
 (159) Lob iirtar shells fpon outaide of base into base.
 sone (tarage to Inatallatiorto.
 [8] Captura aasault teaias appoaahing froni tne SSE or
 viaij&ty et Guantanamo Clty.
 (9) Capture rallltla group whloh atonfts tho base.
 (160) Sabotage flblp In harbor; large rires — naphthalene.
 (161) Sli* ehlp near tiarbor entrartoe. Conduct funerala
 for mock-vietiras (roay te liau of (10)).
 b, Vnltad 3tatea irovllld reaponnd by exeouting offensive
 opérations to s#oure wa,ter and power «upplss, deutoyins
 artillery and martar emplacements whioh threaten the basa.
 a. Coramane largo acale thlted Sttas militai? opérations. 3. A
 "Rameniber the Mairie" Inolndent oovad be amcanged in aeveral fov.j:
 a. We ould MON UJI a US shlp In Ouantanamo &:;>' and
 blâma Cuba.
 t. Wa twold blow np a drone (uraiannd) vBBBBI anywhere II) the
 Cuban waters. we scild arrange 'jo oavise suoh inolndent in the
 vlolnlty or Ilavana ci- Santiago as a apeot&oalar reault of
 Cuban attaok from the aiv or ses, or b'oth. Bie preflenoa of
 ouban planas or ohlpa roerely Invaétigatlng thû lnteut of the
 vasoel could bo fairly oonpallne e^Odaiwe that tha alUp vas
 taken "under attaok. The nearneas to Havane or Santiago would
 atid e^editility ofipeolally to thoae people tUat hâve hoiird tha
 blaot or hâve seen the fire. The U3 rollo w up with an air/saa
 raeoue aération oovorad by US flightere to "evaouate" raffflalning
 members of tsûs non-ejdBtent orew. caBualty llatQ in US
 tievropaparB xould oâuee a helpful wave of national indignation.
 4, Va ould develop a Coomunlat Cuban terror oampaïen In the
 Hlami oroa, in other Plorlda oltlea anfl evan in "Washington.

«Mi

The terror oanpaïgn oovad be palnted at Cuban rafugees sasking
 hâves In tiie Uhitâ Stat«a. Va ould slnk a boatload oT Cubans
 onroute to Floi'lda (real or Blmilated). Va âoald foeter attempt
 on 11VS8 of Cuban refugaag in the United statae sven to the
 extant al woundng in lnatanoes to be vrtdey publiolzsd.

a few plastia bombe in oarefully ohoaen spots, the ôt
 Cuban agents and the releass of pfeared doomsnta
 ousbantistl-ng Cuban Involveaent also wMXi o« helpful in
 projeoting the idea of an irresponsibl» governiaent,

5. A "Ouban-baeed, Castra-supporter" fillbuater ould be
 siimilat«d agaln at a neighborng Oarlbbaejn nation (in 1jhe vain
 of the 14th o£ Jiave invasion ot bhe Dominloan Repiiblo). tfd
 know that Castro is baokng nubversive efforta olaadestlnely
 against Haiti, Doninloan Republia, Guatfsraala, and Nicaragua at
 présent ard possinle othara. The»e etrorta oan be nagnlfled and
 aadtiorial onea oontrlfed for exposure. Por exareple, advantâfie
 car» be takan of the aenaltivity of the Domlniean Air Poroe to
 intrusians wlthln thaie national air epaoe. "Caban" B-26 or
 0-46 tipe airocraft ould iiake oane-burnng ralda at night.
 Soviet Bloo in<j8tidiapioo ould be found. This ould be oouplod
 with "Cuban" meaaagea to the Commwnlst vuidereround In the
 Dominloan Republic and "Cuban" shipipûnta of oiwa rtiioh would
 be found> or intaraeptedj on the beaoh." "

6. BM of mo tupa aiwiraTt by U8 pilota otmld pt^vide
 additionel provocation, Havaaaafnt of olvil air, atteolca on
 surface obipping arva âoatruotiori of US mllitary drone alrocraft
 by MIÛ type planes would be uarul as o<>tpl»inantary actions.
 A» F-86 properly palnted would oonvlw air paaeôneore that thoy
 oaw a, Cuban MO, eapaolally If tl» pilot of the feransport wre to
 announoe aiich faot. The prlmary dJMKbaok to thle suggestion
 appeare to be the SMurity riek Inhérent in obtainl^g or moOify-
 lns an airocraft. Howavw, rea«onahle oopiaa of the XIO ould be
 profuoed (rom US reaoure»e in about thre* «ontha,

T. HlJaokinB attempt» agalnatoivii"âlr' an! awrao* orsft
 stMvuîA appew tt> oontlne aa harausing j^isurao aondonod by the
 governuetit of Oiiba, CoDoun-antly, asulne defections of Cutwn olvll
 and mllitary air and mirfae orwtt ahould be
 8. It is possible «o areate an incident whioh will oonvinoingly
 that a Cuban alroraft han afctaoked and ahot dom a oharter«d olvll
 alrliner ettfoote froc the Uniteû Statee to Janalw., ûuatrosia,
 Fanaae, or Veneeuela, Tfte destination would be or.ooer 01Û7 to
 oatuse the flight plan route to oooos Oube.. Tfce p&BS«ngetra
 aould be a group of oollage, Btudenta off on a holiday or tiv grouping
 of parasite wlth a union Internat to oharterLng s non-scheduled
 flight.

a. An aiwraft at Eglln ftPB wovad b« pai«t««! and
 an exact dupllaate for a isivil registered belonging to a CIA
 proprietary oleanleation in the Klanl onsa. At a designated
 Une the duplioate would be atitwtituted for the aotual civil
 alroraft and would be loaded Yfltn ttie selected passengers, ail
 boaraefl iurfar oarerully prepatad allaoe». The ootual
 roglatared a3_rotttft would be otiTTverted to a drone,

b. TaJto QtT blmos c£ the drune nlroraft and t*>« aotual
 alrorart »1U be aoneduioed to alla» a rand«EVtnis aovth at
 Pleridn. From the ren4«evtmo polnt'tha paaangor
 alcraft wlll. deeoend to Btlnimuiii altitude and go
 Into an auxlUary flald at Kglin KFB where arrariaenients «111
 hâve baen msda to evaouate the paBaongers and raturh tho
 alroroft to it» original rtatuo. The drone alroraTt
 jneaiwhlle will oonfcLmw to fly the rUei flight plan. When
 over Cuba the drone wlll bslns tranemitting on the inter-
 national diawea fraquonoy a "HAS DAï" reoeenfe atabirg he la
 ur.-i'.-r attaek tç Oujian (HO ajurcraft. Bie translaalon «111 ba
 Interrupted by aeatruotion of the alcraft whloh wlll be
 trlBgared Uy radio signal. Tbie wlll allow ICAO radio

10

to
 Appendix to
 Enoloow A

stations in the western tell the US
 has happenad to Uw alroraft Instead of bbe
 US tiilng to
 "aell" the incident).

9. It la soaalble 'jo crftate an inaident whlofr yrrill nu>:t it
 appear that Concnunlat Cuban iHQs hâve deetroyed a USAF alroraft t
 ovâi' Intei>national wa-ora in an unprovoked attaok.

a. Approxlwatoly 4 or 5 F-101 aircraXt wlll be diepatohed
 In trall frora Honiestead AFB, KLovida, to the violnity of Cuba.
 Tfeir miBSiûn Hlll be ito reverse aourae and almlute fakir
 alroraft for an air défense exercise ±n southern Florida.
 Theoe alcraft would oonduot varlationa of tdwae flight» at
 fréquent Intervais. Crewa would be brisfed to remain at
 Xeast 12 irilca oi:: the Cuban ociûat; hemsver, they yrould t>0
 required to oasry live ammunltlon in the event that hostile
 actions wers taken by the Ouban mas.

b. On one Buoh flghti a pre-briefed pilot would fly
 tail-end Charley at oonaiderable Interval between alroraft.
 *'Mle near the Cuban Xaland thls pilot would broaâoaet that
 he had bacn Jiw.pod by MIOs and was golng umm. No other
 oallB would be made. The pilxst would thwn fly dlrectly
 vast at extremely lov altitude and laod at a seoui-e base, an
 EglOn auxillary, The air«raf t wo«ld 6e raet by the propw
 paople, suiokly atoîred and giveti a n'ew tail nunibeir. ihe
 . pilot nho bad performad the mlseion utider an alias, vrould
 reauœe hle proper identlty and retawn to bis normal plaoe
 of bttsinees. Kio pllot and alroraftc would then hâve

o. At pi-aclsely the saine tinte that the aircrai'fc was
 presumabiy ahot dovm a eubmsrine or umall Bla"faoe oraft would
 disbuî-ae p-101 parte, paraohute, eto.j at approximately 15 to 20
 milea o£i fcbce cuban ooaat and départ, The pilota returning to
 Howeatead would hâve a true Btory as far as they knew.
 Search shlps and alroraft ooulfl be diapatched and parts *f
 alroraft found.

11

Annax to Appendix
 to Snoloaure A

USSIHff



White House photo by Eric Draper

Ofiut, le président Bush appelle d'Air Force One le vice-président Cheney (11/09/01).

Dans le bunker de la Maison-Blanche, le vice-



White House photo by David Bohrer

président Cheney au téléphone avec le président Bush. Assise à sa droite, Condoleezza Rice. (11/09/01)

White House photo by Paul Morse

Le président Bush en visite le 4 février 2002 à la base de l'Air Force d'Elgin (Floride)





White House photo by Tina Hager

Le président Bush à la Cathédrale Nationale de Washington le 14 septembre 2001.

White House photo by Tina Hager



by Rick Draper

Après son intervention, le président Bush saisit la main de son père.



White House photo by Rick Draper

Signature du Patriot Act le 26 octobre 2001.

Colin Powell, Président Bush, Dick Cheney et **Hugh** Shelton répondent à la presse à la Maison-Blanche le 12 septembre 2001.



DoD photo by Hélène C. Stikkel

Point
presse au
Pentagone
conduit par
le
secrétaire
de la
Défense,
Donald H.
Rumsfeld.
C'est à
cette
occasion
que se
produira
un échange
un peu "vif
avec le
Sénateur
Cari Levin
(à droite).
(11/09/01)

Réunion avec le Conseil
National
de
Sécurité
(12/09/0
1)



White House photo by Eric Draper

White House
photo by



Tina Hager

Conférence de presse de Tom Ridge, Directeur du "Office of Homeland Security"
(18/10/01)



White House
photo by Paul Morse

Réunion dans le Bureau Oval, avec le Président Bush, et notamment

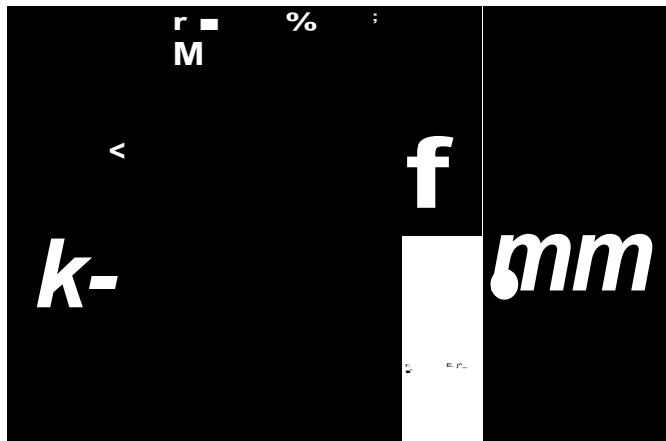
le
Gouverne
ur Tom
Ridge,
Condolee

zza Rice,
l'Amiral
Steve
Abbot...
(20/12/01)



White House photo by Pau) Morse

Le Président Bush avec le Président afghan Hamid Karzai.



Whilc Houle photo trv Plut MOT**

Le Président Hamid Karzai reçoit une *standing ovation* le 29 janvier 2002.



Department of the Air Force

Général Ralph E. *Ed* Eberhart
*Commander in chief North American Aerospace
 Défense Command and US Space Command ;
 Commander, Air Force Space Command ; and
 Department of Défense Manager for Manned
 Space Flight Support Opérations,
 Peterson Air Force Base, Colo*



Deputy Secretary of Defense
 Paul Wolfowitz

DoD photo by R.D.

TABLE DES MATIÈRES

	Page
PREMIÈRE PARTIE	
SANGLANTE MISE EN SCÈNE	
Chapitre 1]]
L'avion fantôme du Pentagone	
Chapitre 2	27
Des complices au sol	
Chapitre 3	4)
Des taupes à la Maison-Blanche	
Chapitre 4	51
Le FBI gesticule	
DEUXIÈME PARTIE	
MORT DE LA DEMOCRATIE EN AMÉRIQUE	
Chapitre 5	67
Risposte ou aubaine ?	
Chapitre 6	79
De l'oraison funèbre à la guerre sainte	
Chapitre 7	89
Les pleins pouvoirs	
TROISIÈME PARTIE	
L'EMPIRE ATTAQUE	
Chapitre 8	
107	
C'est la faute à Ben Laden !	
Chapitre 9	
129	
Les affaires continuent	
Chapitre 10	
145	
Opérations secrètes	
Chapitre 11	161
La conjuration	
ÉPILOGUE	
179	
ANNEXES & DOCUMENTS	181

REMERCIEMENTS

L'auteur tient à remercier A.-J. V. et G S. qui ont bien voulu vérifier les traductions des divers documents et citations ; E. B., R-H. B., F. C, S. J., H. M.-V., pour leurs expertises ; A. B., C. B., J. C, B. C, C. C, C. D., M. M., R. M., R.-J. P., E. R., D. S. pour leur aide documentaire ; et surtout Serge Marchand qui a coordonné l'ensemble des recherches et

travaux préparatoires.

Diana & Dodi - Le guet-apens

Ecolos, marchands de malheur ? Le

Crédit Agricole hors la loi ? Secrets

d'espions Menaces islamistes Asiles

de la honte

Hugo Nhart

Jean-Paul Croizé

Jean-Loup Izambert

Gérard Desmaretz

Pierre-Henri Bunel

Pascal Colombani

Dr G Carlo - Martin Schram

Hugo Nhart Thierry

Vieille Pierre-Henri

Bunel Alain Malardé

Pascal Colombani Marc

Filterman Philippe

Lheureux Anne-

(Alain Amzalag

Laurence Cave

Jean-Bernard Roggeman

Hugo Nhart

Jean-PaulNey

Irène Jarry

Bruno Marzloff

/ Stéphane Glaziou

Téléphones portables -

Oui, ils sont dangereux

Lions Club - L'enquête interdite

Les profiteurs de l'exclusion sociale

Crimes de guerre à l'Otan

Erika, le naufrage de complaisance

Le dossier noir des cartes bancaires

Les armes de l'ombre

Lumières sur la Lune

Femmes de l'espace

Confessions incisives d'un dentiste

La délinquance des mineurs L'amour

polysexuel Ovni, enquête sur des

faits Terreurs virtuelles Cyclone de

l'enfer Le temps des puces

Cet ouvrage a été réalisé par la
SOCIÉTÉ NOUVELLE FIRMIN-DIDOT
Mesnil-sur-l'Esneval
pour le compte des Éditions Carnot
en mars 2002

Imprimé en France
Dépôt légal : mars 2002 N°
d'impression : 59201